

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LES
ALIÉNATIONS DE TERRES

ET LA
COLONISATION LIBRE AGRICOLE
EN
NOUVELLE-CALÉDONIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
PAR
LUCIEN DELIGNON, DIT BUFFON
Né à Médéah

*L'acte Public sur les matières ci-après sera soutenu
le jeudi 21 avril 1898, à 10 heures*

PRÉSIDENT : M^e ESTOUBLON, PROFESSEUR
SUFFRAGANTS { M^e LESEUR, PROFESSEUR-ADJOINT
M^e PILLET, AGRÉGÉ

PARIS
AUGUSTIN CHALLAMEL, ÉDITEUR
17, RUE JACOB

Librairie Maritime et Coloniale

1898

LES
ALIÉNATIONS DE TERRES

ET LA
COLONISATION LIBRE AGRICOLE

EN
NOUVELLE-CALÉDONIE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LES

ALIÉNATIONS DE TERRES

ET LA

COLONISATION LIBRE AGRICOLE

EN

NOUVELLE-CALÉDONIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

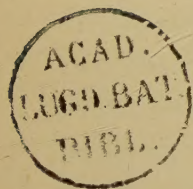
LUCIEN DELIGNON, DIT BUFFON

Né à Médéah

*L'acte Public sur les matières ci-après sera soutenu
le jeudi 21 avril 1898, à 10 heures*

PRÉSIDENT : M^e ESTOUBLON, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M^e LESEUR, PROFESSEUR-ADJOINT
M^e PILLET, AGRÉGÉ



PARIS

AUGUSTIN CHALLAMEL, ÉDITEUR

17, RUE JACOB

Librairie Maritime et Coloniale

1898

INTRODUCTION

A toute colonie, il faut des colons, et à ces colons il faut des terres. Et, selon que les terres sont aliénées dans des conditions favorables et pratiques, ou que les règlements sur la matière abondent en formalités taquines et n'offrent que d'insignifiants avantages, un courant d'émigration s'établit vers la colonie ou celle-ci se voit totalement délaissée. Le mode d'aliénation du sol est donc d'une énorme importance pour tout établissement colonial, surtout si cet établissement en est à ses débuts.

Nous nous proposons d'examiner cette question en ce qui concerne une de nos possessions d'outre-mer les plus favorisées quant au climat et aux ressources naturelles, et qui semble posséder toutes les qualités requises pour être une excellente colonie de peuplement : nous voulons parler de la Nouvelle-Calédonie. Et il nous semble que, pour ces raisons, l'étude de l'aliénation des terres y sera particulièrement intéressante.

« La Nouvelle-Calédonie et la Nouvelle-Galle du Sud, » dit M. de Beauvoir, « semblent avoir été placées face à face pour faire ressortir davantage, d'une part l'état d'enfance où est la première, d'autre part, le magnifique déve-

loppement qu'a atteint la seconde (1). » Cette appréciation, qui date de la fin du Second Empire, était malheureusement encore, il n'y a pas longtemps, à peu près l'expression de la vérité. Nous aurons à rechercher quelle fut la part de responsabilité du régime des aliénations foncières dans ce fâcheux état de choses.

Voici de quelle manière et suivant quel ordre nous entendons traiter notre sujet.

Avant de dire comment les terres sont aliénées, il est utile de savoir à qui elles appartiennent. Nous exposerons donc, dans ses diverses phases, la question du Domaine, laquelle, on le sait, divisa durant des années l'État et la colonie. Mais comme cette matière ne fait pas rigoureusement partie de notre sujet, nous nous contenterons de l'indiquer assez brièvement et d'une façon purement historique, sans prendre parti dans les nombreuses controverses qu'elle a suscitées.

Nous étudierons ensuite minutieusement quelles règles ont tour à tour présidé à l'aliénation des terres, et seulement des terres rurales, aux colons libres, depuis la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie par la France, en 1853, jusqu'à nos jours. Nous diviserons ce laps de temps en plusieurs périodes, et, pour chacune de ces périodes nous considérerons : d'abord, les textes, puis, la mise en pratique de ces textes, c'est-à-dire les faits, en notant tout ce qui se rattache à la colonisation agricole; enfin, dans un court résumé, nous décrirons les caractères généraux de la période.

Nous verrons ensuite quelles sommes ont rapportées

(1) *Voyage autour du monde, Australie* (1868).

ces aliénations, locations ou amodiations du Domaine, et quelle affectation budgétaire leur a été attribuée.

Nous examinerons finalement deux questions qui, chacune dans son genre, se rapportent de très près à notre sujet : d'une part, l'élève du bétail et la question de la clôture des pâturages; d'autre part, les diverses difficultés soulevées par la remise récente à la colonisation libre de certaines terres choisies parmi les réserves indigènes.

Nous aurons ainsi fait un exposé détaillé des divers régimes d'aliénation des terrains ruraux qui furent employés dans la colonie, et des résultats qu'ils ont successivement donnés; ce dernier point constituera, en quelque sorte, un historique, assez rapide il est vrai, de la colonisation libre agricole en Nouvelle-Calédonie.

Il ne nous restera plus alors qu'à définir l'enseignement général qui se sera dégagé de cette longue étude.

CHAPITRE PREMIER

LA QUESTION DU DOMAINE

La question du Domaine ne relevant pas en réalité de notre sujet, nous l'exposerons d'une façon sommaire et strictement historique, en évitant avec soin de prendre parti dans les discussions juridiques passionnées qu'elle a suscitées.

Il faut distinguer dans l'histoire de la législation domaniale de la Nouvelle-Calédonie, quatre périodes pendant lesquelles les tendances sont différentes : de 1853 à 1862 ; de 1862 à 1875 ; de 1875 à 1881 ; de 1881 jusqu'à ce jour.

1^o De 1853 à 1862. — La déclaration faite le 20 janvier 1855, au nom de l'Empereur, par M. du Bouzet, chef de la division navale, établit la souveraineté de la France sur la Nouvelle-Calédonie et proclame, selon les règles du droit international, le droit exclusif de notre pays sur le domaine de l'île (1). Le *domaine de l'État* se trouve alors fortement constitué. Il comprend en toute propriété, les terres non occupées par

(1) « Considérant qu'il est de principe que, lorsqu'une puissance maritime se rend souveraine d'une terre non occupée par une nation civilisée et possédée seulement par des tribus sauvages, cette prise de possession annule tous les contrats antérieurs faits par des particuliers avec les naturels de ce pays ; qu'en conséquence, les chefs et les indigènes de la Nouvelle-Calédonie et de ses dépendances n'ont jamais eu ni ne peuvent avoir le droit de disposer en tout ou en partie du sol occupé par eux en commun ou comme propriété particulière, soit par vente, échange, don volontaire ou mode de transmission quelconque, en faveur d'individus qui ne font pas partie de leur tribu, qui ne sont pas aborigènes dudit territoire... »

les indigènes et, seul, peut s'augmenter par voie d'achat des terres déjà occupées par eux. Le principe que l'État est *unique propriétaire du domaine néo-calédonien* ressort du libellé de cette déclaration et des divers arrêtés locaux ultérieurs relatifs aux aliénations foncières. La propriété de l'État est donc, durant cette période nette, non équivoque.

2° De 1862 à 1875. — L'arrêté local du 5 octobre 1862 semble parler indifféremment du domaine de l'État et du domaine colonial, et les arrêtés subséquents qui modifient sur des points de détail le règlement de 1862 perpétuent la confusion. Enfin, le décret du 12 décembre 1874 la rend plus complète encore par suite de la rédaction de son article 40, qui charge le Gouverneur d'exercer les poursuites pour obtenir la révocation des concessions « et leur retour au domaine local » quand le concessionnaire ne remplit pas ses engagements. L'instruction ministérielle pour l'application de ce décret paraît, elle aussi, constituer le domaine colonial en face du domaine de l'État. *L'équivoque* est donc complète et la théorie de l'ordonnance de 1825, appliquée dans les vieilles colonies, semble également prévaloir en Nouvelle-Calédonie.

3° De 1875 à 1881. — Profitant de cette situation, la colonie, durant cette nouvelle période, affirme à plusieurs reprises ses droits de propriété sur les biens libres et sans maîtres, contestant ainsi formellement ceux de l'État. De son côté, celui-ci souscrit aux revendications de la colonie.

L'arrêté local du 11 septembre 1875 sur la législation domaniale en Nouvelle-Calédonie n'admet, en effet, que deux sortes de domaines : le *domaine national*, qu'il subdivise en domaine public et en *domaine colonial*, et le domaine communal. Le domaine *privé* de l'État n'est même pas mentionné. Bien plus, après avoir énuméré les biens non susceptibles de propriété privée, les travaux d'irrigation effectués dans un but d'utilité publique, la zone des cinquante pas géométriques, les étangs, marais salants, etc., interrompant la largeur de cette zone et

augmentés sur leur contour d'une nouvelle zone de cinquante pas (81^m 20), les chemins de halage de 10 mètres, les cours d'eau et sources ayant le caractère d'utilité publique, toutes choses appartenant légalement au domaine public, l'arrêté, passant à l'énumération des biens du *domaine colonial* dit, textuellement, qu'il se compose : 1° des biens sans maîtres dévolus à l'État en France; 2° des biens et droits mobiliers et immobiliers provenant de l'occupation de la Nouvelle-Calédonie et de ses dépendances, déterminés notamment par la déclaration du 20 janvier 1855; 3° des biens séquestrés; 4° des bois et forêts, sous la réserve des droits de propriété et d'usage acquis antérieurement à l'arrêté; 5° des mines et minières. L'arrêté du 11 septembre 1875 établit donc catégoriquement l'absorption complète du domaine privé de l'État par le domaine colonial. Il définit ensuite, dans un second chapitre, le domaine *communal* de la colonie, lequel se compose des édifices et bâtiments domaniaux qui sont ou seront affectés au service de l'administration communale et des biens ou dotations qui sont ou pourront être attribués aux communes. — Une dépêche ministérielle du 26 janvier 1876 consacre ces dispositions. Une dépêche du 15 janvier opposait nettement le domaine de l'État à celui de la colonie.

Un arrêté du 11 mai 1880 reproduit encore les distinctions, posées par l'arrêté de 1875, entre les différents domaines. Il faut toutefois remarquer qu'au paragraphe 2 de son article 2, le règlement de 1880 comprend *dans le domaine de l'État proprement dit* « tous les bâtiments, terrains et immeubles par destination qui ne peuvent être acquis, aliénés ou échangés que sur une autorisation du gouvernement métropolitain, lorsque leur valeur excède 10.000 fr. » Cet article fait évidemment allusion aux terrains et bâtiments que l'État est susceptible de posséder suivant le droit commun de 1825, comme dans les autres colonies. — Une dépêche ministérielle du 13 janvier 1881 approuve cet arrêté. « Je ne puis, » dit M. Cloué, « que donner mon approbation au nouveau régime qu'il s'agit d'appliquer et je me propose de présenter à la signature du chef de l'État un projet de décret qui sanctionne cette réglementation. »

4^o De 1881 jusqu'à ce jour. — Quelques jours plus tard un revirement se produit dans l'attitude de l'État, et une dépêche ministérielle du 19 février 1881 émanée, il est vrai, d'un autre bureau que celle du 13 janvier, revendique nettement au profit de l'État le domaine néo-calédonien et inaugure ainsi la dernière période au cours de laquelle les droits de la propriété de l'État sur ce domaine sont constamment affirmés.

En 1884, le Comité consultatif du contentieux du département de la Marine, dans sa séance du 10 mars, proclame hautement, sous forme d'un avis annexé à l'arrêté du 27 octobre de la même année portant délimitation du domaine pénitentiaire en Nouvelle-Calédonie, la légitime propriété de l'État sur le domaine de la colonie et déclare nuls et de nul effet les arrêtés locaux de 1875 et 1880 en tant qu'ils ont empiété sur le domaine de l'État. Dans une dépêche du 1^{er} août, le ministre adopte entièrement l'avis du Comité.

Le décret du 16 août 1884 sur la délimitation du domaine pénitentiaire, fixe son étendue à 110.000 hectares environ. Il est précédé d'un rapport dans lequel la propriété de l'État sur l'ensemble du domaine néo-calédonien est nettement énoncée. La dépêche du 23 août, par laquelle le sous-secrétaire d'État des colonies porte ce décret à la connaissance du Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, renouvelle cette affirmation. Une dépêche du 15 décembre suivant la réitère; mais elle indique, pour la première fois, la possibilité d'un arrangement entre l'État et la colonie. « La Métropole », y est-il dit, « accorde à la Nouvelle-Calédonie une subvention de 110.105 fr., pour le service télégraphique. Si le service local consentait à l'abandon de tout ou partie de cette subvention, la colonie pourrait, sous des conditions à déterminer, être déclarée propriétaire d'une fraction des 276.000 hectares (affectés à la colonisation libre) appartenant à l'État. »

Le régime établi par le décret de 1884 ne tarde pas à soulever de vives protestations de la part des colons libres, le territoire réservé au service pénitentiaire comprenant, en vue de la création de centres, la presque totalité des terres cultivables les plus riches.

En 1887, la situation est des plus tendues entre l'État et la colonie. Dans sa séance du 18 mai le conseil général, créé depuis deux ans, décide qu'une action sera intentée à l'État dans le but « de provoquer toutes décisions tendant à la reconnaissance et à la consécration des droits de la colonie relativement à son domaine et au paiement des indemnités qui peuvent lui être dues de ce chef. » Le sous-secrétaire d'État répond par une dépêche du 25 octobre, que nous demandons la permission de citer assez longuement car elle indique clairement l'opinion que le gouvernement et l'administration centrale professaient alors à ce sujet.

« Vous m'avez fait connaître en même temps, » écrit M. Étienne au Gouverneur, « que le conseil général ne s'élève pas contre le décret du 16 août 1884 qui détermine les réserves pénitenciaires, mais bien contre les conséquences tirées de cet acte, c'est-à-dire la suppression absolue du domaine local en vertu de l'avis du comité du contentieux de la Marine. Je n'examinerai pas la question de droit. Elle a été tranchée d'une manière bien nette dans les dépêches ministérielles des 1^{er}, 23 août et 15 décembre 1884. Toutes les terres de la Nouvelle-Calédonie sont la propriété de l'État et les arrêtés des 11 septembre et 11 mai 1880, qui ont attribué une partie du domaine de l'État à la colonie, sont nuls et de nul effet. Sur ce point spécial la discussion doit être close et si le conseil général veut, comme il en a manifesté l'intention, intenter une action à l'État, je lui laisse toute la responsabilité de cette décision comminatoire et j'attends, sans crainte, le jugement des tribunaux compétents. Mais, tout en n'étant pas disposé à céder sur la question de principe, je reconnais que dans l'intérêt même de la Nouvelle-Calédonie, il conviendrait d'adopter un *modus vivendi*, qui permît à l'administration locale de faire face aux dépenses intérieures de la colonie en lui donnant la faculté d'aliéner au profit de son budget une partie du domaine encore disponible. »

Le conseil général, dans sa séance du 29 novembre de la même année, accepte cette transaction, à condition qu'elle soit sanctionnée par un décret, dont il pose les grandes lignes, et dans lequel il donne aux concessions faites par la dépêche du

27 octobre une portée qu'elles n'avaient pas. C'est le premier des nombreux projets sur le domaine néo-calédonien qui sont élaborés de cette époque à 1897.

En 1889, le Parlement revendique à son tour au profit de l'État la propriété du domaine contesté. Sur la proposition de la commission du budget, une somme de 100.000 fr. est inscrite aux produits divers du budget pour prix des aliénations de terres en Nouvelle-Calédonie faites postérieurement au décret du 16 août 1884 et des locations consenties soit antérieurement, soit postérieurement à ce décret. C'était annuler les offres de transaction faites à la colonie et acceptées par elle.

Cependant, dans une dépêche du 28 mai, le sous-secrétaire d'État annonce au gouverneur qu'il va étudier « les moyens de résoudre la question du Domaine. » A partir de cette époque les projets de décrets succèdent aux projets de décrets et il nous est impossible d'entrer dans le détail de chacun d'eux. Qu'il nous suffise d'énumérer les principaux de ces projets : projet de décret préparé à la fin de 1889 par une sous-commission de la commission du régime pénitentiaire aux colonies; projet préparé, en mars 1891, par la commission plénière du régime pénitentiaire aux colonies; projet soumis par M. le gouverneur Pardon, le 25 septembre 1891; projet de l'administration proposé en février 1892.

Durant ce temps, la Nouvelle-Calédonie attend impatiemment la solution promise. Dans le but de la hâter, le conseil général, dans sa séance du 4 février 1892, autorise la colonie à engager son instance contre l'État. Le 13 septembre, le conseil décide que cette délibération sera suivie d'exécution.

Malgré cela la question du domaine reste toujours en suspens. Elle est reprise sur l'initiative de M. le gouverneur Laffon. Un nouveau projet de décret est élaboré et présenté par lui à la suite d'un rapport en date du 15 juillet 1893. En 1894 deux autres projets sont faits sur le même sujet, l'un au début, l'autre à la fin de l'année, par l'Administration.

Non seulement les projets de l'Administration centrale et ceux de l'Administration calédonienne sont très différents entre

eux, mais même les divers projets du Département présentent les caractères les plus opposés. Tantôt l'État abandonne son domaine, en tout ou en partie; tantôt il n'en abandonne à la colonie que la jouissance. Tantôt cette jouissance est libre, tantôt elle est réglementée, et cela à un triple point de vue : quant à l'emploi des revenus, quant au droit de faire les concessions, quant au mode des concessions. Tantôt l'État entretient un chef du Service de son Domaine; tantôt il le supprime. Tantôt l'État exige de la colonie la contrepartie de l'abandon des revenus du Domaine, soit par la suppression de la subvention télégraphique, soit par l'inscription au budget néo-calédonien de dépenses obligatoires; tantôt il renonce à demander cette compensation. Tantôt il ratifie les concessions antérieures; tantôt il prononce la déchéance des contrats inexécutés et le retour des terres au Domaine.

Un dernier projet de décret, préparé par une commission composée de membres du Parlement, de jurisconsultes et de membres des administrations des finances et des colonies, aboutit enfin à un décret promulgué le 10 avril 1897. Le rapport au Président de la République, qui précède ce document, contient, entre autres choses, le passage suivant : « La déclaration de prise de possession de la Nouvelle-Calédonie, au nom de la France, le 20 janvier 1855, par le Gouverneur des établissements français d'Océanie, a créé, au profit de l'État, sur le sol de cette colonie, un droit fondamental et souverain... Il importe donc peu que la contradiction apparente de certains textes ait pu paraître constituer à la colonie des titres contre ce droit. » Le décret tranche donc définitivement en faveur de l'État la question de la propriété des terres de la colonie non encore aliénées. Nous aurons l'occasion par la suite, à propos de l'aliénation des terres et de l'affectation budgétaire des produits du domaine, d'étudier en détails les principales dispositions de ce règlement. Bien entendu, la colonie n'a pas sans protestations accepté ce décret et, dans sa séance du 19 juillet 1897, le conseil Général a décidé que le procès intenté à l'État, qui avait été suspendu à la demande de M. le Gouverneur Feillet, serait repris et poussé aussi activement que possible.

CHAPITRE II

L'ALIÉNATION DES TERRAINS RURAUX. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

La législation domaniale de la Nouvelle-Calédonie est, en ce qui concerne l'aliénation, la location et l'amodiation des terres rurales, d'une singulière richesse. Les arrêtés succèdent aux arrêtés, les décisions interviennent sans cesse, et les dépêches et circulaires ministérielles apportent continuellement aux gouverneurs l'avis ou les ordres du Département.

Nous recontrerons tous les modes possibles d'aliénation : l'adjudication aux enchères publiques; la vente de gré à gré; la vente à prix fixe; l'échange; la concession à titre onéreux moyennant un prix payable par annuités, faibles pendant les premières années, et qui vont ensuite sans cesse en augmentant; la concession par contrat spécial; la concession à titre gratuit ou conditionnelle; la rente perpétuelle et toujours rachetable; la location avec droit de préemption et avec promesse de vente; le bail à court terme. Et nous verrons la plupart de ces différents régimes subir eux-mêmes, au cours des années, de nombreuses modifications; et cette évolution sera curieuse à suivre.

Malgré cette diversité, ou plutôt à cause d'elle, on peut diviser l'histoire de l'aliénation des terres en Nouvelle-Calédonie en six périodes présentant chacune des caractères suffisamment distinctifs : 1^{er} période : de 1853 à 1862; 2^{me} période : de 1862 à 1875; 3^{me} période de 1875 à 1880; 4^{me} période : de 1880 à 1885; 5^{me} période : de 1885 à 1895; 6^{me} période : de 1895 à ce jour. — Nous les examinerons tour à tour. Pour chacune

d'elles, nous considérerons d'abord les textes ; puis, l'application de ces textes, c'est-à-dire les faits, en notant, ainsi que nous l'avons dit, tout en ne nous écartant pas de notre sujet, ce qui peut intéresser la colonisation libre agricole ; enfin, dans un court résumé, nous nous efforcerons de définir les caractères généraux de la période.

Dans l'étude que nous allons entreprendre, nous nous placerons, non pas par rapport à la colonisation en général, mais par rapport uniquement à la colonisation néo-calédonienne. Nous croyons en effet que tout est relatif, surtout en matière de colonisation. Telle mesure qui peut parfaitement convenir à un pays, produira dans un autre de déplorables effets. Bien plus, telle disposition qui sera très heureuse à une certaine époque du développement de la colonie pourra devenir, dix ans plus tard, tout à fait hors de propos dans la même contrée. Il faut, dans ces questions d'aliénation de terres, qui sont avant tout des questions pratiques, tenir compte d'un grand nombre de circonstances, dont les deux principales sont le lieu et le temps. Il faut éviter avec soin les systèmes tout faits et les solutions absolues.

CHAPITRE III

PREMIÈRE PÉRIODE : DE 1853 A 1862

I

La déclaration du 20 janvier 1855 est le premier acte dans lequel la question de l'aliénation des terres en Nouvelle-Calédonie soit envisagée.

Déclaration du 20 janvier 1855. — M. du Bouzet décide : 1° on ne reconnaîtra d'autres titres à la propriété du sol que ceux qui émaneront du gouvernement, par l'intermédiaire de son représentant dans les Iles ; — 2° sont par suite nuls, non valides et défendus à l'avenir, tous les contrats faits avec les chefs et les indigènes, tous les achats ou prétendus achats, échanges, dons et transmissions à quelque titre que ce soit ; — 3° le gouverneur se réserve exclusivement le droit d'acheter les terres occupées par les indigènes, ainsi que la propriété, comme domaines domaniaux, de toutes les terres non occupées. Lui seul pourra en faire la concession aux colons, soit par vente, cession gratuite ou tout autre mode à des conditions qui seront ultérieurement fixées.

D'ailleurs, l'intention du gouvernement, « est de traiter d'une manière équitable les colons sérieux et entreprenants qui, antérieurement à la prise de possession, ont fondé dans les îles de la Nouvelle-Calédonie et leurs dépendances des établissements permanents ». A cet effet « une commission sera nommée pour examiner les titres qu'ils peuvent avoir acquis à la possession

de la partie du sol qu'ils occupent et ont mis en culture, et une concession provisoire pourra leur être faite de ce sol, à titre gratuit, par le gouverneur, jusqu'à ce qu'un titre de propriété en règle leur soit conféré par Son Excellence le Ministre de la marine ». Dans les concessions qui seront ainsi faites on ne comprendra jamais aucun promontoire, baie ou île, ou aucune partie du territoire qui puisse être un jour nécessaire à la défense du pays ou choisie comme emplacement pour fonder une ville.

Cette déclaration, en ce qui concerne les concessions, s'occupe donc surtout de régler la situation des Européens qui, fixés dans le pays antérieurement à la prise de possession, s'étaient fait céder des terres par les indigènes.

Peu de temps après, considérant qu'il y avait urgence de déterminer le mode d'aliénation des terres appartenant au Domaine afin de les livrer le plus tôt possible à la colonisation, M. du Bouzet fit le règlement du 10 avril 1855, dont voici les dispositions principales.

Règlement du 10 avril 1855. — Le littoral de chacune des îles, comprenant une zone de 40 m. à partir de la limite de la haute mer des équinoxes, est déclaré à perpétuité inaliénable; mais les concessionnaires limitrophes pourront en user tant que l'État n'en revendiquera pas la jouissance. Il est fait de plus réserve : au profit du domaine, des mines, houillères, eaux minérales; au profit des indigènes, d'un dixième des terrains ruraux destinés à être vendus (*art. 2 et 3*). — Les concessions de terres n'auront lieu que dans un rayon, à fixer par la suite, autour des établissements. Les terrains à concéder seront préalablement divisés par lots. Le cadastre sera complètement fait et une carte dressée d'avance (*art. 4*).

Il y a deux modes d'aliénation : 1° l'adjudication aux enchères publiques, 2° et exceptionnellement, la concession gratuite (*art. 1*). — Le règlement établit en outre un droit de pâture sur les terrains ruraux :

1° Adjudications aux enchères publiques. — Un arrêté du gouverneur détermine l'époque à laquelle doivent avoir lieu les adju-

dications (*art. 5*). — Les lots de terrains ruraux sont en général de 20 à 40 hectares; ils ne dépassent pas 100 hectares (*art. 8*). — La mise à prix est de 20 francs par hectare. Si à ce prix il ne se trouve pas d'acquéreur, on baisse la mise à prix de 1 franc successivement, sans qu'elle puisse descendre au dessous de 10 francs. Un dixième du prix de la vente est payé comptant; un délai d'un mois est accordé pour le paiement du reste; faute de l'acquitter dans ce délai, le concessionnaire est exproprié et perd le dixième qu'il a déjà payé (*art. 6*). — Dans le cas où une partie des terres mises aux enchères n'aurait pas trouvé d'acquéreur pendant trois mois, à dater de la première enchère, quiconque se présentera pour acheter un de ces lots pourra devenir concessionnaire en payant 20 francs par hectare (*art. 7*). Tout Français muni de papiers réguliers et tout étranger muni des papiers nécessaires pour obtenir une carte de résident peut se porter adjudicataire (*art. 10 et 11*). Le même individu ne peut se porter adjudicataire de plus d'un lot, à moins qu'il ne représente une Compagnie qui ait été agréée par le Ministre de la marine et des colonies (*art. 9*). — En cas de décès les héritiers du concessionnaire entrent en jouissance du terrain aux mêmes conditions (*art. 17*). — La faculté d'acquérir des terres en leur nom ou comme fondé de pouvoirs est interdite à tous les fonctionnaires de l'ordre civil ou militaire (*art. 12*).

2° Concession gratuite. — Des concessions gratuites peuvent être faites exceptionnellement.

Le maximum de ces concessions est de 2 hectares pour un colon célibataire, augmenté pour l'homme marié, de 1 hectare pour chaque membre de la famille (*art. 1*).

Le concessionnaire reçoit, lors de sa mise en jouissance un titre de propriété provisoire. Celui-ci n'est échangé contre un titre définitif que lorsque les obligations imposées ont été remplies (*art. 14*). Avant ce moment le détenteur du terrain ne peut l'aliéner, sous peine de nullité de vente (*art. 17*).

Quelles sont ces obligations? Le concessionnaire doit, dans le délai de cinq ans, avoir défriché la moitié de son terrain ou en avoir enclos un quart, et parqué au moins une tête de bétail

par hectare. Un cinquième du terrain doit être cultivé en plantes alimentaires, en vue d'assurer les besoins d'un approvisionnement d'intérêt public (*art.* 16).

Dans le cas où des événements de force majeure, laissés à l'appréciation de l'autorité, empêcheraient les colons de remplir ces obligations, un sursis de un à deux ans peut leur être accordé. Hors ce cas, le concessionnaire sera déchu de tous ses droits et son terrain vendu aux enchères au profit de l'État (*art.* 18 et 19).

Par contre, les terrains achetés ou concédés à titre gratuit seront exempts d'impôt territorial pendant cinq ans. Après cette période, ils rentreront dans le droit commun (*art.* 21).

Droit de pâture. — Quand les terrains ruraux destinés à être vendus auront été divisés par lots et cadastrés, le gouverneur pourra, s'il le juge convenable, affermer le droit de pâture sur ces terrains, moyennant une redevance annuelle de 1 fr. 50 par hectare. Si après cinq ans d'une occupation sérieuse le fermier veut se porter acquéreur de la terre, il a droit à la concession au prix du 20 francs par hectare. Un délai de six mois lui est accordé pour le paiement.

Une décision du commandant particulier M. J. Testard, en date du 5 mai 1856, prescrit de rendre public par tous les moyens le règlement du 10 avril. Un arrêté du même jour, émanant de la même autorité, crée un service cadastral et décide que les concessions de terre auront lieu devant le conseil d'administration par l'autorité du commandant particulier. Pour ces opérations, le chef du génie et l'agent de colonisation seront adjoints au Conseil. Le chef du cadastre recevra, relativement au travail préparatoire qui doit précéder les concessions, les ordres du commandant particulier; dès que son travail sera terminé, il le remettra à ce dernier qui fixera, par ordre, le jour des adjudications.

Une décision du 1^{er} juin de la même année, modifie l'article 6 du règlement de 1855. La vente se fera désormais au comptant, mais le gouvernement se réserve le droit d'accorder, pour le paiement de telle partie du prix qu'il jugera convenable, un

délai ne devant pas excéder le terme de six mois. Faute de s'acquitter dans ce temps, le concessionnaire sera exproprié et perdra la somme qu'il a déjà payée.

Décision du 1^{er} juin 1857. — Peu à peu l'expérience faisait découvrir les nombreuses difficultés d'application du règlement du 10 avril 1855. Son insuffisance à encourager l'immigration et les entreprises agricoles était manifestement démontrée. La nécessité d'introduire dans le système d'aliénation des terres des modifications plus libérales s'imposait.

Ce fut l'objet de la décision du 1^{er} juin 1857, dont les réformes peuvent se résumer ainsi :

1° Le maximum d'étendue de la concession gratuite est porté de 2 hectares à 5 hectares pour le colon célibataire, et, à la même surface, augmentée de 2 hectares par chaque membre de la famille, pour le colon marié; — 2° les lots de terrains ruraux pourront atteindre 300 hectares; — quand il y aura beaucoup de terres disponibles, le gouverneur se réserve la faculté d'agrandir les concessions en faveur des personnes ayant un important capital d'exploitation; 3° la mise à prix par hectare est abaissée à 10 francs; de plus, la décision du 1^{er} juin 1855 est abrogée. Un dixième du prix de vente seulement est exigé comptant; six mois sont accordés pour le paiement du reste; 4° les obligations imposées au concessionnaire sont rendues moins sévères et réduites aux suivantes : le colon doit avoir, dans le délai de cinq ans, soit défriché le $\frac{1}{10}$ de son terrain, soit introduit au moins une tête de bétail par 5 hectares ou un mouton par hectare; — 5° après la période de cinq ans, les terrains achetés ou concédés à titre gratuit, payent un impôt annuel de 1 franc, par hectare concédé, au lieu de rentrer dans le droit commun. Par contre, l'article 4 établit que « toute demande de concession devra être accompagnée du plan régulier du terrain à concéder. Le demandeur supportera les frais de ce travail, lors même qu'il ne pourrait être fait que par les soins de l'administration ». Et l'article 29 contient cette importante disposition. « Pendant dix années les concessionnaires de terrains ruraux seront tenus

d'abandonner à l'État, sans indemnité, les terrains nécessaires à l'ouverture des routes, chemins, canaux, aqueducs et autres ouvrages d'utilité publique. — Le service des ponts et chaussées pourra extraire, pendant le même temps, sans indemnité, sur les terrains concédés, les matériaux nécessaires à l'entretien des routes et à l'exécution des travaux d'utilité publique. — S'il avait besoin cependant de puiser ces matériaux dans une carrière ouverte par le propriétaire, il ne pourrait le faire sans indemnité. »

Dans la décision du 1^{er} juin 1857 (*art. 4*), comme dans le règlement du 10 avril 1855 (*art. 4*), M. le gouverneur du Bouzet spécifie que les concessions de terres ne peuvent avoir lieu que dans un rayon, à déterminer ultérieurement, autour des établissements. La Nouvelle-Calédonie était encore, en effet, presque inconnue et les indigènes, peu familiarisés avec les Français, se montraient à leur égard animés des plus hostiles sentiments. On adoptait alors le système de l'occupation restreinte, et, par suite, il ne pouvait être question de songer à assurer une protection efficace aux colons qui se seraient aventurés dans l'intérieur du pays.

Cet état de choses préoccupa Napoléon III, et il fit connaître au Ministre de la marine et des colonies, M. l'amiral Hamelin, que, selon lui, la colonisation de la Nouvelle-Calédonie pouvait être tentée à peu de frais par l'État, si l'administration délivrait des concessions, sans prendre le moindre engagement de protéger les colons, en dehors du rayon d'action de nos postes. Dans un rapport du 15 février 1858, le ministre expose à l'empereur qu'il croit le moment favorable pour essayer la mise en pratique du système dont celui-ci a daigné l'entretenir. « Les extraits des dernières correspondances de M. le commandant du Bouzet parvenus à mon département, écrit-il, montrent que l'administration locale est maintenant en mesure d'entrer dans cette voie, et de recevoir des colons sur plusieurs points. »

Le Ministre ajoute qu'il accordera au gouverneur l'autorisation sollicitée par lui de délivrer des concessions aux personnes françaises ou étrangères qui lui en demanderont. Mais qu'il

l'invitera spécialement à s'attacher : 1° à ce que les achats de terres se fassent sous l'œil de l'administration, afin d'éviter les causes incessantes de troubles et de querelles qui découlent de la moindre atteinte portée à la propriété des indigènes; 2° à grouper autant que possible les colons les uns auprès des autres; 3° à les organiser de manière qu'ils puissent se défendre contre les Canaques; 4° à faire insérer dans l'acte de concession une clause qui avertisse formellement les colons qu'ils s'établissent à leurs risques et périls toutes les fois que leurs établissements sont fondés en dehors de nos postes et établissements et que le gouvernement entend ne leur garantir aucune protection en dehors de son rayon d'action naturel. — Ainsi fut fait.

L'acte du 1^{er} juin 1857 avait à peine eu le temps et l'occasion d'être appliqué, lorsqu'une décision de M. le gouverneur Th. Saisset, en date du 29 mai 1859, chargea une commission de préparer un règlement sur la matière. Cette commission devait régler « le plus promptement possible, d'une manière imprescriptible », le cadastre, l'enregistrement et les actes notariés des concessions effectuées jusqu'à ce jour, après avoir arrêté un règlement de principe et d'exécution à soumettre au conseil de gouvernement.

Un peu plus tard, le 1^{er} octobre 1859, était promulgué un nouveau règlement sur l'aliénation des terres en Nouvelle-Calédonie.

Arrêté du 1^{er} octobre 1859. — Les terrains de l'île sont divisés en deux catégories : terrains communaux et terrains situés en dehors des communes (*art. 2*).

1° Terrains communaux. — Les communes sont instituées à proximité et sous la protection des établissements militaires (*art. 3*). Elles sont décrétées par un arrêté du gouverneur qui fixe leurs limites, puis divisées en sections (*art. 4*).

Les sections sont urbaines ou rurales (*art. 5*). Après avoir été délimitées et cadastrées, elles sont subdivisées en lots destinés à être concédés. Les lots ruraux ont une étendue maxima de 100 hectares.

Une commission des domaines (1) arrête sur le plan cette répartition et la soumet au gouverneur en conseil de gouvernement (*art.* 6). Les terrains nécessaires pour les besoins des indigènes sont réservés (*art.* 7). Ces opérations accomplies, les terrains de la section peuvent être mis en vente publique; un arrêté du gouverneur fixe l'époque de celle-ci (*art.* 9).

Les lots sont vendus par adjudication aux enchères publiques, sur la mise à prix et dans les conditions de paiement indiquées par la décision du 1^{er} juin 1857. L'adjudicataire est tenu en outre d'acquitter les frais faits par l'administration pour le cadastre général de la section proportionnellement à l'étendue du lot, pour l'arpentage particulier de celui-ci et son repèrément sur le terrain; tous ces frais doivent être arrêtés avant la mise en adjudication (*art.* 11).

Indépendamment de l'adjudication aux enchères publiques l'aliénation des terres peut s'opérer conformément aux modes suivants :

a) — Lorsque les terrains domaniaux mis en adjudication n'ont pas trouvé d'acquéreur et n'ont été, dans un délai de six mois à partir de l'adjudication, l'objet d'aucune proposition, ils peuvent être concédés gratuitement, en tout ou en partie, sur une demande faite par écrit par les pétitionnaires. L'étendue de chaque portion de terrain ou de lot concédé ne peut dépasser 5 hectares. L'acte de concession spécifie si les frais du cadastre seront supportés par l'État ou le concessionnaire (*art.* 13).

b) — Des concessions peuvent être obtenues, par décret impérial ou par arrêté du gouverneur après avis du conseil de gouvernement, à des conditions définies par un cahier des charges spécial, sans avoir égard à la division en lots qui aurait pu être faite. — Les terrains concédés par arrêté spécial du gouverneur ne peuvent être d'une contenance moindre de 101 hectares ni supérieure à 500 hectares, sauf dans la commune de

(1) Composée du directeur de l'intérieur ou de l'ordonnateur faisant fonction du directeur de l'intérieur, du directeur de l'enregistrement et des domaines, du directeur des ponts et chaussées et du génie, du chargé du cadastre et de notables habitants.

Port-de-France (1) et dans tout autre centre de population prévu, où leur superficie sera toujours inférieure à 101 hectares (*art.* 16-17-18). — La demande en concession est faite par voie de simple pétition adressée au gouverneur qui est tenu de la faire enregistrer à sa date sur un registre particulier et d'ordonner les publications et affiches dans les dix jours. Celles-ci auront lieu pendant quinze jours au siège du gouvernement de la colonie et dans la commune la plus rapprochée de la concession demandée; elles seront insérées dans les journaux de la colonie. Tout cela aux frais du demandeur (*art.* 19-21). Durant cette publicité les demandes en concurrence et les oppositions sont admises devant le gouverneur; les oppositions sont notifiées aux parties intéressées (*art.* 22). — Le gouverneur statue, par un arrêté pris en conseil de gouvernement, sur la demande en concession, à laquelle le pétitionnaire doit joindre un plan régulier de la concession, en triple expédition, dressé à ses frais et vérifié par le chef du cadastre (*art.* 24-26).

c). — Enfin des droits de pâture sur les terrains vacants peuvent être accordés pendant un certain nombre d'années, fixé par l'acte de concession, moyennant une redevance annuelle de 1 franc par hectare (*art.* 14).

Quels sont les droits du concessionnaire? Le concessionnaire d'un terrain quelconque, sauf les exceptions insérées dans les actes de concessions et cahiers des charges, reçoit un titre de propriété provisoire dès qu'il a payé le prix de sa concession. Avant d'avoir acquis ce titre, il ne peut, sous peine de nullité, aliéner par vente, donation ou de toute autre manière, le terrain dont il est le détenteur; en cas de décès, les héritiers entrent en jouissance du terrain aux mêmes conditions. Le titre provisoire ne peut être échangé contre un titre définitif que quand le concessionnaire a rempli les obligations qui lui sont imposées (*art.* 31, 32, 33).

(1) Ce n'est qu'en l'année 1860, pour éviter les nombreuses confusions qu'entraînait la similitude de noms avec la capitale de la Martinique, Fort-de-France, que le chef-lieu de la Nouvelle-Calédonie fut appelé Nouméa, du nom de la rade près de laquelle il est situé.

Quelles sont ces obligations ? Si le colon tient sa terre d'un décret impérial ou d'un arrêté spécial du gouverneur, elles sont énumérées dans l'acte de concession et le cahier des charges. S'il s'agit au contraire d'un terrain acquis aux enchères publiques ou gratuitement, le colon est tenu, dans le délai de dix-huit mois, d'avoir défriché le vingtième de sa concession ou d'en avoir entouré la même partie d'une clôture en bon état, suffisante pour arrêter les bestiaux. Il faut de plus qu'il ait introduit dans la colonie pendant le même laps de temps une tête de bétail par 5 hectares et un mouton par hectare (*art. 33, 39*). — Dans tous les cas, le concessionnaire doit avoir, dans le délai de six mois, à partir de l'entrée en jouissance, planté des bornes, tant pour les limites de la propriété que pour les points de repère spéciaux; sinon il y est pourvu d'office et à ses frais par les soins de l'administration (*art. 41*).

Dans le cas où des événements de force majeure, laissés à l'appréciation de l'autorité, empêchent, dans les délais fixés, les colons de remplir les obligations qui leur sont imposées, un sursis peut leur être accordé. Hors ce cas exceptionnel, si, à l'expiration des délais, les obligations n'ont pas été exécutées, le concessionnaire est déchu de tous ses droits; le terrain qu'il occupe fait retour au domaine, ainsi que les immeubles qui s'y trouvent, si les matériaux n'ont pas été enlevés dans le délai d'un mois; et cela sans préjudice des peines que le colon peut encourir pour contravention aux lois, règlements, arrêtés de police ou autres, à raison des dégradations faites à la propriété (*art. 42, 43*).

Dernier détail : les terrains achetés en vente publique ou concédés à titre gratuit sont exempts d'impôt territorial pendant cinq ans. Après cette période ils payent un impôt annuel qui est déterminé pour chaque exercice (*art. 44*).

2° Terrains en dehors des communes. — Ces terrains, situés loin des établissements militaires, se subdivisent en : sections comprenant les parties réservées aux indigènes; sections comprenant les terrains domaniaux; sections comprenant les sections faites ou à faire (*art. 2*).

Les réserves au profit de l'État sont les mêmes que dans les précédents règlements : littoral de la mer, mines, étangs, cours d'eau, etc.; terrains nécessaires à l'ouverture des routes, canaux, etc. (*art.* 49, 50, 52). En dehors d'elles et des réserves indigènes, des concessions de terres peuvent être obtenues dans les formes prescrites par les articles 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, relatifs aux terres communales. Leur étendue ne peut être moindre de 50 hectares, ni supérieur à 500 hectares. Les articles 31, 32, 33, 40, 41, 42, 49, 50, 52, 53, 54, leur sont applicables. Aucune concession au-dessus de 500 hectares ne peut être faite sans l'approbation du Ministre (*art.* 45, 46, 47, 48).

Quelles sont les conditions à remplir pour devenir acquéreur?

Il faut résider en Nouvelle-Calédonie (*art.* 53). Toutefois le fondé de pouvoirs ou le représentant d'une maison ou société résidant dans la colonie jouit des mêmes droits que s'il agissait en son propre nom (*art.* 54). Il est de plus réservé au gouverneur, dans les circonstances urgentes et dont il est seul juge, le droit de dispenser de tout ou partie des formalités prescrites par le règlement, après avoir pris l'avis du conseil (*art.* 55).

Quelle est la situation des concessions antérieures à l'arrêté du 1^{er} octobre? Toutes les concessions existant à cette date sont tenues des conditions imposées par les articles 39 et 41, sauf les clauses spéciales insérées au cahier des charges incombant aux dites concessions. (*Annexe : art.* 2.) Pour les remplir, il est accordé aux anciens propriétaires, selon leur classement, un délai de dix-huit mois à partir du jour de la promulgation de l'arrêté. Toutefois ce délai ne saurait être invoqué dans le cas où il aurait pour effet de prolonger le délai de cinq ans exigé par l'ancien règlement. A l'expiration des dix-huit mois, si les conditions n'ont pas été remplies, le terrain fait retour au Domaine, mais l'État restitue au propriétaire ou aux ayants droit le prix d'achat. (*Annexe : art.* 3.)

Les concessions sont classées en deux grandes catégories : 1^o concessions *anciennes* : *a)* — concessions anciennes devenues définitives, non soumises à l'article 2 ; *b)* — concessions anciennes

périmées ou astreintes au nouveau règlement, par suite du non accomplissement du cahier des charges et soumises à l'article 3 ; — 2° concessions *nouvelles* : a) — concessions anciennes soumises au nouveau règlement, par conciliation, et par suite relevant des articles 2 et 3 ; b) concessions nouvelles faites sous l'empire de l'arrêté du 1^{er} octobre 1859.

Telle est l'économie de l'arrêté du 1^{er} octobre 1859. Un an plus tard, à peine, le 31 décembre 1860, une décision du commandant constatait que la plupart des dispositions de cet arrêté étaient l'objet de nombreuses objections et nommait une commission pour la revision des règlements sur les concessions de terre en Nouvelle-Calédonie. Cette commission qui devait se composer du chef de génie et des ponts et chaussées, du président du tribunal de commerce, du trésorier-payeur et du chef du cadastre, ne fut jamais réunie, et l'arrêté de 1859 vécut encore deux ans.

II

« La nature du sol permet d'espérer qu'au bout de deux ou trois ans la colonie sera en état de suffire à ses besoins... », dit le *Moniteur universel* du 15 février 1854. Les faits ne justifèrent guère un pareil optimisme et les premières années de l'occupation sont, quant à la colonisation agricole, dépourvues de tout intérêt. Quelques personnes hardies viennent bien tenter fortune dans la colonie, mais l'état de guerre les empêche de s'installer sur les terres de l'intérieur et, en l'absence de M. le gouverneur du Bouzet, le commandant particulier doit leur faire distribuer des secours en nature, leur venir en aide.

Des terrains aux environs de Nouméa sont vendus ; et un arrêté du 16 juillet 1855 afferme à MM. Vial d'Aram, Millière et C^{ie}, un droit de pâture sur une étendue de 20 hectares. C'est tout.

En 1857, quelques concessions importantes sont accordées : une décision du gouverneur du 25 octobre fait donation de

200 hectares aux héritiers Bérard; une autre du même jour accorde 136 hectares sis au Mont-d'Or à MM. Vial d'Aram, Bérard et C^e. Enfin un arrêté du 15 décembre fait, à la mission catholique (1), concession gratuite des propriétés de la Conception et de Saint-Louis, mais déclare, en son article 2, lesdites propriétés inaliénables; celles-ci ne pourront passer en d'autres mains sans l'assentiment formel du gouvernement. — En 1858, le nombre des colons est encore infime : « on en compte une centaine », dit le *Moniteur de la Flotte* du 24 août 1858, « répartis la plupart entre Ti Ouaka, Ranala, Port-de-France et l'île des Pins ». Et sur ce nombre bien peu se livrent à la culture. — Mais l'autorisation donnée au gouverneur par le Ministre de la marine et des colonies d'aliéner des terres en dehors du rayon d'action de nos postes ouvre en cette année une ère de grandes concessions. La première, et de beaucoup la plus considérable, est celle accordée, par décret du 16 février 1858, à MM. Brown senior et Byrne, propriétaires à Sydney. L'œuvre de colonisation que ces deux Australiens désiraient entreprendre était véritablement gigantesque et curieuse à plus d'un titre. Voici en quoi elle consistait et quelles étaient les conditions du traité intervenu entre ces étrangers et le ministre.

Il est accordé à MM. Brown et Byrne une concession de 40.000 hectares à prendre autant que possible d'un seul tenant sans choix des terres bonnes ou mauvaises, sans déduction à faire pour des espaces occupés par des montagnes, marais, rivières, etc. Cette concession peut s'étendre d'un littoral à l'autre; elle est située à l'ouest de la ligne de communication entre la baie de Canala et le port Saint-Vincent, à proximité de ces lieux et y ayant plein accès. Des débarcadères peuvent être construits

(1) Les missionnaires maristes avaient, avant la prise de possession de l'île par la France, créé un établissement à Balade, en 1843. — La Conception fut fondée, vers la fin de 1855, par le R. P. Rougeyron, provincial apostolique. Le but de cette station était de former une réduction, c'est-à-dire un établissement autour duquel viendraient se grouper les catéchumènes des différentes tribus non encore chrétiennes : des Canaques provenant des tribus de Balade, de Pouébo et de Touho se fixèrent ainsi sur les terres de la mission.

dans ces deux ports. Il est fait réserve expresse, au profit de l'État, de la propriété des cinquante pas géométriques, de celle des mines, cours d'eau, etc., et du droit d'ouvrir des routes ou des canaux sans indemnité envers le propriétaire. De plus, si antérieurement à la réception du décret dans la colonie, il a été fait, sur l'espace que MM. Brown et Byrne ont en vue, des concessions particulières, ces messieurs acceptent comme étant obligatoires pour eux tous les droits qui peuvent avoir été ainsi conférés à des concessionnaires, mais cela sans préjudice d'une étendue totale de 40.000 hectares. S'il y a lieu de payer des indemnités aux indigènes, elles sont à la charge de MM. Brown et Byrne.

Dans le délai de neuf mois, à partir de la notification du traité, il doit, sous peine de déchéance, être versé, à titre de cautionnement, une somme de 250.000 francs, à la caisse des dépôts et consignations à Paris.

De plus, dans un espace de cinq années, les conditions suivantes devront être remplies : 1° introduire et établir sur l'étendue de la concession mille immigrants libres adultes, dont un tiers au moins appartenant à la race blanche, le reste se composant de Polynésiens, Malais, Chinois, Indiens, etc., préalablement engagés pour cinq ans au moins et pour dix ans au plus. Dans chacune de ces catégories (Européens et gens de couleur), le tiers au moins des immigrants doit être du sexe féminin. Deux enfants mâles au-dessous de seize ans peuvent être comptés comme un adulte; — 2° tous les frais de transport en Calédonie ou de rapatriement de ces individus sont à la charge des titulaires du traité; 3° les immigrants seront à leur arrivée pourvus de logements jusqu'à leur installation sur leur lot de terre ou sur les lieux du travail. — Chaque immigrant mâle de race blanche recevra un lot de 20 hectares en bonnes terres, dont un agent du gouvernement lui délivrera un titre de propriété; ladite propriété fera retour à l'État si elle cesse pendant un an d'être occupée. — Chaque immigrant de couleur, de l'un ou l'autre sexe, sera traité suivant les conditions de son engagement, lesquelles seront faites en se conformant aux lois en vigueur à l'île de la Réunion, si l'immigrant est asiatique, et sui-

vant les règlements de l'autorité locale s'il est indigène de l'Océanie. A l'expiration de son engagement, il aura le droit de choisir entre son rapatriement et la propriété d'un lot de 8 hectares.

Lorsque les mille immigrants auront été introduits et que les 282 immigrants mâles de race blanche, qui font partie de ce nombre, auront été pourvus de lots de terre, un titre de propriété sera délivré à MM. Brown et Byrne et leur cautionnement leur sera restitué. Jusqu'à ce moment, aucune vente n'aura pu être faite par eux, à moins d'une autorisation spéciale du gouverneur de la colonie.

MM. Brown et Byrne se chargent, pendant et après la période provisoire, de protéger et de défendre envers les indigènes leurs établissements et ceux des colons fixés sur leur concession.

Si, au bout de cinq années, les obligations imposées n'ont pas été exécutées, le cautionnement est acquis à l'État; en outre, ce dernier rentre dans la propriété de toutes celles des terres de la concession qui n'ont pas été cédées à des colons ou vendues par permission spéciale du gouvernement. Néanmoins, si l'administration constate que des événements de force majeure ont rendu impossible l'accomplissement de ces conditions dans le laps de temps indiqué, il peut être accordé, pour y satisfaire, une prorogation de délai réglée par le gouverneur. — Après cinq ans, à partir du jour de la mise en possession de la concession, les terres occupées sont soumises à une taxe de 0 fr. 75 par hectare. Cette taxe est due par chaque colon sur l'étendue de terre qui lui a été attribuée ou vendue, et par MM. Brown et Byrne sur toute l'étendue des autres terres, à l'exception de celles dont ils auraient déclaré faire remise au domaine. Toutes les clauses de cette première concession étant accomplies ou même plus tôt si l'administration le juge convenable, MM. Brown et Byrne auront la faculté de réclamer une seconde concession de pareille étendue, moyennant le dépôt d'un nouveau cautionnement de 250.000 francs et aux mêmes charges et conditions, sous cette seule modification que la moitié des immigrants blancs seront de race française ou allemande.

Il semble que l'entreprise Byrne et Brown, avec ses projets aussi grandioses que peu réalisables, ait alors excité les esprits. Des demandes de concession semblables sont faites au gouvernement, et certaines accordées. C'est ainsi que durant les années de 1858 et 1859 on aliène assez légèrement de vastes espaces de terres, en faveur d'un nombre restreint de colons.

Dans un rapport du 15 février 1858, M. l'amiral Hamelin signale une demande formulée par une dizaine de Français, ouvriers de métiers et agriculteurs, résidant en Californie. Ceux-ci ayant réuni un capital de 500.000 francs, ont l'intention, sous la direction d'un des leurs, M. Rumeau, d'entreprendre en Calédonie une exploitation agricole. Ils désirent une étendue de 16.000 hectares et prennent en échange l'engagement d'introduire en deux ans 16.000 moutons.

Le 8 août 1858, MM. Vial d'Aram, Millière, Kresser et C^{ie}, négociants à Sidney, sollicitent une concession de 40.000 hectares aux conditions du marché Brown et Byrne, moins les restrictions suivantes : 1^o exemption du cautionnement de 250.000 francs, 2^o exemption de l'obligation d'introduire des travailleurs de couleur pour cinq années, 3^o laisser au gouvernement le soin de protéger et de défendre les colons. Un arrêté du gouverneur du 6 octobre 1859 déclare que ces messieurs devront traiter de cette affaire directement avec le département d'Algérie et des colonies, l'administration locale ne pouvant accorder de concessions excédant 500 hectares. — Des décisions du gouverneur, du même jour, renvoient également à se pourvoir devant le Département MM. Kresser, demandeur d'une concession de 40.000 hectares (conditions du marché Brown et Byrne avec certaines conditions) et Thompson, demandeur d'une concession de 4.000 hectares (conditions du marché Byrne et Bown). Il ne fut pas donné suite à ces demandes.

En 1858, un décret du 23 août concède gratuitement 500 hectares à M. E. Darnaud. Cette concession ne pourra être définitive qu'au bout de cinq ans; à cette époque un supplément de 5 hectares sera accordé par homme employé à l'exploitation

(la quotité étant fixée sur la moyenne des trois dernières années), et les terres seront soumises à une redevance annuelle de 0 fr. 75 par hectare. La même année le Ministre fait donner par le commandant particulier, aux conditions du marché Byrne et Brown, les concessions provisoires suivantes : 4.000 hectares dans les bassins contigus de la Cariconié et de la Catiramonan à M. J. Paddon ; et environ 4.000 hectares, sur les bords de la Dumbéa, à M. D. N. Joubert (arrêtés du commandant particulier du 19 décembre 1858). Citons encore, en faveur de M. Adam, une aliénation analogue de 570 hectares, sis sur les rives de la Dumbéa. — En 1859, une décision du gouverneur du 6 octobre accorde à MM. Richard et Ronat 40 hectares dans la vallée du morne mont Ravel. Une autre, en date du 7 octobre, concède à M. Blanchet un lot de 250 hectares sur la rive droite de la Dumbéa et un lot de 50 hectares à l'île Nou, et cela, par exception, sans adjudication publique, à raison de 10 francs par hectare. Une troisième, du 12 octobre, accorde à M. Bourgoing, sans adjudication, à raison de 25 fr. 50 par hectare, 44 hectares dans la presqu'île de Port-de-France. — En 1860, le 10 octobre, des terrains situés à Boulari sont concédés à M. Atkinson.

En 1861, il faut signaler les deux concessions accordées à M. T. Cheval. La première, à titre onéreux, comprend 500 hectares sur la rive gauche de la Tontouta (côté ouest, baie de Saint-Vincent). Le concessionnaire est tenu : 1° dans l'année qui suit son entrée en jouissance : de faire définitivement mesurer, arpenter et limiter le terrain à ses frais, et de payer la somme de 5.000 francs, un dixième immédiatement et neuf dixièmes dans les six mois ; 2° dans le délai de trois ans, d'avoir défriché et cultivé 25 hectares ; — 3° d'être garant et responsable des travailleurs qu'il introduit dans la colonie. (Arrêté du commandant du 23 mai.) La seconde, à titre gratuit, concerne 1.500 hectares dans la même région. Les obligations suivantes doivent être exécutées par M. Cheval : 1° déposer, avant d'entrer en concession, 7.500 francs en numéraire à titre de cautionnement : 2° introduire sur ses terres : en en prenant possession, 6 ou 8 Européens de l'un ou l'autre sexe ; dans le délai de dix-huit mois, 100 bêtes à cornes, 16 ju-

ments et un étalon ; 3^e avoir, dans les trois ans, défriché et mis en culture 50 hectares, et construit des bâtiments d'exploitation, corps d'habitation, etc., constituant un établissement agricole sérieusement fondé. Sinon, le cautionnement reste acquis à l'État et la concession fait retour au domaine (décret impérial du 28 novembre).

La plupart de ces entreprises ne réussirent pas ; quelques concessions firent retour au Domaine, notamment celles de MM. Atkinson (arrêté du 15 septembre 1862), Darnaud (*idem*), Vial d'Aram, Bérard et C^{ie} (arrêté du 10 novembre 1862), Blanchet (arrêté du 20 mai 1864), pour inexécution totale des obligations imposées ; quelques-uns de ces messieurs avaient même négligé de prendre possession de leurs terres, y avaient renoncé de fait. Du reste, le plus souvent, et il suffit pour s'en convaincre de lire les textes de concession, le but dépassait les moyens, et l'insuccès était inévitable.

Le spectacle présenté à cette époque par la Nouvelle-Calédonie est d'ailleurs celui qu'offre le plus souvent une colonie nouvellement conquise. Les terres disponibles y sont en quantité presque illimitée ; par contre le nombre des colons est infime. L'administration locale est donc portée à se montrer généreuse à l'égard de chacun, et de vastes concessions sont faites. Dépourvus des ressources suffisantes, les colons ne peuvent mettre leurs propriétés en rapport ; beaucoup d'ailleurs l'essayent à peine, comptant qu'une immigration plus nombreuse ou un événement quelconque viendra augmenter la valeur des terres, ce qui permettra de vendre à bon compte peut-être le sol acquis gratuitement ou presque. Ainsi des étendues considérables restent en friche, pour le plus grand dommage de la colonisation.

On était donc, dans cette première période de la colonisation néo-calédonienne, très favorable à l'idée de créer d'importants établissements agricoles, et l'on témoignait à leur égard d'une confiance que l'avenir ne devait malheureusement pas justifier. La *Revue algérienne et coloniale*, dans son numéro de mars 1860, montre bien cet état d'esprit. « Le département de l'Al-

gérie et des colonies, y est-il dit, a reçu sur la Nouvelle-Calédonie des renseignements officiels qui remontent au mois d'octobre dernier, et qui donnent lieu de concevoir les meilleures espérances sur la colonisation future de cette belle colonie. Un assez grand nombre de concessions de terrains ont été déjà faites et se trouvent dans un état plus ou moins avancé d'exploitation... La colonisation commence à être prise au sérieux..... » Or, il n'y avait encore à cette époque que quelques colons, presque tous Australiens établis dans le bassin de la Dumbéa et à Païta, dans un rayon de 30 kilomètres environ autour du chef-lieu : indépendamment des affaires de même nature engagées en France, l'administration locale avait accordé quarante concessions de terrains ruraux. (*Moniteur universel* du 22 mars 1860.)

Disons, pour terminer l'exposé de cette période, quelques mots sur les deux concessions dont la mise en œuvre donna d'assez satisfaisants résultats : celle de M. Joubert et celle de M. Paddon.

Une commission spéciale, chargée en 1858 par l'administration de l'Océanie de constater la situation de la concession de M. Joubert, colon français, en fait le plus grand éloge : à la fin de septembre 1859, M. Joubert a déjà consacré une somme de 300.000 francs en constructions, plantations et valeurs de toute espèce; il a introduit à ses frais, pour son service, cinquante-cinq Européens, quarante indigènes de l'Océanie, et l'un de ses navires est en route vers la Chine afin d'en ramener cent Chinois accoutumés à la culture de la canne à sucre; de plus, le concessionnaire se propose de faire venir de la Saintonge ou du pays basque un certain nombre de familles françaises dans le but de les établir sur sa propriété. Et le rapport émet l'appréciation suivante qui est le résumé de tout un système, représentant les tendances des premiers propriétaires calédoniens : « Le directeur de l'exploitation a compris que la propriété agricole de la Nouvelle-Calédonie repose actuellement presque en entier sur la culture des fourrages et il n'a pas oublié l'axiome : *Sans un nombreux bétail point d'agriculture lucrative*, aussi a-t-il affecté à l'élève des animaux utiles une partie importante de la concession et le terrain le mieux approprié à cette branche de la production agri-

cole qui est aujourd'hui de première nécessité pour la naissante colonie..... » — Le capitaine Paddon était un officier de la marine anglaise, disent les uns, un coureur d'aventures, disent les autres. Nul ne fut plus critiqué, ni plus admiré. Beaucoup déclarent que les services qu'il a rendus au pays méritent que sa mémoire soit particulièrement honorée et le citent comme l'homme le plus considérable des premiers temps de la colonie (1). Le premier, il songea à utiliser pour l'élevage du bétail les vastes pâturages de notre nouvel établissement. Il tint si bien la concession qui lui fut accordée, qu'une décision du gouverneur du 6 octobre 1859 l'exonéra du versement du cautionnement exigé par le contrat, et accepta en nantissement les constructions déjà faites sur la propriété. Il introduisit sur son domaine un groupe d'émigrants laborieux et énergiques qui fondèrent, sous l'habile direction de M. Tubaud, le bourg de Païta. Depuis, quelques-uns de ces émigrants sont arrivés à la fortune et ont placé leurs familles parmi les premières de la colonie.

Caractères généraux de cette période. — Cette période peut être elle-même divisée en deux périodes secondaires :

1° De 1853 à 1858, les concessions ne sont accordées que dans un certain rayon autour des établissements, afin d'éviter aux colons les hostilités des indigènes. Les deux modes d'aliénation des terres sont l'adjudication aux enchères publiques et, exceptionnellement, la concession gratuite, celle-ci de très petite étendue.

Durant ces cinq années, les progrès de la colonisation agri-

(1) Dès 1841 il trafiquait avec les indigènes sur tous les points de la côte. Après l'occupation française, il dirigea de l'île de Nou, sa résidence, le mouvement industriel, commercial et agricole de la colonie. Il organisa le service postal entre Nouméa et l'Australie. Lors d'une répression de Canaques, sous le gouverneur Saisset, Paddon, devenu suspect, s'enfuit sur une baleinière et gagna l'Australie. Il mourut le 13 février 1861 à l'île du Bouzet.

cole sont à peu près nuls; quelques colons sont répartis entre Ti-Ouaka, Ranala, Port-de-France et l'île des Pins.

2° Depuis 1858, l'administration locale délivre des concessions, sans prendre le moindre engagement de protéger les colons, en dehors du rayon d'action de nos postes. Aux modes d'aliénations précédentes s'ajoute la possibilité d'obtenir, par décret impérial ou par arrêté du gouverneur, après avis du conseil de gouvernement, des concessions à des conditions définies par un cahier des charges spécial.

Sous ce régime, des aliénations considérables sont consenties et des propriétés de plusieurs milliers d'hectares se constituent. La plupart de ces exploitations ne réussissent pas et les terres de quelques-unes font bientôt retour au Domaine.

CHAPITRE IV

DEUXIÈME PÉRIODE : DE 1862 A 1875.

I

Un ordre du gouverneur, M. Guillain, du 26 juin 1862, nomme une commission pour élaborer un projet d'aliénation de terres. Cette commission doit s'inspirer des idées générales suivantes : 1° faire une large part au système de location à bail, avec droit de préemption pour le locataire lorsque l'administration jugera convenable de mettre le terrain en vente ; 2° en ce qui concerne les concessions, soit par adjudications, soit de gré à gré, préférer, dans les obligations à imposer aux concessionnaires, l'impôt à toutes les garanties précédemment adoptées pour stimuler le colon à l'exploitation de sa propriété.

Peu de temps après, le 5 octobre, était promulgué un nouvel arrêté sur l'aliénation des terres domaniales en Nouvelle-Calédonie.

Arrêté du 5 octobre 1862. — Les terres domaniales sont divisées en deux catégories : terrains urbains et terrains ruraux (*art. 2*). Elles peuvent être aliénées d'une façon définitive ou à bail, au profit de tous individus français ou étrangers. Néanmoins les réserves, énumérées dans les précédents règlements, sont toujours faites au profit de l'État : il faut y ajouter les îles et lots qui demeurent à perpétuité inaliénables (*art. 1*). L'aliénation des terres rurales a lieu par quatre modes distincts : 1° vente à prix fixe ; 2° vente aux enchères publi-

ques; 3° vente ou location par contrat de gré à gré; 4° concession gratuite (*art.* 3). Un arrêté du gouverneur désigne les portions de la colonie immédiatement ouvertes à la colonisation (*art.* 4).

1° Vente à prix fixe. — Le nombre d'hectares destinés à être vendus à prix fixe est spécifié par l'arrêté du gouverneur dont parle l'article 4 : il ne peut excéder le quart de la superficie comprise dans chaque périmètre de colonisation. — Ces terrains sont divisés par lots de 5 à 30 hectares selon la nature du sol. Un arrêté du gouverneur, publié deux mois avant la vente par les soins de la direction de l'intérieur, fait connaître cette division et fixe le prix de l'hectare dont le minimum est de 10 francs (*art.* 5).

La veille du jour de l'ouverture de la vente, chaque acquéreur doit déposer au bureau du directeur de l'intérieur une demande écrite des lots qu'il désire acquérir et joindre à sa demande, sous peine de nullité, un récépissé constatant le versement au trésor d'une somme égale au quart de la valeur de chacun des lots demandés; cette somme est, ou encaissée définitivement en déduction du prix de la vente, ou restituée au déposant, suivant qu'il est ou non déclaré acquéreur. Le lendemain, les demandes sont ouvertes publiquement par le directeur de l'intérieur, assisté du receveur des domaines et du chef du service du cadastre, et les titres de propriété délivrés dans les vingt-quatre heures. Si le même lot a été demandé par deux ou plusieurs individus, le sort décide entre eux à qui il doit échoir. — Le prix est payable un quart comptant et le reste dans un délai de six mois. — Les personnes arrivées dans la colonie durant l'intervalle des deux ventes ont seules la faculté d'acheter les lots restés sans acquéreurs à la vente précédentes (*art.* 6).

2° Ventes aux enchères. — Les terres destinées aux enchères publiques sont vendues, par lots de 1 hectare à 500 hectares, au moins deux fois par an, à des époques déterminées, de manière à concilier les intérêts des acquéreurs et ceux de l'administration. Un arrêté du gouverneur, affiché et publié dans le *Journal officiel* deux mois avant chaque vente, fait con-

naître les lots offerts et en fixe la mise à prix. L'adjudication a lieu par devant les mêmes fonctionnaires que la vente à prix fixe. Les conditions de paiement sont les suivantes : un quart comptant, un quart à six mois, et le reste dans le délai d'un an à partir de la date de la vente.

Qu'il s'agisse de vente à prix fixe ou de vente aux enchères, le non acquittement du prix d'achat dans les délais fixés, entraîne la dépossession immédiate par voie administrative (*art. 7*).

3° Vente ou location par contrat de gré à gré. — Les ventes de gré à gré ou les locations de terres sont régies par des conventions spéciales entre l'administration et les intéressés. Les demandes doivent être adressées au Directeur de l'Intérieur qui les soumet au Gouverneur; il y est statué à bref délai en Conseil d'administration. — Les terrains peuvent être choisis en dehors des périmètres de colonisation; leur étendue n'est pas limitée. — Tout locataire jouit du droit de préemption, dans le cas où tout ou partie du terrain qu'il occupe est mis en vente à l'expiration de son bail (*art. 9*).

4° Concession gratuite. — Des concessions gratuites représentées par des bons de 150 fr., payables en terres sont accordées aux militaires et marins désirant s'établir dans la colonie, et, à leur arrivée, aux immigrants français des deux sexes venus sans engagement et capables d'exercer une profession utile. Les officiers civils, militaires, ou assimilés, ont également droit, lorsqu'ils veulent se fixer en Calédonie après avoir obtenu leur retraite, à une concession gratuite représentée par un bon de terres de 500 fr. (*art. 8*).

Examinons enfin les dispositions transitoires de cet arrêté; elles font l'objet du titre VII :

Les concessionnaires de terrains ayant contracté sous l'empire des règlements antérieurs, restent soumis à la décision prise par le gouverneur en conseil, le 8 juillet 1862, décision qui leur accorde comme dernier délai, pour l'accomplissement de leurs obligations, jusqu'au 31 décembre 1863 (*art. 15*). Par un arrêté du gouverneur, en date du 20 novembre 1862, le bé-

néfice de l'article 8 est accordé aux immigrants arrivés depuis le 1^{er} janvier.

On ne peut nier que l'arrêté du 5 octobre ne marque un progrès sensible, quant à la manière d'envisager l'aliénation des terres. Le régime qu'il inaugure est plus souple que ceux institués par les précédents règlements. Seules, en effet, l'adjudication publique et la concession gratuite, avaient été usitées jusqu'alors : le dernier arrêté introduit deux modes nouveaux, la vente à prix fixe et la location avec droit de préemption pour le locataire si l'administration met en vente le terrain qu'il occupe. Le système de vente à prix fixe établi par les articles 5 et 6 est particulièrement séduisant et M. le Gouverneur Guillaïn semble avoir trouvé là un moyen intéressant et pratique de colonisation moyenne, la seule capable de former des centres, de peupler et mettre véritablement en valeur la Nouvelle-Calédonie. On peut lui reprocher toutefois d'imposer aux colons des conditions de paiement un peu rigoureuses : il faut bien qu'il reste à ceux-ci quelque argent pour exploiter leur terrain, et il est bon, dans ce but, d'espacer suffisamment les échéances, de faire crédit d'un certain temps. Il est, enfin, une disposition qui, croyons-nous, était dangereuse : c'est celle de l'article 6 *in fine*. Pourquoi réserver aux seules personnes arrivées dans la colonie durant l'intervalle de deux ventes la faculté d'acheter les lots restés sans acquéreurs à la vente précédente ? C'est restreindre à plaisir les demandes. Hier, en effet, je n'avais pas l'intention d'acheter tel lot et aujourd'hui il m'en vient au contraire le désir ; je manquais il y a quelques mois des ressources suffisantes et maintenant j'en dispose. Il y a là une limitation qui ne s'explique vraiment pas.

Les années 1863 et 1864 ne présentent rien à signaler au sujet de la législation domaniale. En 1865, un arrêté du gouverneur du 28 novembre porte que les terrains ruraux seront, pendant quatre années à partir de leur aliénation, exempts de l'impôt foncier. On avait, en effet, en 1864, dans le but d'encourager une émigration projetée de la Réunion vers la Nouvelle-Calédonie, promis aux émigrants de celle-là de modifier les prescriptions concernant l'impôt sur les terres rurales. On considéra qu'il

était équitable d'étendre la même faveur aux individus de toutes provenances ayant acquis de ces terres, soit dans la même année, soit depuis; ce fut l'œuvre de l'arrêté du 28 novembre.

De 1865 à 1870 il n'y a guère à citer que l'arrêté du 24 août 1869 qui supprime les bons de terres; l'article 10 de cet acte s'exprime ainsi : « un arrêté ultérieur déterminera le mode d'après lequel sera encouragé l'établissement des militaires, marins, officiers civils et militaires, assimilés se fixant dans la colonie après leur congédiement ou leur retraite. » La même année, un autre arrêté accorde à tout arrivant dans la colonie quatre mois de vivres de marin (la ration journalière du marin se composait alors de : 750 gr. de pain de froment, 250 gr. de viande fraîche, 140 gr. de légumes secs, 9 gr. d'huile d'olive, 22 gr. de sel, 25 centilitres de vinaigre, 20 gr. de café, 25 gr. de sucre, 46 centilitres de vin, 6 centilitres de tafia). Mais le mauvais vouloir et la morgue de certains agents subalternes, la juste fierté de beaucoup de colons qui ne voulaient pas avoir l'air de mendier ce secours, le fâcheux emploi que d'autres firent de ces vivres, enfin les abus de toutes sortes résultant de ces diverses circonstances, firent bientôt tomber cet arrêté en désuétude. — En 1870 un arrêté local du 1^{er} mars règle la concurrence entre les demandeurs d'un même terrain domanial et modifie une partie de l'article 9 de l'arrêté du 5 octobre 1862 : désormais, toute demande d'achat ou de location de gré à gré d'un terrain rural devra être adressée au secrétariat colonial qui la fera inscrire, à la date de sa réception, sur le registre à ce destiné; si dans l'intervalle de deux jours francs après la réception de la demande, il n'est fait aucune proposition d'achat ou de location pour le même terrain, le signataire a le droit de priorité sur les demandeurs qui se présenteraient par la suite; si, au contraire, avant l'expiration des deux jours francs, il est fait d'autres demandes pour le même terrain, elles seront admises en concurrence et la vente ou location aura lieu aux enchères entre les signataires. — Quelque temps après, le 12 septembre, le nouveau gouverneur, M. de la Richerie promulgue un arrêté concernant également les terrains loués avec droit de préemption : le prix

d'achat de ces terrains est établi lors de la passation du bail et se paie en totalité aussitôt après la réalisation de la promesse de vente qui doit être réclamée au plus tard le dernier jour du contrat de location. Ce prix d'achat est fixé jusqu'à nouvel ordre à 25 fr. par hectare, sauf pour la presqu'île de Nouméa.

Le bureau des Domaines était, à cette époque saisi d'un grand nombre de demandes à fin de location ou d'achat, ayant pour objet des terrains dont le levé ne pouvait être fait que dans un temps assez éloigné. Il parut inadmissible à l'administration locale que de simples difficultés d'exécution de plans topographiques vinssent, dans une colonie naissante, retarder la mise en possession des colons sur les terres qu'ils voulaient défricher et mettre en valeur. C'est pour modifier cette situation que fut rendu l'arrêté du 26 janvier.

Arrêté du 26 janvier 1871. — Toute personne qui veut acheter ou louer un terrain en Nouvelle-Calédonie doit en faire la demande; celle-ci quand l'emplacement n'est pas trop éloigné du siège d'un arrondissement est transmise au Bureau du Domaine par le chef d'arrondissement qui donne son avis et surtout complète ou rectifie la partie descriptive de la demande (*art. 1^{er}*). Si le plan du lieu n'est pas encore levé, une autorisation d'occuper est donnée, qui constitue une promesse de bail ou de vente (*art. 2 et 3*). Les droits qui résultent de ce permis peuvent être cédés par le titulaire sous la seule condition de rapporter au bureau du Domaine, dans le délai d'un mois à partir de la substitution, l'engagement du cessionnaire à remplir toutes les obligations acceptées primitivement par le cédant (*art. 13*).

Quelles sont ces obligations? 1° Payer une redevance annuelle de 1 fr. par hectare, exigible par semestre et d'avance et se liquidant d'après la superficie indiquée par le permis. Si, lors de la vérification du plan, la superficie réelle de l'emplacement est inférieure ou supérieure à cette indication, il n'y a lieu ni à répétition contre l'occupant, ni à remboursement par l'administration (*art. 5*); 2° Dans le délai d'un an à partir de la délivrance du permis, un plan dressé par un arpenteur-juré et

vérifié par les géomètres officiels, doit être remis au Bureau du Domaine pour la passation du contrat définitif. Si, à l'expiration de ce terme, l'occupant n'a pas fourni ce document, il est tenu au paiement des fermages imposés dans les baux de l'époque et la liquidation de ce nouveau droit a lieu, non plus sur la superficie indiquée dans le permis, mais sur un calcul de contenance effectué d'office par un agent du service topographique (*art.* 6); 3° Respecter les droits des Canaques ou traiter équitablement avec eux d'une indemnité de déplacement si, au moment de l'occupation, le terrain renferme des cultures ou des cases indigènes (*art.* 7); 4° Ne pas, sans autorisation, couper les arbres existant sur le terrain, si ce n'est pour les employer à élever sur le fonds les constructions nécessaires à une exploitation rurale. Si, pour entreprendre des cultures, des déboisements sont nécessaires, l'assentiment du domaine doit être au préalable obtenu (*art.* 12). Si, par suite des indications trop vagues d'une demande, un permis est délivré pour un terrain déjà occupé, la concurrence se règle comme il a été prévu par l'arrêté du 1^{er} mars 1870.

Un arrêté du 9 février suivant, règle la question que n'avait pas tranchée l'arrêté du 24 août 1860.

Arrêté du 9 février 1871. — Les officiers civils et militaires ou assimilés, les sous-officiers et agents assimilés, les militaires, marins et agents, qui veulent se fixer dans la colonie après avoir obtenu leur retraite ou leur congédiement, ont droit à une concession gratuite de terres, dans les proportions suivantes :

Officiers supérieurs....	Célibataires	50 hectares,	mariés	75 hectares
— inférieurs.....	—	40 —	—	50 —
Sous-officiers	—	20 —	—	30 —
Militaires, marins, etc.	—	18 —	—	25 —

Les célibataires qui contractent mariage pendant les cinq années dont il va être parlé, ont droit aux avantages stipulés en faveur des personnes mariées (*art.* 1 et 2). Les titres de concession sont délivrés sur la production d'une pièce authentique constatant

que le demandeur a été admis à la retraite ou congédié du service, et d'une déclaration écrite, par laquelle il s'engage formellement à résider dans la colonie pendant cinq ans à partir du jour où le titre lui a été remis. Durant le même laps de temps, le concessionnaire ne peut aliéner les terres qui lui ont été accordées (*art. 3 et 4*). — En cas d'inexécution de ces obligations, le terrain concédé fait retour au Domaine purement et simplement. Le concessionnaire est considéré comme ayant contrevenu à la prescription de résidence lorsqu'il est resté absent de la colonie pendant deux années consécutives.

Ce texte accorde enfin aux anciens serviteurs de la colonie des étendues de terres raisonnables. A l'encontre de ces prédécesseurs, M. de la Richerie comprend que des concessions gratuites de 2 ou 5 hectares sont dérisoires, et parfaitement incapables de retenir dans la colonie des officiers ou des fonctionnaires, de contre-balancer dans leur esprit le désir de rentrer en France.

Suivent trois arrêtés réglant certains points de détail. L'arrêté du 9 mars 1871 fixe à cinq années la durée maxima des baux de location de terres, et autorise le domaine à louer ou à vendre, sans présentation de la demande en Conseil, tout terrain appartenant aux périmètres dont le lotissement est dûment approuvé et pour lequel l'adjudication n'a pas été déclarée le mode exclusif de vente ou de location. Il décide en outre que le prix d'achat est exigible moitié comptant, moitié trois mois après la signature de l'acte, et que les fermages se paient par semestre et d'avance. Depuis quelques années, la location avec droit de préemption était devenue le mode presque exclusif d'aliénation des terres. Il en résultait que les colons, qui acquerraient par la réalisation d'une promesse de vente, restaient, en réalité, sans payer l'impôt foncier, pendant neuf années, se composant des cinq années de bail et des quatre années d'immunité accordées par l'arrêté du 28 novembre 1865. Or, il n'avait jamais été dans les vues de l'administration de donner une exemption aussi longue à des colons qui profitaient d'un contrat garantissant du premier jour une sécurité aussi complète que la vente elle-même. L'arrêté du 3 novembre 1871 met fin à cet état

de choses. Il déclare que, désormais, les locataires de terrains ruraux avec droit de préemption ou leurs substitués seront soumis à l'impôt, du jour où leur bail se transformera en acte de vente, si c'est seulement après la quatrième année du bail que cette transformation est réclamée. S'ils demandent avant cette période l'exercice de leur droit de préemption, ils ne seront assujettis à l'impôt foncier que quatre ans après le commencement du bail. — Enfin, un autre arrêté du même jour détermine le délai dans lequel le permis d'occupation doit être signé et décide que celui-ci ne sera délivré au titulaire par le receveur de l'Enregistrement que contre versement du premier terme de la redevance; les autres termes doivent être payés, sous peine de déchéance, dans les trois premiers mois du semestre. — Durant cette même année, le ministre de la marine fit connaître, par la voie du *Journal officiel* (n° du 8 août 1871), que des passages gratuits sur les bâtiments de l'État (passages à la ration), pouvaient être obtenus par les agriculteurs, les ouvriers de certaines professions utiles dans la colonie, et par tout individu justifiant de la possession d'un capital disponible de 800 à 1500 fr. suivant le nombre des personnes qui l'accompagneraient. Ces émigrants ont droit au transport de leur matériel jusqu'à concurrence de 500 kilogrammes par tête d'adulte; ils doivent recevoir à leur arrivée en Nouvelle-Calédonie des rations de vivres pendant quatre mois afin de leur permettre d'attendre soit une occupation, soit les productions du sol. La colonie ne fait aucune avance ou aucun prêt de matériel, de bestiaux, de plantes ou graines. La note ajoute : « En principe, le Gouverneur est opposé aux cessions de grandes étendues. Le cas échéant il serait d'avis d'imposer de sérieuses obligations à remplir dans un temps donné. »

En 1872, une certaine immigration, causée par les suites désastreuses de la guerre franco-allemande, eut lieu en Nouvelle-Calédonie. Il devint urgent de fournir aux immigrants nouvellement arrivés les moyens de s'établir immédiatement dans le pays sans leur imposer des recherches souvent longues et coûteuses. L'opportunité de ses réserves avait, du reste, été déjà

reconnue par l'arrêté du 5 octobre 1862 qui y avait pourvu au moyen de ventes à prix fixe; mais les faits accomplis depuis sa promulgation montraient la nécessité de faire subir d'importantes modifications au texte de ce règlement. Ce fut l'œuvre de l'arrêté du 2 mai 1872.

Arrêté du 2 mai 1872. — Les articles 5 et 6 de l'arrêté du 5 octobre 1862 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes. — A chaque arrivée d'un bâtiment de l'État venant de France avec des immigrants, le Domaine tiendra prêts des lots d'une superficie de dix hectares en moyenne, pour être donnés en location, avec droit de préemption, aux nouveaux colons. Le lendemain du débarquement, l'arrêté de mise en location sera publié par les soins du Secrétaire colonial et les locations se concluront huit jours francs après la publication. La veille du jour de la passation des baux, chaque immigrant qui voudra profiter de ces dispositions, devra déposer au bureau du Domaine une demande des lots qu'il désire louer; la procédure à suivre ensuite est la même que celle de l'ancien article 6. Chaque immigrant ne pourra prendre à bail qu'un seul lot; toutefois, une famille composée de trois personnes au moins (*mari, femme, enfant*) aura droit à deux lots. — Les contrats seront de trois années, pendant lesquelles le locataire ne pourra, sous peine de déchéance, céder à personne son bail, ni en totalité ni en partie. Il sera en outre astreint, sous la même sanction, à résider dans la colonie deux années au moins sur la durée totale du bail. Au bout de trois ans, l'administration sera obligée de lui vendre le terrain à un prix qui aura été fixé par l'arrêté de mise en location, lequel sera rendu en conseil d'administration. Le prix sera payable en un seul versement. C'est à raison de 6 % sur le chiffre de ce prix que se calculeront les loyers; ils seront exigibles par semestre et d'avance.

Un certain nombre d'emplacements à prix fixe devront être allotés en dehors des terrains compris dans les arrêtés de mise en location, pour être donnés à bail, dans les mêmes conditions, soit à l'immigrant que le sort aura maltraité en cas de concurrence, soit aux immigrants qui arriveront dans la colonie

par une autre voie que les bâtiments de l'État. Tout emplacement inutilement offert dans deux mises en location, avec promesse de vente à prix fixe, consécutives pourra être loué aux enchères publiques.

On peut dire que cet arrêté de M. de la Richerie est le premier document que nous rencontrons s'efforçant d'accorder de réels avantages aux immigrants et de favoriser ainsi l'exode des Français vers la colonie. Certes ce texte est encore bien imparfait et ne saurait être comparé aux règlements récents sur la matière, et il est possible de lui adresser certains reproches, notamment le suivant : cet arrêté limite à trois ans le délai dans lequel doit s'exercer le droit de préemption. Il y a, ce semble, par suite, une anomalie entre la situation des émigrants nouveaux et celle des acquéreurs et locataires qui, en vertu de l'arrêté du 27 juin 1872, peuvent s'établir en dehors des terrains cadastrés : ces derniers, en effet, bénéficient d'un délai de cinq ans qui court à compter seulement de la deuxième année d'occupation. La situation des immigrants est donc, sous ce rapport, moins avantageuse que celle des acquéreurs ou locataires ordinaires qui peuvent être déjà établis dans la colonie et posséder de sérieuses ressources. Mais, quoi qu'il en soit, ce règlement n'en réalise pas moins, tel qu'il est, un progrès considérable.

Un arrêté du 27 juin suivant divise les terrains en deux catégories au point de vue domanial : 1° ceux que les travaux d'ensemble du Service topographique n'ont pas encore atteints; 2° ceux dont la triangulation est entreprise et qui doivent être ensuite alloties au moyen d'un levé parcellaire (*art. 1^{er}*). — La première catégorie est soumise au régime des permis d'occupation, tel que l'a déterminé l'arrêté du 26 janvier 1871. L'occupant a un délai de cinq ans, à partir de la deuxième année du permis pour exercer le droit de préemption; passé ce délai, il encourt la déchéance (*art. 2*). — Les terrains de la seconde catégorie se répartissent en : *a*) — terrains réservés pour les besoins de l'Etat et de la colonie, et spécialement en vue d'assurer des territoires destinés à la transportation; *b*) — terrains

réservés pour les communes et qui, jusqu'au fonctionnement des institutions municipales, pourront être donnés à bail au profit du budget local, par le mode de l'adjudication publique; 3° terrains à louer aux immigrants nouvellement arrivés avec promesse de vente à prix fixe; 4° terrains à concéder gratuitement aux retraités et aux congédiés dans les conditions de l'arrêté du 9 février 1871; terrains à vendre ou à louer avec droit de préemption aux enchères publiques. Tout mode d'aliénation autre que ceux ci-dessus indiqués est interdit dans les territoires allotis ou dans lesquels la triangulation est en cours (*art. 3*). — Les dispositions de l'arrêté du 9 mars 1871, autorisant le Domaine à vendre ou à louer, sans présentation en Conseil, les terrains dépendant des périmètres allotis sont abrogées (*art. 8*).

Le 3 juillet un arrêté, prévoyant que l'administration est à la veille, grâce à l'immigration, de se trouver en face de nouveaux besoins dont les exigences ne se peuvent mesurer, suspend la délivrance des permis d'occupation.

Dans une dépêche du 19 novembre, le directeur des colonies, M. Benoist d'Azy critique cette mesure. « Il m'a paru, » dit-il, « que l'arrêté du 3 juillet..... ne pouvait être maintenu qu'en tant qu'il s'appliquerait à des immigrants nouveaux, attendu que les terrains de la deuxième zone ou catégorie (*voir l'arrêté du 27 juin*), qui lui sont réservés, peuvent être au-dessous des besoins d'une immigration un peu nombreuse et rapide et qu'il faut prévoir la nécessité de trouver une satisfaction immédiate à ces besoins en dehors du périmètre cadastré. » Et il termine en informant le Gouverneur, qu'en vue de favoriser l'émigration de nos compatriotes, victimes de la dernière guerre, il a pris une décision accordant gratuitement aux émigrants Alsaciens et Lorrains des lots de terre, jusqu'à concurrence de 10 hectares par famille composée de trois personnes. Ces familles ne doivent être embarquées qu'après avoir produit des certificats émanant de la Société de protection des Alsaciens-Lorrains.

Un arrêté du 12 décembre 1872 avait placé hors du régime des permis d'occupation le territoire compris entre la limite sud de la zone aurifère et le nord de l'île. Un arrêté du 3 avril 1873

crée dans ce territoire, afin de favoriser dans le voisinage des mines l'élève du bétail un droit de pacage soumis aux conditions suivantes : par an, 1 franc par tête de gros bétail et 0 fr., 50 par tête de petit bétail (*art.* 4). Ce droit de pacage ne donne, à celui qui l'a obtenu, de titre sur aucune partie du sol spécialement ; les plantations et les cultures des indigènes doivent être respectés (*art.* 6).

L'arrêté du 21 juillet 1873 montre, une fois encore, les excellentes dispositions de M. de la Richerie à l'égard de la colonisation libre agricole. Cet important règlement complète, d'une façon parfois heureuse, l'arrêté du 2 mai 1872, et le corrige en certains points ; il indique la ferme intention de venir sérieusement en aide aux immigrants et d'atténuer autant que possible les difficultés auxquelles ceux-ci se heurtent à leurs débuts. La question des avances, en nature ou en espèces, à faire aux colons, y est envisagée pour la première fois. Une très curieuse création est également à noter : celle de comités locaux, nommés par les concessionnaires et chargés de délibérer sur les questions qui les intéressent. Il y a vraiment là les grandes lignes d'un plan pratique de colonisation. C'est ce que va démontrer l'examen du texte.

Arrêté du 21 juillet 1873. — Les immigrants français qui veulent, afin de la mettre en valeur, aller résider sur la concession qui leur est accordée dans les conditions de l'arrêté du 2 mai 1872 ont droit aux avantages suivants : 1° au moment de leur départ de Nouméa, des instruments de travail (deux pioches, deux pelles et une hache, à chaque concessionnaire isolé ; le double, aux chefs de famille) et des graines leur sont distribuées gratuitement (*art.* 5) ; 2° ils sont transportés par le bâtiment de l'État, ainsi que leurs vivres et bagages, jusqu'au point du rivage le plus voisin de la concession (*art.* 6) ; 3° ils reçoivent trois mois de vivres, à titre gratuit, pour eux et pour chaque personne de leur famille, à partir de leur débarquement sur le lieu de la concession. A l'expiration de cette période, il peut être accordé, à titre de remboursement, au prix de revient, quatre mois de vivres à ceux qui en font la demande. Les en-

fants de tout âge ont droit à la ration. Il est formellement interdit de faire trafic de tout ou partie de ces aliments (1) (*art. 2, 3, 4*); 4° des paillottes sont construites par les soins de l'administration, afin de servir d'abris provisoires aux immigrants (*art. 9*); 5° autant que ses ressources le lui permettent, l'administration met à la disposition des concessionnaires, et proportionnellement au chiffre de ceux-ci, un certain nombre de charrues et de bœufs de travail (*art. 8*); 6° la première année de la redevance dûe au Domaine pour la location du terrain concédé peut être avancée, après avis du Chef de l'arrondissement, aux immigrants qui en font la demande (*art. 7*); 7° dès que l'avoir de la Caisse d'immigration le permettra, il pourra être fait à tout colon, suivant un mode à fixer ultérieurement, des prêts destinés à favoriser l'industrie agricole (*art. 22*). — Le Service topographique et le Service des Ponts-et-Chaussées choisiront de concert, à portée de ces petits groupes de concessionnaires, des emplacements pouvant convenir à la création de bourgs ou de villages. Des lots, dépendant de ces emplacements et mesurant au plus 20 ares, seront concédés à titre gratuit aux immigrants qui résideront sur leur lot rural (*art. 11*). — Les congédiés et les retraités qui veulent habiter leur concession jouissent de tous les avantages ci-dessus (*art. 19*). Les jeunes immigrantes, patronnées par le Département de la marine et des colonies, reçoivent, à titre gratuit, au moment de leur mariage, soit 4 hectares de terres, soit 4 mois de vivres, à leur choix (*art. 20*). — La dépense de ces avances et de ces dons est supportée par la Caisse d'immigration. Les avances doivent être remboursées en quatre annuités à partir de la deuxième année de la location du terrain, par semestre et à terme échu, suivant un état de liquidation établi par le Secrétariat colonial (*art. 12 et 13*). — La durée des contrats, fixée à trois ans par l'arrêté du 2 mai 1872, est étendue à cinq ans, et c'est au bout de la cinquième année seulement

(1) La ration se compose, par jour, de : farine, 0 k. 550; viande fraîche de porc ou de bœuf, ou conserve, 0 k. 300; légumes secs, 0 k. 180, ou riz, 0 k. 060. La valeur approximative des vivres à distribuer pendant les 3 mois est de 90 fr.

que l'immigrant est tenu de réaliser l'achat du terrain. Toutefois, il est libre d'acheter la concession au bout de trois années révolues (*art.* 23). La résiliation du bail peut être poursuivie par le Secrétaire colonial contre tout immigrant en retard de deux termes (*art.* 14). Enfin, tout colon qui, après avoir reçu l'assistance de la Caisse d'immigration, cesse de résider sur sa concession, doit rembourser immédiatement à la Caisse la valeur des vivres et autres objets qui lui ont été délivrés à quelque titre que ce soit : il y est contraint par toutes les voies de droit (*art.* 21). — Il est élu, à la majorité des voix, un commissaire par chaque groupe de vingt et fraction de vingt concessionnaires soumis à l'arrêté du 2 mai 1872. Sont seuls éligibles les concessionnaires résidant sur leur terrain. Les commissaires forment un comité qui se réunit, au fur et à mesure des besoins, soit sur la convocation du Chef d'arrondissement, soit sur sa propre initiative. Le comité délibère sur les questions qui lui sont soumises par le Chef d'arrondissement et, notamment, il est appelé à donner son avis chaque fois que la résiliation est imminente contre un concessionnaire conformément à l'article 14; il déclare, dans ce cas, avec motifs à l'appui, que le concessionnaire en retard mérite ou ne mérite pas la bienveillance de l'administration. Le comité statue en outre sur les contestations qui peuvent s'élever entre les colons au point de vue de l'usage des instruments de labour et des animaux mis à leur disposition; il veille à ce que les conditions spéciales au commodat soient ponctuellement observées par les emprunteurs; il formule enfin tous vœux et toutes propositions qu'il croit devoir présenter dans l'intérêt des colons du groupe (*art.* 15, 16, 17).

Les divers arrêtés que nous venons de passer en revue avaient apporté de nombreuses modifications au règlement du 5 Octobre 1862. Il devenait urgent de procéder à une codification des dispositions concernant la distribution des terres du Domaine, il convenait également d'étudier les résultats obtenus par la législation en vigueur, afin de dégager les améliorations qu'il y avait lieu d'y apporter. Dans ce but, un arrêté du 13 avril 1874 décide que le Secrétaire colonial présentera pour le 1^{er} septembre

un rapport sur les modifications et additions que l'expérience a démontrées nécessaires. Il appuiera son rapport : 1° d'un travail de codification des actes divers composant la législation domaniale; 2° de documents statistiques faisant ressortir, par périmètre, les valeurs créées sur chaque concession, afin que le Conseil puisse faire un rapprochement entre la superficie des terres livrées à la colonisation et la mise en œuvre de ces terres; 3° il produira aussi une situation de tous les territoires livrés par le Service topographique, en indiquant les parties disponibles qu'il classera en : terres propres à la culture; terres ne convenant qu'à l'élevage du bétail; terres en périmètres forestiers; terres en périmètres miniers. Les terres indiquées comme propres à la culture seront, autant que possible, divisées, d'après les qualités du sol, suivant qu'elles conviendront à la culture de la canne à sucre, du riz, du café, du tabac, du coton, du manioc, du maïs ou des plantes vivrières. L'arrêté décide en outre, qu'à compter de ce jour et jusqu'à l'achèvement du travail de révision dont il vient d'être question, les demandes de permis d'occupation seront soumises au Gouverneur en Conseil d'administration. Ces demandes devront être accompagnées d'un mémoire dans lequel le pétitionnaire indiquera : 1° le genre d'exploitation auquel il destine la terre; 2° le délai dans lequel il compte commencer l'exploitation annoncée et le capital qu'il doit appliquer à la réalisation de ses projets; 3° les biens fonciers dont il est propriétaire ou locataire dans la colonie et le parti qu'il en a tiré; 4° la relation entre la superficie demandée et le genre d'exploitation qui sera appliqué à la concession. — Un arrêté du 7 octobre suivant crée un Comité consultatif des questions domaniales. Ce comité, composé de cinq membres nommés par le Gouverneur sur la proposition du Secrétaire colonial, donne son avis sur toutes les demandes de concessions de terres et sur toutes les difficultés qui peuvent s'élever entre l'Administration et les concessionnaires.

II

Au commencement de cette seconde période, d'assez nombreuses demandes de passage gratuit pour notre nouvelle possession d'Océanie sont adressées au Département de la marine. Une note parue à ce sujet dans le *Moniteur universel* du 22 mars 1863, déclare que ces demandes ne peuvent être accueillies, le nombre d'ouvriers et de cultivateurs réclamés par le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie ayant été réuni et embarqué sur la *Sibylle*. Elle ajoute que « si l'administration de la Nouvelle-Calédonie réclame de nouveaux émigrants, il en sera donné avis par la voie des journaux ». Voilà de quelle façon l'Administration centrale encourageait les Français à se diriger vers la Calédonie. Il n'est pas inutile de faire remarquer que la population civile de cet établissement se composait alors d'environ cinq cents individus, pour la plupart ouvriers et commerçants.

C'est parmi les émigrants embarqués à Lorient sur la *Sibylle* le 17 mars 1863, que le Gouverneur, M. le capitaine de vaisseau Guillain, auquel on doit plusieurs tentatives originales, choisit vingt personnes, afin de former par leur réunion une société phalanstérienne, dans toute l'acception du mot. Un arrêté du 8 janvier 1864 autorisa cette association agricole, créée suivant les principes de Fourier, c'est-à-dire le travail en commun (les bénéfices devaient être partagés moitié en parts égales et moitié au prorata des journées de travail); et un autre arrêté du même jour lui concéda à titre gratuit 300 hectares dans la plaine fertile arrosée par la rivière d'Yaté. Le 14 mars suivant, 45 hectares étaient de plus accordés à trois nouveaux adhérents. Parmi les vingt sociétaires, il se trouvait deux forgerons, deux ferblantiers, un mécanicien, un charpentier, un maréchal-ferrant, un sellier, un tailleur de pierres, deux agriculteurs et deux femmes qui avaient suivi la fortune de leurs maris; un d'entre eux, M. Leloup prit la direction du phalanstère, sous la surveillance d'un conseil choisi parmi les membres. La communauté ainsi

fondée fut pourvue de bétail, de poules, de semences, d'outils et d'instruments aratoires par le gouvernement local, et embarquée avec son matériel le 14 janvier, à Nouméa, sur un des navires de la station, à destination d'Yaté. Avant le départ des colons, le Gouverneur se rendit à bord et leur expliqua, en termes chaleureux, tout ce qu'une société ainsi constituée pouvait exécuter et tout ce qu'il était en droit d'en attendre. Mais bien des gens, dans la colonie, se montraient sceptiques quant au succès d'une telle innovation et désapprouvaient cette application des idées sociétaires. Les événements leur donnèrent raison. Le phalanstère n'eut, en effet, pas un seul jour de prospérité. N'étant pas guidés par un chef à autorité reconnue et respectée, tous voulurent agir à leur guise, refusèrent d'associer leurs efforts et bientôt durent se séparer, pleins de défiance, d'aigreur et de haine les uns à l'égard des autres. La société n'avait pas duré deux années; toutes les avances faites par le Gouvernement, tant en argent qu'en vivres et approvisionnements de toutes espèces, étaient englouties. Le petit pécule des sociétaires s'était, lui aussi, dissipé, et, au moment de la dissolution de la communauté, non seulement les malheureux socialistes étaient ruinés, mais ils avaient encore des dettes. Chacun se retira de cette aventure un peu plus pauvre que jadis.

Conformément aux articles 5 et 6 de l'arrêté du 5 octobre 1862, des ventes à prix fixe de terrains ruraux furent faites. C'est ainsi que neuf lots représentant une superficie de 223 hectares 90 ares, situés sur la rive droite de la rivière de Dumbéa et dans la vallée de la Nondoué, sont mis en vente à raison de 15 et 18 fr. l'hectare (*arrêté du 6 février 1863*). Une vente semblable est ouverte, au prix de 25 fr. l'hectare, pour cinq terrains d'une étendue totale de 132 hectares 47 ares, sis entre la vallée de la Nondoué et Na-Kuta-Koin. (*Arrêté du 16 octobre 1863*). Quelques années plus tard, un autre arrêté prescrit la mise en vente, dans les mêmes formes et au même prix, de 130 hectares 93 ares 80 centiares dans le périmètre de la Tamoa (*arrêté du 19 juillet 1869*). Peu après, par un arrêté du 11 décembre 1869, 418 hectares 53 ares sont offerts, aux enchères

publiques, en location avec droit de préemption. Un arrêté du 2 mai 1872 met en location avec promesse de vente au prix de 35 fr. l'hectare, quarante-trois lots du périmètre de Païta représentant 480 hectares 87 ares, afin d'être loués par les immigrants arrivés dans la colonie depuis le 1^{er} janvier 1871. Dans les mêmes conditions douze lots représentant 145 hectares 75 ares et dépendant des périmètres de Païta et de la Tontouta, sont offerts aux immigrants arrivés par la *Virginie* (arrêté du 13 décembre 1872), et vingt-cinq lots d'une superficie totale de 351 hectares 27 ares, pris dans le périmètre de la Bouloupari, aux immigrants arrivés par l'*Alceste* (arrêté du 23 janvier 1873).

Les immigrants européens venaient d'Australie, de France et de la Réunion. Ceux de cette dernière île s'appliquaient en Calédonie, comme ils l'avaient fait à Bourbon, à la culture de la canne à sucre. Au reste depuis quelques années l'exploitation de cette plante était tentée sur divers points de la Grande Terre. Les premiers essais, vers la fin de 1858, ayant été satisfaisants, l'administration locale, aidée en cela par le conseil général de la Réunion, avait essayé d'attirer les plus maltraités des habitants de cette île, dont la décadence commençait. Un certain nombre répondirent à cet appel et, durant plusieurs années, les frégates-transports touchèrent à Bourbon pour y prendre des ouvriers décidés à faire fortune dans un pays neuf. En général ces ouvriers ont réussi, quand leur conduite a été régulière, grâce à leurs habitudes de sobriété et d'économie. De tout cela résultait une extension de la plantation de la canne, extension que, par diverses mesures, on s'efforça d'encourager. Déjà, le 30 septembre 1859, une décision du Gouverneur avait établi qu'une prime de 1.000 fr. serait accordée à chacun des trois premiers propriétaires ayant produit 500 kilogrammes de sucre par superficie de 500 hectares avant le 1^{er} juillet 1860. Une autre décision, prise en Conseil d'Administration, le 8 novembre 1864, offrit une prime de 500 hectares à chacun des deux importateurs qui, les premiers, auront doté la colonie d'une usine prête à fonctionner et susceptible de produire par an de 700 à 800 tonnes de sucre. Conformément à cette décision, un arrêté du 15 juin

1868 accorda à la succession de M. G. Clain une concession gratuite de 500 hectares, dont un autre arrêté du 19 juillet 1869 détermina l'emplacement sur la rive droite de la Tamoà. Pour les mêmes raisons, une aliénation identique fut faite, par arrêté du 26 janvier 1871, en faveur de M. de Greslan. Si ces usiniers avaient vu leurs efforts couronnés de succès, sans aucun doute la Nouvelle-Calédonie eût été singulièrement modifiée : de pastoral qu'il était, le pays fût devenu agricole et les mœurs en auraient subi de profonds changements. — Ainsi que nous l'avons déjà dit, plusieurs familles d'Alsaciens-Lorrains furent, après la guerre franco-allemande, dirigées sur la Nouvelle-Calédonie. En 1872, une société, la Compagnie foncière de Calédonie, s'efforça d'en établir un certain nombre sur des terres qu'un acte du 31 décembre lui concéda à Gomen, d'Ouaco à Téoudié. La concession comprenait 25.000 hectares; 3.000 hectares furent payés immédiatement, à raison de 75.000 fr.; mais les frais d'enregistrement furent soldés sur un taux d'achat de 625.000 fr. Les réserves de 22.000 hectares ne devaient être acquises qu'après l'exécution de certaines obligations, notamment la confection d'une route de 25 kilomètres. Il était entendu que les terres seraient alloties entre des immigrants. Cette tentative n'aboutit qu'à la ruine : après deux ans de profonde misère, les colons regagnèrent à pied Nouméa, et se dispersèrent dans le pays, sans qu'un seul hectare eût été mis en culture. Une nouvelle société, ayant son siège à Paris, se forma sur les débris de l'ancienne et obtint de meilleurs résultats : nous aurons d'ailleurs l'occasion d'en parler. D'autres Alsaciens-Lorrains amenés par l'*Orne* et le *Rhin* furent, en juillet 1873, installés à Uarai, puis, à 6 kilomètres de là, à Moindou. On les avait établis tout d'abord dans la plaine où ils ne trouvèrent qu'un sol ingrat, privé d'eau, garni de niaoulis et infesté de moustiques. Bien des réclamations se produisirent, et, en désespoir de cause, le lieu fut abandonné. D'autres terres furent alors distribuées sur les rives de la Moindou et dans la forêt; les colons, bien partagés désormais, reprirent courage et créèrent définitivement le centre de Moindou, situé à 152 kilomètres de Nouméa.

Citons enfin quelques aliénations intéressantes par suite de leur importance ou des circonstances qui les firent accorder. Une dépêche ministérielle du 22 novembre 1866 autorise de pourvoir à des concessions gratuites de terrains domaniaux jusqu'à concurrence de 120 hectares, en faveur des familles des marins du *Secret* massacrés en août 1865 par les naturels de la côte nord-ouest de la Nouvelle-Calédonie. Conformément à ces instructions un arrêté local du 1^{er} avril 1867 accorde quatre terrains de 15 hectares chacun à la succession des quatre marins du cône, et un arrêté du Gouverneur du 15 juin 1868 concède 60 hectares à M^{me} V^{re} Gérard, mère de l'aspirant-pilote assassiné. Par arrêté du 19 juillet 1869, l'emplacement de ces divers lots est déterminé dans le périmètre de la Tamoa. Une concession gratuite de 500 hectares est faite, par décret impérial du 17 janvier 1867, à M. de Trazégnies-d'Ittre, frère de M^{me} la maréchale de Saint-Arnaud. Un arrêté du Gouverneur du 13 janvier 1869 décide que ces terres seront prises dans le territoire de Bourail, sur la rive gauche de la Néra. Enfin, 6.000 hectares, sis dans la vallée du Diaoté, sont, par décision ministérielle du 22 février 1870, accordés en location avec droit de préemption à MM. Ménier frères, Courtin et C^{ie}.

Un arrêté du 25 février 1864, réglant la division en neuf périmètres des divers terrains aliénés jusqu'à ce jour, montre clairement quelles étaient, au début de notre seconde période, les régions de l'île sur lesquelles s'étaient de préférence portés les efforts des colons. Les périmètres sont les suivants : presque de Port-de-France, bassin de la baie de Boulari, bassin de la rivière de la Dumbéa, bassin du port de Laguerre ou de Païta, bassin de la Tontouta et de la Tamoa, île des Pins, Yaté, Canala, Pouébo. Plus tard, un arrêté du 27 juin 1872, dont il a déjà été question, indique également les progrès accomplis par la colonisation. On y voit que les périmètres de la presque de Nouméa, de Boulari, de la Dumbéa, de Païta, de Naniouni, de Caricaté, de la Tamoa, de Tontouta, de Ouinané, de Ouengui, de Bouloupari, de Ouaménie, de Oubatche, ont été allotis et que sont triangulées, ou tout au moins en cours de triangulation, les

régions suivantes : celle qui se trouve située en arrière des périmètres de Païta, de la Tamoà, de la Tontouta et de Ouengui, et celle qui s'étend entre la rive gauche de la Coulé et la rivière des Kaoris, laquelle à son embouchure dans la baie des Pirogues.

Caractères généraux de cette période. — L'aliénation des terres rurales a lieu par quatre modes distincts : 1^o vente à prix fixe; 2^o vente aux enchères publiques; 3^o vente, ou location avec droit de préemption, de gré à gré; 4^o concession gratuite. — Après 1870, d'importants avantages sont faits aux officiers civils et militaires, marins et agents qui veulent se fixer dans la colonie après avoir obtenu leur retraite ou leur congédiement. Des arrêtés locaux s'efforcent, en accordant aux immigrants de réelles faveurs, de favoriser l'exode des colons vers la colonie. Il y a là un ensemble de mesures fort bien comprises et dénotant, de la part de l'Administration locale, une connaissance étendue des besoins de la colonisation.

De 1862 à 1875, les aliénations de terre vont sans cesse en augmentant; le mode le plus fréquemment employé est la vente de gré à gré. Elles portent surtout sur les territoires voisins de Nouméa : Païta, la Dumbéa, Mont-d'Or. Les colons commencent pourtant à s'éloigner du chef-lieu et certains s'établissent à Bouloupari, Canala, Bourail, Oubatche, Pouébo, Gomen, etc. — Les immigrants européens viennent d'Australie, de la Réunion et de France. Ces derniers, après la guerre franco-allemande, se composent surtout d'Alsaciens-Lorrains.

CHAPITRE V

TROISIÈME PÉRIODE : DE 1875 A 1880.

I

En 1875, est promulgué un des plus importants règlements concernant la législation domaniale néo-calédonienne : l'arrêté du 11 septembre 1875. Avant d'en entreprendre l'examen, il convient de dire quelques mots de deux arrêtés moindres promulgués au début de l'année. — Le 14 janvier 1875, un arrêté interdit aux officiers, fonctionnaires et employés, d'acquérir, à quelque titre que ce soit, des terrains mis en vente ou en location par le Domaine. — Le 28 janvier suivant un autre arrêté modifie, « dans le but de protéger la race ovine », les dispositions de l'arrêté du 9 décembre 1867, interdisant la vente des îles et îlots dépendant de la Nouvelle-Calédonie. Désormais, la location de ceux-ci est autorisée sans restriction, sauf en ce qui concerne l'île des Pins et le groupe des Loyalty dont le périmètre est entièrement réservé. La location se fait aux enchères publiques; la durée des baux est de trois années au moins et de dix ans au plus; la mise à prix de 1 fr. 50 par hectare et par an, sans pouvoir être inférieure à 20 francs par an; une île doit toujours être louée en totalité. La mise en location est faite par le Secrétaire colonial et la location pour être définitive exige l'approbation du procès-verbal d'adjudication par le Gouverneur.

Arrêté du 11 septembre 1875. — Cet arrêté fut élaboré conformément aux prescriptions du règlement du 13 avril

1874 demandant la codification et l'unification du régime domanial. On considérait que la législation d'alors concernant l'administration et l'aliénation des terres était insuffisante et que la nécessité s'imposait d'établir pour ces questions des bases fixes et régulières.

L'arrêté du 11 septembre décide que les immeubles dépendant du domaine de la colonie peuvent être aliénés de quatre manières : 1^o aux enchères publiques; 2^o par vente de gré à gré et sur estimation préalable; 3^o par voie d'échange; 4^o à titre de concession, soit individuelle, à des colons ou autres et à des indigènes, soit collective, à des communes ou à des tribus (*art.* 18). — Préalablement à toute aliénation, il est procédé par un agent du Service des domaines, assisté d'un géomètre, à la reconnaissance au levé et à la délimitation du terrain. Un procès-verbal régulier, avec plan à l'appui, est dressé (*art.* 19). Les frais des opérations précédentes sont à la charge de l'acquéreur ou du concessionnaire et doivent être liquidés avant l'aliénation; en cas d'échange, ils sont supportés, moitié par la colonie, moitié par l'échangiste (*art.* 20). — Les biens domaniaux aliénés sont soumis, à partir du 1^{er} janvier qui suit l'époque de l'aliénation, aux impôts et contributions (*art.* 21). — Les acquéreurs sont soumis aux obligations générales suivantes : 1^o il ne peut être fait, jusqu'à 10 mètres, aucun défrichement ou déboisement aux abords d'une source ou cours d'eau dont l'administration reconnaît le caractère d'utilité publique. En cas de contravention, de nouvelles plantations doivent être faites dans l'année par le concessionnaire ou, à défaut, aux frais de ce dernier, par l'administration, sans préjudice des peines de simple police édictées à cet effet; 2^o il est défendu de déboiser les terrains dont l'inclinaison est de 45° et plus (*art.* 2); 3^o les acquéreurs et les propriétaires successifs des terrains sont tenus, comme dans les règlements antérieurs, d'abandonner à la colonie l'emplacement et les matériaux de toute nature nécessaires à l'ouverture, à la construction et à la rectification, à l'entretien, à la réparation et à l'amélioration des routes, ponts, canaux et aqueducs; et cela sans indemnité, sauf le cas de dommages apportés par ces

travaux ou par la prise des matériaux aux terres cultivées ou améliorées et aux habitations (*art. 22*).

Les actes d'aliénation ne sont valables et exécutoires qu'après l'approbation du Gouverneur en Conseil; alors, et seulement après cette formalité, l'acquéreur ou le concessionnaire peut entrer en possession (*art. 23*).

1° Vente aux enchères. — Les ventes aux enchères publiques ont lieu sur cahier des charges approuvé et sur mise à prix fixée par le Gouverneur en Conseil. L'adjudication est annoncée au moins quarante-cinq jours à l'avance, tant par des affiches que par des insertions au *Journal officiel*. Elle a lieu en séance publique et à l'extinction des feux, par les soins du Directeur de l'Intérieur ou de son délégué, assisté du Chef du Service de l'enregistrement et des domaines (*art. 24*). Les enchères ne peuvent être inférieures à 5 fr. ; elles doivent être au moins de 25 fr. lorsque la mise à prix dépasse 1.000 fr., et de 100 fr., dans le cas où la mise à prix est supérieure à 10.000. Les personnes notoirement insolubles ne peuvent pas prendre part à l'adjudication (*art. 25*). — La faculté de déclarer ami ou command doit être réservée par l'acte de vente et ne peut être exercée que par l'adjudicataire direct au profit d'un seul individu. Il faut que le command réunisse les qualités requises pour être adjudicataire direct; s'il n'est pas accepté, l'adjudication reste pour le compte de ce dernier (*art. 26*). — Le préposé du Service de l'enregistrement et des domaines peut requérir que l'adjudicataire ou le command élu fournisse bonne et valable caution, laquelle s'oblige solidairement. Si la caution présentée par le command n'est pas reçue, l'adjudication reste pour le compte de l'adjudicataire direct, à moins que celui-ci ne consente à se porter cautionnaire solidaire du command déclaré (*art. 28*). — Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant les opérations sur la qualité et la solvabilité des enchérisseurs, sur la validité des enchères, sur l'admission du command ou de sa caution et sur tous autres incidents relatifs à l'adjudication, sont décidés, le Préposé des domaines entendu, par le fonctionnaire qui préside ou a présidé la vente (*art. 29*).

2° Vente de gré à gré. — Les ventes de gré à gré ne peuvent être faites qu'en cas d'indivision, d'enclave et de préemption légale, ou de possession de bonne foi. Elles sont précédées d'une estimation contradictoire. L'acte de vente est préparé par le Directeur de l'Intérieur, avec le concours du Chef de Service de l'enregistrement et des domaines, et soumis ensuite à l'approbation du Gouverneur en Conseil (*art.* 31).

Certaines dispositions sont communes à la vente aux enchères et à la vente de gré à gré. Les voici : les biens de la colonie sont vendus francs et libres de toutes dettes et hypothèques (*art.* 32). — Tout acquéreur est censé bien connaître l'immeuble qu'il acquiert; il le prend dans l'état où il se trouve au jour de l'aliénation, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix pour dégradations, réparations ou erreurs dans la désignation; les ventes, en effet, sont faites sans garantie de mesure, consistance et valeur, et il ne peut être exercé respectivement aucun recours en indemnité, réduction ou augmentation de prix, quelle que puisse être la différence en plus ou en moins (*art.* 33). Il y a pourtant lieu à résiliation, si l'on a compris dans la vente un bien ou une portion de bien quelconque non susceptible d'être vendu; mais cela ne donne pas ouverture à dommages-intérêts soit envers la colonie, soit envers l'acquéreur, excepté s'il y a eu dégradation ou amélioration (*art.* 34). — Le prix de la vente est divisé par quarts et payé, à la caisse du Bureau de l'enregistrement et des domaines, de la façon suivante : le premier quart dans le mois à partir de l'approbation de l'acte et les trois autres quarts d'année en année à partir de l'expiration du terme accordé pour le paiement du premier quart; les trois derniers quarts et le premier quart lui-même s'il n'est pas payé dans le mois courant du jour de l'adjudication, portent intérêt à 6 % à partir du jour fixé pour l'échéance du premier quart. L'acquéreur peut toujours se libérer par anticipation (*art.* 36). Jusqu'à parfait paiement, l'immeuble demeure spécialement affecté et hypothéqué à la sûreté des droits du Domaine de la colonie. L'administration requiert aux frais de l'acquéreur l'inscription du privilège, sans préjudice du droit de déchéance (*art.* 37). Le paiement du prix

est poursuivi et le recouvrement effectué en vertu du procès-verbal d'adjudication ou de l'acte de vente. Les acquéreurs en retard de payer aux termes demeurent déchus de plein droit, si, dans la quinzaine de la contrainte qui leur est signifiée, ils ne se sont pas libérés; ils doivent payer, par forme de dommages-intérêts, une amende égale au dixième du prix de la vente, dans le cas où ils n'ont encore effectué aucun paiement, et au vingtième s'ils ont délivré un ou plusieurs acomptes. En cas de déchéance des acquéreurs prononcée en Conseil de contentieux administratif, conformément aux prescriptions de l'article 168 paragraphe 5 du décret du 12 décembre 1874, l'administration n'est pas obligée de maintenir les baux qu'ils ont consentis (*art. 38 et 39*).

L'acquéreur est tenu de payer en sus du prix de la vente : 1^o les frais mentionnés dans l'article 20; 2^o les droits de timbre, tant de la minute que des expéditions du procès-verbal de vente; 3^o les droits d'enregistrement de la vente à raison de 2 % en principal; 4^o et, s'il y a lieu, le droit fixe de l'enregistrement de la déclaration du command et le droit proportionnel du cautionnement, à raison de 0 fr., 25 par 100 francs, en principal. Le paiement des droits d'enregistrement doit avoir lieu dans les vingt jours de l'approbation des actes sous peine d'un droit en sus (*art. 35*). — L'acquéreur ne peut obtenir la remise de l'expédition de l'acte de vente et entrer en possession réelle du bien rendu qu'après avoir acquitté les frais et droits mentionnés dans l'article 35 et effectué le paiement du premier quart du prix de vente (*art. 40*).

3^o Échange. — Toute demande d'échange doit être adressée au Directeur de l'Intérieur, et accompagnée des titres de propriété et d'une déclaration authentique des charges, servitudes, hypothèques dont est grevé l'immeuble offert en échange. S'il y a lieu d'y donner suite, des experts désignés l'un par le chef du Service des domaines, l'autre par le propriétaire, sont chargés d'une estimation contradictoire des biens; un tiers expert est nommé par le président du Tribunal de 1^{re} instance. Un projet d'acte est ensuite dressé à la diligence du Directeur de l'Intérieur

(*art. 41*). — Le contrat d'échange détermine la soulte à payer, s'il y a lieu; il contient la désignation de la nature, de la consistance et de la situation des immeubles, avec énonciation des charges et servitudes dont ils peuvent être grevés; il relate les titres de propriété, les actes qui constatent la libération du prix et les procès-verbaux d'estimation qui doivent y demeurer annexés. Il est soumis à l'approbation du Gouverneur en Conseil. L'entrée en possession de l'échangiste n'a lieu qu'après cette approbation; elle est subordonnée, dans tous les cas, à la radiation des hypothèques de l'immeuble cédé par l'échangiste (*art. 42*); celle-ci doit être faite dans les quatre mois de la transcription du contrat d'échange, à moins qu'il n'ait été accordé un plus long délai. Faute par l'échangiste de rapporter la main-levée et la radiation, le contrat est résilié de plein droit et l'échangiste demeure passible de tous les frais auxquels l'échange a donné lieu. Les formalités établies par l'article 2194 du code civil par les avis du Conseil d'État des 9 mai 1807 et 5 mai 1812, et par l'article 1^{er} de la loi du 23 mars 1855, pour mettre tout créancier, ayant sur les immeubles offerts en échange hypothèque non inscrite, en demeure de prendre inscription, sont remplies à la diligence du Service des Domaines (*art. 44*). — Le contrat est enregistré gratis et transcrit sans autres frais que le salaire du conservateur. La soulte est régie, quant au droit proportionnel d'enregistrement, par les dispositions relatives aux aliénations de biens. Les frais de l'échange sont supportés moitié par l'échangiste et moitié par la colonie; le droit d'enregistrement des soultes payables à la colonie est toujours à la charge de l'échangiste (*art. 43*).

4° Concessions. — Les biens dépendant du Domaine de la colonie peuvent être concédés soit gratuitement sous certaines conditions à imposer aux concessionnaires, soit à titre onéreux moyennant le paiement d'une rente annuelle et perpétuelle constituée au profit de la colonie (*art. 45*). — Les demandes de concession doivent être adressées au Directeur de l'Intérieur; elles sont instruites par les soins du Chef du Service des domaines. La date de réception, constatée par un registre spécial,

règle le droit de priorité entre les demandeurs. Il est statué définitivement sur la proposition du Directeur de l'Intérieur par le Gouverneur en Conseil (*art.* 47). — Les actes confèrent la propriété immédiate des immeubles concédés, à la charge de l'accomplissement des conditions prescrites. Ils doivent contenir les indications suivantes : 1° nom, prénoms et profession du concessionnaire; 2° situation, tenants et aboutissants, consistance et étendue de la concession; 3° et suivant la nature de celle-ci, diverses conditions imposées ou quotité de la rente annuelle et perpétuelle à payer à la colonie et date à partir de laquelle cette rente est exigible (*art.* 48). Les actes de concession sont dressés en minutes, enregistrés et transcrits. Cette dernière formalité n'est assujettie qu'à un simple droit fixe de un franc. Une expédition de l'acte, accompagnée du plan de l'immeuble, est remise au concessionnaire et au chef du Service des domaines (*art.* 49).

Sur la présentation de l'acte de concession et de la quittance tant des frais mentionnés dans l'article 20 que des droits de timbre et d'enregistrement à sa charge, le concessionnaire est mis par les soins de l'autorité locale en possession de l'immeuble concédé. Cette opération est constatée, s'il y a lieu, par un procès-verbal contradictoirement dressé (*art.* 50). — A défaut d'exécution dans les délais fixés des conditions exigées ou du paiement de la rente pendant deux années consécutives, le concessionnaire peut être déclaré déchu du bénéfice de la concession. Cette déchéance est prononcée et notifiée suivant les règles établies pour les acquéreurs des biens domaniaux, et l'immeuble fait retour à la colonie, franc et quitte de toutes charges (*art.* 51). — Si, au contraire, les conditions imposées ont été exécutées dans le temps voulu ou le capital de la rente complètement remboursé, le Directeur de l'Intérieur, sur la proposition du Chef du Service des Domaines, déclare l'immeuble affranchi de la clause résolutoire (*art.* 52). A cet effet le concessionnaire produit les justifications nécessaires. S'il y a lieu à vérification de travaux, celle-ci est faite par une commission composée d'un délégué du Directeur de l'Intérieur et d'un agent du Service topo-

graphique. Il est dressé procès-verbal de cette opération; les parties sont admises à faire consigner leurs dires et réquisitions au procès-verbal dont il leur est donné copie (*art.* 53). — La décision administrative qui déclare l'immeuble affranchi de la clause résolutoire et celle qui prononce la déchéance sont transcrites au Bureau des Hypothèques (*art.* 54). — Le concessionnaire à titre onéreux peut hypothéquer ou aliéner tout ou partie des terres concédées; le concessionnaire à titre gratuit ne peut user de cette faculté qu'après l'accomplissement des conditions prescrites. Les détenteurs successifs sont soumis à toutes les obligations imposées aux concessionnaires. Enfin, les affectations hypothécaires sont régies par les dispositions de l'article 2125 du code civil (*art.* 55).

Quel est le système de rente établi par l'arrêté du 11 septembre pour les concessions à titre onéreux? C'est une rente annuelle et perpétuelle constituée au profit de la colonie. La quotité en est déterminée, au moment de la concession, d'après un maximum et un minimum par hectare fixés tous les trois ans par arrêté du Gouverneur en Conseil. Cette rente est essentiellement rachetable; le rachat s'effectue sur le pied du denier quinze pendant les dix premières années, puis sur le pied du denier vingt. Le débiteur de la rente peut la rembourser à raison d'un dixième par paiement, l'intérêt décroissant à mesure des remboursements. Le paiement des arrérages est effectué par semestre et d'avance au bureau du Receveur de l'Enregistrement et des Domaines. Il est créé des registres spéciaux pour la constatation et le recouvrement des termes exigibles (*art.* 46). — Un autre arrêté du même jour fixe pour trois ans la quotité de la rente à 5 fr. par hectare au maximum et à 3 fr. par hectare au minimum.

Examinons maintenant les dispositions transitoires. — Les concessions faites antérieurement à l'arrêté du 11 septembre 1875 et non encore délimitées, pour lesquelles le droit de préemption est en suspens, doivent être régularisées par les soins du chef du Service des Domaines, avec le concours des agents du Service topographique. La délimitation en est effectuée d'après la superficie demandée par les locataires. Il est toutefois tenu

compte des limites indiquées dans les demandes si le maintien de ces limites n'a pas pour effet d'augmenter de plus d'un quart la contenance demandée (*art.* 58). — Les locataires qui veulent bénéficier des nouvelles dispositions et transformer leur droit de préemption en concession à rente perpétuelle, sont admis à en faire la demande jusqu'au 1^{er} septembre 1876 (*art.* 58).

Tel est l'arrêté du 11 septembre 1875. Il abroge tous les arrêtés antérieurs sur l'administration et l'aliénation des terres domaniales, mais maintient toutefois les droits aux concessions gratuites reconnus par l'arrêté du 9 février 1871 en faveur des officiers et agents retraités.

Au fur et à mesure que l'on se rapproche de l'époque présente, les règlements touchant notre question deviennent plus savants et l'intérêt de leur étude augmente. On ne peut nier que l'arrêté du 11 septembre ne présente un exposé complet et presque parfait des règles concernant l'échange et les ventes aux enchères ou de gré à gré. On peut regretter toutefois qu'il abandonne le système des ventes à prix fixe, système capable, s'il est rationnellement appliqué, d'être fécond en excellents résultats. De plus, les dispositions touchant les concessions nous semblent manquer un peu de netteté. Les concessions gratuites qui sont, quoi qu'on en puisse dire, d'une incontestable utilité aux débuts de toute colonie, sont, une fois de plus, absolument sacrifiées; aucune règle précise n'est édictée à leur égard, aucune idée générale ne préside à leur distribution. Par contre le principe de la rente perpétuelle toujours rachetable est certainement, parmi le grand nombre de modes d'aliénation applicables aux colonies, un des plus séduisants et il a des partisans résolus. Il est permis de s'étonner cependant du taux élevé fixé par l'arrêté du 11 septembre pour la rente : celle-ci étant perpétuelle doit être modique. La quotité moyenne est en effet de 4 fr. par hectare; l'hectare de terre valant environ 25 fr. le propriétaire se trouve de la sorte payer chaque année un peu plus de 16 % de la valeur totale.

Dans une dépêche du 26 janvier 1876, M. le ministre de la

marine et des colonies Montaignac, donne son approbation au sujet de l'arrêté du 11 septembre. « Je reconnais, dit-il, que le système de préemption suivi jusqu'à présent pour l'aliénation des terrains ruraux, qui se justifiait naturellement à l'époque où il a été établi, peut actuellement présenter des inconvénients pour le développement de la colonisation, et, qu'en tout cas, il est préjudiciable aux intérêts du budget local. Je pense avec vous que le système de concession de rente perpétuelle doit être adopté de préférence... » Il termine en rappelant que, d'après la lettre comme dans l'esprit du décret du 12 décembre 1874, les aliénations de terres appartenant au service local doivent être approuvées par le Département lorsque la valeur de la concession excède 20.000 fr. et il prie le Gouverneur de lui faire connaître si l'expérience ne le porte pas à penser qu'une marge plus grande doive être laissée à l'administration locale, la colonisation pouvant souffrir de la crainte d'une longue attente pour la ratification de certaines concessions.

L'année suivante, une autre dépêche du 26 mars 1877, en réponse à un rapport du Gouverneur du 9 août précédent sur l'application de l'arrêté du 6 mars 1876 relatif au cantonnement des indigènes de Canala, Nakéty et Houaïlou, témoigne de la satisfaction du ministre et constate que cette opération, bien conduite, n'a soulevé aucune difficulté et a rendu 10.000 hectares disponibles pour la colonisation.

En 1878, un arrêté du 8 mai, afin de venir en aide aux colons et de diminuer une partie de leurs charges, décide que, pendant trois ans à compter de ce jour, la quotité des rentes annuelles et perpétuelles est de 3 fr. par hectare au maximum et à 2 fr. par hectare au minimum.

Rien d'autre à signaler jusqu'à l'arrêté du 11 mai 1880.

II

Peu de faits remarquables à signaler durant cette période. En 1875 des arrêtés s'occupent de la vente aux enchères publi-

ques de divers terrains ruraux. Un arrêté du 7 janvier autorise pour être effectuée le 15 mars la vente, sur une mise à prix de 25 fr. par hectare, de 317 hectares 00 ares 24 centiares du périmètre de la Dumbéa, de 1.750 hectares du périmètre de la Tamoa, des lots du périmètre de Ouenghi et de 183 hectares du périmètre de Boulari, au pied du Mont-d'Or. De même, un arrêté du 15 avril prescrit, pour être effectuée le 31 mai dans des conditions identiques, la mise en vente d'un lot du périmètre de Bouloupari et de plusieurs lots des périmètres de Caricaté, de Comboui, de la Ouaménie, de la Ouenghi, de Ouinané, de Païta et de la Tamoa.

Le centre libre de Moindou continue à se former. La situation financière de la Caisse d'immigration n'étant pas brillante, un arrêté du 21 mai 1875 décide que les avances à faire aux colons seront imputées jusqu'à nouvel ordre et à partir du 1^{er} juin au compte du budget local et que le délégué de l'Administration à Moindou fera parvenir à la fin de chaque mois, à la Direction de l'Intérieur, un état nominatif des immigrants auxquels des rations auront été délivrées, avec indication exacte des quantités distribuées; cet état servira ultérieurement à faire opérer par les intéressés le versement au Trésor local du montant des avances reçues. Pour les mêmes raisons, une décision du 3 septembre suivant prescrit le remboursement immédiat des cessions faites aux immigrants (avances d'outils et de matériaux, réparations d'instruments aratoires et autres, transports de bagages ou de vivres) et majore de 25 % le prix des objets provenant des magasins et les réparations faites dans les ateliers de l'Administration. Enfin, une décision du 11 octobre décharge le Service local de ces dépenses et les impute à nouveau à la Caisse d'immigration, une dépêche ministérielle du 26 août 1875 ayant accordé à la colonie un crédit supplémentaire de 25,000 francs, pour les frais de l'immigration. Malgré ces vicissitudes le centre de Moindou prospéra de jour en jour, on y cultiva le maïs, le café, le haricot et le manioc; en 1876-1877, vingt-cinq colons y plantèrent du tabac.

En dehors des lieux que nous venons de citer, des aliénations

de terres furent faites de 1875 à 1880, dans les localités suivantes : Bourail, Coindé, baie Chambeyron, Diahot, Dogny, Dumbéa, Gomen, cap Goulvain, Hienghène, Houaïlou, Koumac, Koné, La Foa, La Tontouta, baie Lebris, pointe Mâ, Monéo, Nakéty, Naniouni, Oua, Oua-Poquereux, Oua-Tom, Oua-Toya, Ouarail, Oubatche, Ouégoa, Pindjen, Pounérihouen, Poya, Tchio, Thio, Touho, Voh, Wagap, Yaté.

Cette période est, quant aux superficies concédées et aux recettes perçues de ce chef par le budget local, la plus importante de la colonisation néo-calédonienne.

Caractères généraux de cette période. — La vente à prix fixe est supprimée; par contre un nouveau mode de concession à titre onéreux est établi : les terres domaniales peuvent être concédées moyennant une rente annuelle et perpétuelle constituée au profit de la colonie et essentiellement rachetable. Les règles concernant la vente aux enchères, la vente de gré à gré et l'échange sont définitivement posées. Au contraire les concessions gratuites, qui, dans la période précédente, avaient été réglementées d'une manière intéressante, sont absolument sacrifiées et aucune mesure n'est édictée en faveur de l'immigration.

Durant cette période, de vastes surfaces de terres domaniales sont aliénées. En 1875, le nombre des aliénations effectuées est environ cinq fois plus élevé qu'en 1874, et durant les années suivantes, les ventes aux enchères, et les ventes de gré à gré se multiplient. C'est en 1876, que les produits du Domaine atteignent le chiffre le plus élevé qu'ils aient jamais obtenu en Nouvelle-Calédonie : 508.209 fr. 57.

CHAPITRE VI

QUATRIÈME PÉRIODE : DE 1880 A 1885

I

On ne tarda pas à reconnaître que l'arrêté du 11 septembre 1875 était incapable d'attirer des colons et de les attacher au sol, qu'il était, en quelque sorte, dépourvu de qualités colonisatrices et convenait imparfaitement à un pays encore dans la période de formation. Et un nouvel arrêté sur la législation domaniale fut élaboré par M. le gouverneur Olry : c'est l'arrêté du 11 mai 1880.

Arrêté du 11 mai 1880. — Cet arrêté maintient les modes d'aliénation établis par l'arrêté du 11 septembre. De plus, sauf quelques modifications de détail portant sur la qualité des fonctionnaires chargés des formalités et sur le taux des droits d'enregistrement, les dispositions générales et les règles concernant la vente aux enchères, la vente de gré à gré, et l'échange sont les mêmes dans les deux règlements. Cependant l'arrêté du 11 mai revient sur une obligation imposée par les premiers textes et passée sous silence par l'arrêté du 11 septembre : dans son article 24 il décide que tout propriétaire, à quelque titre que ce soit, est tenu de clore sa propriété ou la partie de celle-ci affectée à l'élevage, avant d'y introduire du bétail en liberté; sinon le terrain fait retour au Domaine et les sommes déjà payées restent acquises au Service local. Par contre, à propos des concessions, le dernier arrêté innove sou-

vent et le chapitre VI, consacré à cette matière présente un grand nombre de particularités à étudier. Ce sont celles-ci seulement que nous signalerons ; pour le reste il suffira de se reporter au précédent règlement.

Les biens du Domaine de la colonie peuvent être concédés, soit à titre onéreux, soit gratuitement sous certaines conditions à imposer aux concessionnaires.

1° Concession à titre onéreux. — Le prix des terres est fixé à 24 fr. par hectare ; il est payable en douze ans et de la manière suivante : 0 fr. 50 par hectare et par an pendant les trois premières années ; 1 fr. pendant les 4^e, 5^e, 6^e années ; 2 fr. 50 pendant les 7^e, 8^e, 9^e années ; 4 fr. pendant les 10^e, 11^e et 12^e années. Ces versements sont faits par semestre et d'avance. Le concessionnaire peut se libérer par anticipation (*art.* 47, 48, 49).

Si deux demandes portant sur le même terrain sont reçues le même jour à la Direction de l'Intérieur, ce terrain est mis en adjudication ; si, au contraire, un jour sépare la réception des deux demandes, le droit de priorité est acquis au premier demandeur (*art.* 50).

Le concessionnaire ne peut obtenir la remise de l'expédition de l'acte de vente et entrer en possession réelle du bien vendu qu'après avoir acquitté les frais et droits désignés et effectué en même temps le paiement du premier terme, et cela dans les trois mois qui suivent l'approbation de l'acte par le Gouverneur en Conseil. A défaut de paiement dans ce délai des frais de timbre et d'enregistrement, le concessionnaire est passible du double droit ; à défaut de paiement, dans les six mois, de ces mêmes droits et des droits de délimitation, il est déchu du bénéfice de sa concession (*art.* 53, 55, 56).

2° Concession à titre gratuit et conditionnelles. — Des concessions gratuites ou sous certaines conditions à imposer aux concessionnaires peuvent être accordées : aux immigrants ; aux officiers et fonctionnaires, sous-officiers, agents assimilés, militaires et marins ; aux enfants nés dans la colonie ; aux orphelins (*art.* 63).

a) — Concessions aux immigrants. — Tout immigrant, quelle que soit sa nationalité, qui vient en Nouvelle-Calédonie libre de tout contrat ou de tout engagement, a droit à une concession gratuite de 3 hectares de terres à cultures. Cette concession est de 5 hectares pour les familles composées de quatre personnes et au-dessus. Un lot de village est également donné à chaque immigrant, à mesure que l'on en crée dans les environs de la concession accordée (*art.* 64). — Les immigrants sont tenus de résider sur leur terrain et de le mettre en valeur pendant cinq années consécutives; sinon ils sont déchus de plein droit et le retour de leur concession au Domaine est prononcé par le Conseil privé. Est considéré comme n'ayant pas rempli l'obligation de résidence, tout concessionnaire provisoire qui, sauf le cas de maladie ou de force majeure, a transporté son domicile sur un autre point de la colonie que celui où se trouve sa concession (*art.* 65, 66, 67). — Au moment de leur installation, un titre provisoire, qui sera transformé en titre définitif à l'expiration des cinq années de résidence, est délivré aux immigrants après avis du Chef de l'arrondissement sur l'état de la concession (*art.* 65).

b) — Concessions aux officiers et fonctionnaires. — Elles sont faites conformément aux dispositions précédentes (*art.* 69).

c) — Concession aux immigrantes envoyées par le Département et aux orphelins sortant des orphelinats entretenus au compte du budget local. — Ils reçoivent, au moment de leur mariage ou de leur majorité, une concession gratuite de 3 hectares de terres à cultures, sous condition d'exploitation, conformément aux articles 64, 65, 66 et 67. — Les orphelines déjà mariées peuvent bénéficier de cette faveur (*art.* 70).

d) — Concessions aux enfants de l'Intérieur. — Une concession gratuite de 3 hectares de terres est accordée, en dehors de la Presqu'île, sur la demande du père accompagnée d'un extrait des registres de l'État Civil, à tout enfant légitime, reconnu ou légitimé, né dans la colonie de parents habitant en dehors de la commune de Nouméa. — Le titre de propriété est fait au nom de l'enfant présenté par le père. — Pendant la minorité, l'enfant

jouit du terrain ; si l'enfant meurt, ou si le père abandonne l'enfant reconnu, le terrain fait retour au Domaine. A partir de sa majorité ou de son mariage, la concession devient propriété conditionnelle de l'enfant, et celui-ci est traité comme immigrant et soumis aux mêmes obligations (*art.* 72, 73, 74). — L'arrêté du 11 mai décide que ces mesures sont applicables à tous les enfants non majeurs ou non mariés au moment de sa promulgation.

Lorsque la quantité des terres le permet, il est établi des lotissements de manière à favoriser la formation des centres. Pour obtenir dans ces lotissements des concessions, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, soit sous conditions, le concessionnaire est tenu à la résidence dans les conditions prévues aux articles 65 et 67 (*art.* 68).

Le Titre IV s'occupe des dispositions transitoires. — Les détenteurs de terrains du Domaine en rente perpétuelle qui désirent bénéficier des nouvelles dispositions et se ranger sous le régime de l'amortissement, doivent en faire la demande au Directeur de l'Intérieur dans les six mois de la promulgation de l'arrêté ; il n'est donné suite qu'aux demandes formulées par les colons à jour pour le paiement de la rente. Ils continueront à payer 2 fr. par hectare et par an et deviendront propriétaires définitifs après le versement du prix de l'hectare, soit 24 fr. à compter du jour où le contrat de vente aura été consenti (*art.* 80).

Enfin l'article 82 déclare que tous les arrêtés antérieurs sur l'administration et l'aliénation des terres domaniales sont et demeurent abrogés.

Il est certain que l'arrêté du 11 mai 1880 traite de la question des concessions d'une façon plus complète que ne l'avait fait l'arrêté du 11 septembre 1875. Le système, inauguré par lui, de la vente des terres moyennant un prix payable par annuités qui sont très faibles pendant les premières années et qui augmentent ensuite progressivement, est une mesure excellente, ménageant le pécule du colon et lui permettant d'attendre que son exploitation soit en plein rapport. D'autre part, le nouveau rè-

glement se montre plus libéral quant à la qualité des concessionnaires à titre gratuit : il étend les concessions de cette nature à tout immigrant, sans distinction de nationalité ; il accorde des terres aux orphelins et aux enfants nés dans la colonie, ce qui ne s'était pas encore fait et ne saurait être trop loué.

Malheureusement, à côté des éloges, bien des critiques doivent être adressées à ce texte. On peut dire, d'une manière générale, qu'il est comme le règlement de 1875, absolument incapable d'encourager la colonisation proprement dite : il ne renferme aucune disposition propre à provoquer un mouvement d'émigration vers la Calédonie, aucune de ces mesures de détail qui accueillent l'immigrant à son arrivée et lui facilitent son installation sur un point auparavant choisi ; il ne se préoccupe nullement d'adoucir pour le colon les difficultés du début par des avances de graines, d'instruments, par une organisation, même sommaire, du crédit. En un mot, le côté pratique fait totalement défaut. Sous ce rapport, des arrêtés antérieurs, ceux du 2 mai 1872 et du 21 juillet 1873, par exemple, étaient infiniment mieux compris. — D'autres reproches, plus précis, peuvent encore être faits. Notamment, il est bien difficile de deviner les raisons qui ont pu déterminer à restreindre l'étendue des concessions gratuites à 3 et 5 hectares, ce qui est manifestement insuffisant, surtout en ce qui concerne les officiers, fonctionnaires, etc., désireux de se fixer dans la colonie. N'est-il pas, de plus, bien rigoureux de refuser, tout au moins aux concessionnaires de cette dernière catégorie, la faculté de pouvoir affermer les exploitations qu'ils auraient ainsi constituées ? L'intérêt bien entendu de la colonisation n'est-il pas d'attirer dans la Nouvelle-Calédonie, par des avantages sérieux, des hommes qui offrent des garanties spéciales et pour lesquelles la concession accordée constitue en quelque sorte une rémunération de leurs services ? Enfin, dernière remarque, celle-ci concernant le paiement du terrain : n'eût-il pas été équitable de tenir compte, dans une certaine limite, de l'intérêt des sommes dûes à ceux qui paieraient comptant ?

Dans les années suivantes, divers arrêtés s'efforcent, ainsi

que nous le verrons, de remédier à certaines de ces imperfections.

Dans une dépêche du 13 janvier 1881, M. le ministre de la Marine et des Colonies Cloué accuse réception de l'arrêté du 11 mai 1880 et, tout en faisant quelques restrictions, l'approuve dans ses grandes lignes. Un intéressant passage de cette missive est consacré à la zone des cinquante pas géométriques. « Je ne suis pas d'avis » écrit le Ministre, « de laisser subsister d'une manière absolue la zone de réserve dite des cinquante pas géométriques.....; mais, par contre, rien n'empêcherait de stipuler que, si des terrains situés le long du littoral étaient nécessaires à l'établissement d'un service public, les détenteurs de ces terrains seraient tenus de les abandonner aux mêmes conditions que la colonie pour ses propres terrains lorsqu'ils seront revendiqués par l'État... » M. Cloué examine la question des cours d'eau non navigables et celle des bois et forêts. « Il y aurait, » dit-il, « un grand intérêt à ouvrir un paragraphe pour classer les cours d'eau non navigables ni flottables dans la catégorie des biens dépendant du Domaine public et à prescrire qu'aucune prise d'eau ne pourra être exécutée sur ces cours d'eau qu'en vertu d'une concession administrative..... En ce qui concerne le Domaine de la colonie, l'interdiction d'aliéner les grandes masses de bois et forêts est une mesure fort sage.....; mais la définition donnée par le dernier alinéa de l'article 6 de ce qu'on doit entendre par massifs de bois et forêts peut être un obstacle à l'application de la règle qu'on veut poser..... » En effet, l'arrêté a soin d'expliquer que l'interdiction ne s'applique qu'aux forêts supérieures à 5 hectares et qui sont couvertes de bois susceptibles d'une véritable exploitation. Dès lors, pour qu'une forêt rentre sous le coup de l'interdiction d'exploiter, il faut qu'elle présente ces deux conditions; d'où il résulte qu'une forêt supérieure à 5 hectares peut être défrichée si son couvert n'est pas susceptible d'une véritable exploitation. Mais, tout d'abord, que doit-on entendre par ces mots « véritable exploitation »? C'est là une première difficulté. Seconde difficulté : qui sera juge du caractère de cette exploitation et quels seront les moyens pratiques de constatation? D'autre part, on sait quelle influence pré-

pondérante le couvert forestier exerce sur la climatologie et principalement sur la conservation des sources et le régime normal des cours d'eau. En subordonnant la liberté de défricher à cette considération que le couvert n'est pas susceptible d'une véritable exploitation, l'arrêté va à l'encontre du but de conservation qu'impose l'intérêt général; car ce sont précisément les massifs forestiers non utilement exploitables, soit par la nature de leurs essences, soit par leur situation, qui concourent le plus à la conservation du sol des montagnes et au maintien régulier des rivières. On peut citer comme exemple des inconvénients graves du défrichement des forêts non exploitables, ce qui est advenu à la Réunion à la suite des concessions imprudentes accordées aux colons en 1840 dans le vaste cirque de Salazie.

Le 10 mai 1881, une décision du Gouverneur nomme une commission chargée d'examiner le travail présenté par la Direction de l'Intérieur sur les modifications à apporter à l'arrêté du 11 mai 1880, modifications demandées par la dépêche ministérielle du 13 janvier 1881.

L'année 1883, est intéressante au point de vue de la colonisation libre, grâce à l'initiative de M. le capitaine de vaisseau Pallu de la Barrière. Tout d'abord *une circulaire du Gouverneur, en date du 27 février*, fait connaître au commandant militaire et aux capitaines des bâtiments de la division navale, que les mesures suivantes sont prises au sujet des concessions à accorder aux sous-officiers de terre et de mer consentant à se fixer en Nouvelle-Calédonie, comme colons, à l'expiration de leur temps de service.

Avantages : 1° 20 hectares dont 7 hectares de terre cultivable et 13 hectares de pâturage, pour le colon célibataire. Le colon marié ou qui se marie a droit à une augmentation de 5 hectares dont 2 hectares de bonne terre, ou à une somme de 500 fr., représentative de la valeur d'un trousseau; l'Administration reste maîtresse de déterminer la nature de cet avantage; 2° un lot de village, dans le village le plus voisin, s'il en existe à proximité de la concession; 3° la ration militaire gratuite pendant trois ans : une pour le concessionnaire, une pour sa femme, une demie pour

chaque enfant; 4° une prime de 200 fr., en argent, 5° fourniture gratuite, jusqu'à concurrence d'une valeur de mille francs, d'outils, de graines, de vêtements, de literie et d'ustensiles; 6° prime de 200 fr. à 400 fr., accordée après la construction de l'habitation, suivant l'importance de celle-ci constatée par un expert; 7° transport gratuit jusqu'à la résidence; 8° droit de faire un voyage en France, avec passage gratuit sur un transport de l'État, après trois ans de résidence et si le concessionnaire peut confier la gérance de sa propriété à une personne présentant des garanties; 9° en cas de décès avant les cinq ans de résidence, la concession revient à la femme, aux orphelins ou aux héritiers, à condition qu'ils se conforment aux obligations imposées. Ils deviennent alors propriétaires définitifs cinq ans après l'installation du concessionnaire décédé; 10° dans les limites du possible, l'armée et la marine sont invitées à prêter leur concours pour faciliter les débuts des colons militaires qui sortent de leurs rangs.

Obligations 1° la concession est provisoire pendant cinq ans, à l'expiration desquels elle devient définitive et peut être vendue si le concessionnaire a satisfait pendant ce temps à ses obligations; 2° pendant cinq ans, résidence obligatoire ainsi que culture de la terre par le concessionnaire; 3° interdiction de faire aucun commerce pendant les trois ans d'allocation de vivres; 4° clôturer la propriété par des haies vives et planter un certain nombre de cocotiers; 5° après les cinq ans de résidence, les deux tiers de terres cultivables doivent avoir été défrichés et mis en rapport; 6° construction d'une habitation; 7° faute de remplir ces obligations le concessionnaire peut être déchu de ses droits et la concession fait alors retour au Domaine. — Pour être admis à bénéficier de ces dispositions, il faut avoir eu sous les drapeaux une conduite exemplaire et posséder une certaine connaissance de l'agriculture. La circulaire annonce en outre que les premiers colons qui profiteront de ces avantages seront installés dans les terres fertiles de l'ancienne ferme pénitentiaire de Canala, près d'un centre déjà créé. — Un arrêté du 20 mars suivant confirme cette circulaire. Ses considérants méritent d'être cités : « Considérant que les avantages faits par l'arrêté du 11 mai 1880 aux

militaires qui veulent se fixer dans la colonie sont insuffisants...; que les colons militaires peuvent contribuer efficacement à la défense du sol de la colonie...; en outre qu'il y a justice et convenance à fournir aux éléments de la colonisation libre des avantages qui ne soient pas inférieurs à ceux que possède la colonisation pénale... » Ainsi se trouvent modifiés les articles 64 à 69 de l'arrêté du 11 mai 1880. — Une décision du 27 septembre 1883, considérant « qu'il s'écoule un certain temps entre l'occupation des concessions d'une valeur supérieure à 20.000 fr., et le moment où ces concessions deviennent définitives par suite de l'approbation du département, et qu'il est équitable de percevoir une redevance pour cette occupation », établit une redevance de 1 fr. 50 par an et par hectare à payer par les propriétaires de ces terrains, depuis l'approbation en Conseil privé jusqu'au jour où le Ministre de la marine et des colonies statue définitivement sur les concessions.

Durant la même année, M. le Gouverneur Pallu de la Barrière, désireux de rechercher les moyens rationnels de remédier au fâcheux état de la colonisation libre agricole, nomme au mois d'avril une commission chargée d'étudier la question. Dans son rapport, cette commission propose les solutions suivantes : « Des concessions gratuites de 24 hectares, dont 4 hectares de terres à culture et 20 hectares de terre à pâturages, seraient accordées aux colons libres. Les émigrants seraient transportés gratuitement de France en Nouvelle-Calédonie. On donnerait, pendant les six premiers mois, des vivres aux membres des familles concessionnaires, et, comme ces secours ne suffiraient pas à assurer l'existence des colons jusqu'au jour où leurs terres seraient en plein rapport, des avances, garanties par une hypothèque sur la propriété concédée, pourraient être faites. » Chaque fois qu'un émigrant serait mis en concession, il serait versé à une caisse spéciale une somme de 1.200 francs, afin de permettre le service des avances. La concession serait gratuite, mais elle serait hypothéquée d'office pour le montant des avances; l'hypothèque serait la garantie de la dette contractée et serait levée après remboursement. Les avances seraient faites par l'une des grandes caisses

publiques et seraient garanties par l'État. Elles porteraient un intérêt aussi peu élevé que possible. Le remboursement serait effectué dans un délai de vingt ans, par exemple, et ne devrait commencer qu'à compter de la cinquième année en prenant pour point de départ la date de la mise en concession. Les avances seraient faites au fur et à mesure des besoins et sur la demande du concessionnaire; mais, afin d'éviter que certains immigrants paresseux ne cherchent qu'à toucher des avances pour abandonner ensuite une concession sur laquelle ils n'auraient rien fait, l'administration devra se réserver le contrôle de ces demandes, et pourra les repousser lorsqu'elle croira devoir le faire. » Ce système a produit d'excellents résultats dans certaines parties de l'Amérique. Le principe en est ingénieux et nous nous trouvons cette fois en face d'un véritable essai d'organiser le crédit pour les colons calédoniens. Il nous paraît toutefois un peu compliqué, exigeant une surveillance continuelle, des formalités nombreuses, et, par cela même, d'une application certainement mal aisée et peut-être très coûteuse. — Signalons enfin avant de quitter l'année 1883, un projet bizarre dont il est parlé dans le *Bulletin de la Société des Études Coloniales et Maritimes* (n° d'avril 1883). « Le gouvernement, dit cette revue, se préoccupe de l'épuisement des lots de concession à donner aux transportés par l'Administration pénitentiaire; pour parer à cette éventualité, on a proposé de demander aux colons libres une partie de terres qui leur ont été concédées, moyennant un paiement à effectuer non en argent, mais en travailleurs. Une commission composée de plusieurs colons a été chargée d'examiner ce projet et quoiqu'il n'y ait encore rien de définitif, on croit savoir qu'il est question d'estimer à 10 hectares la valeur que représenterait le travail d'un forçat durant trois années. » Et le *Bulletin* qualifie cette proposition particulièrement étrange dans un pays où plus de 200.000 hectares de terres à pâturages et à cultures étaient disponibles, de « combinaison assez heureuse ». « Ce projet, écrit de son côté l'*Avenir des Colonies et de la Marine*, a un côté séduisant, et l'idée pourrait être facilement appliquée si le travail du forçat était régulier et sérieux. Malheureusement il n'en est pas ainsi et nous

pensons que la Commission, après avoir pesé et mis tout dans la balance, augmentera l'estimation qu'elle avait faite tout d'abord et qu'elle la fixera à cinq ans au lieu de trois. » Il ne fut pas donné suite à cette idée.

Ainsi que nous l'avons vu, la commission réunie par M. Pallu de la Barrière en avril 1883 avait conclu qu'il était nécessaire d'apporter certaines améliorations aux dispositions de l'arrêté du 11 mai 1880 touchant les immigrants. D'autre part les dépêches ministérielles annonçaient l'envoi, dans la colonie, de divers convois de futurs colons. Un arrêté, promulgué le 27 mai 1884, s'efforce, tout en n'adoptant pas la plupart des réformes proposées par la Commission, d'accorder aux immigrants de réels et pratiques avantages, et abroge les dispositions antérieures sur le même sujet.

Arrêté du 27 mai 1884. — Tout immigrant, qui vient en Nouvelle-Calédonie pour se livrer au travail du sol et par suite être mis en concession, a droit aux avantages suivants : 1^o passage gratuit, de Nouméa au lieu de la concession, pour lui et sa famille. Le transport des bagages et du matériel agricole qu'il peut posséder est également gratuit (*art. 2*) ; 2^o délivrance de vivres à titre gratuit. La ration entière de vivres est donnée à l'immigrant et à sa femme, pendant six mois à compter de l'arrivée sur le lieu de la concession ; jusqu'à l'âge de quatorze ans les enfants n'ont droit qu'à une demi-ration (*art. 3*) ; 3^o concession gratuite d'un lot de village de 10 ares, et d'une concession rurale de 24 hectares dont 4 hectares de terres à cultures et 20 hectares de terres à pâturages. Chaque enfant né dans la colonie d'immigrants concessionnaires a droit à une superficie de 2 hectares de bonnes terres (*art. 4, 5*) ; 4^o délivrance d'outils, grains, semences et animaux pour une valeur de 150 francs. Certains instruments aratoires, tels que charrues, herses, etc., sont donnés par groupe de plusieurs immigrants (*art. 6*).

Pour jouir de ces avantages, chaque immigrant doit satisfaire aux obligations ci-après : 1^o la concession est provisoire pendant quatre années pour les immigrants mariés, six années pour les célibataires, à l'expiration desquelles elle devient défini-

tive; pendant cette période, la concession ne peut être vendue; 2° pendant ces quatre ou six années, résidence obligatoire et culture de la terre par le concessionnaire; 3° obligation de clôturer la propriété par des haies vives; 4° mise en rapport de la moitié au moins de la concession pour les immigrants mariés et des trois quarts pour les célibataires; 5° construction d'une maison habitable, soit sur le lot de village, soit sur la concession. Faute de remplir ces obligations le concessionnaire peut être déchu de ses droits et la concession fait alors retour au Domaine (*art. 7*). — En cas de décès du concessionnaire marié, avant l'expiration des quatre ans de résidence, la concession revient à la femme et aux enfants s'ils résident dans la colonie, à la condition qu'ils se conforment aux obligations imposées. Ils deviennent alors propriétaires définitifs quatre ans après l'installation du concessionnaire décédé (*art. 8*). — Les mêmes dispositions sont accordées aux militaires et marins qui veulent prendre leur congé dans la colonie. Ils reçoivent, en outre, une prime de 250 francs représentant le prix du voyage de France en Nouvelle-Calédonie (*art. 9*). — Les immigrants possédant un métier, qui désirent s'établir dans les centres de l'intérieur pour l'y exercer, ont droit à un lot de village de 20 ares. Ce lot devient leur propriété au bout de cinq ans ou dès qu'une construction habitable a été élevée sur le terrain provisoirement concédé. Dans le cas d'abandon, et dans le cas de changement de domicile avant la délivrance du titre de propriété, ce lot fait retour au Domaine (*art. 10*). — Ajoutons qu'il est construit par les soins de l'Administration, sur le lot de village, une case pour abriter l'immigrant dès son arrivée.

Peu après, le 16 août 1884, était rendu le fameux décret qui réservait à l'administration pénitentiaire 110.000 hectares pris parmi les terres les plus fertiles et restreignait d'autant le champ de la colonisation libre. — Le 15 décembre suivant, une dépêche ministérielle interdit au Gouverneur de consentir aucune aliénation de terrains sans l'adhésion préalable du Département.

II

En 1880 et 1881 pas de faits saillants à signaler. En 1882 une demande de 100.000 hectares, au prix de 24 fr. l'hectare, est repoussée avec raison : l'accueillir eût été créer un monopole, aller contre l'intérêt général. La même année un arrêté du 29 août prononce le retour au Domaine de seize lots du village de La Foa : ces lots avaient été donnés à titre gratuit à des Malabars qui, au bout d'un an, n'y avaient pas encore établi la moindre installation. En juin 1883 un plan d'immigration est projeté afin d'augmenter la population libre de la colonie : il consistait à appeler quatre mille colons français et à leur concéder 96.000 hectares ; on estimait la dépense à 6.350.000 fr. Inutile de dire que cette conception par trop hardie ne fut pas réalisée. Le tableau ci-contre indique quel était au mois d'avril 1883 l'emploi des terres en Nouvelle-Calédonie, tel que cela résulte d'un travail élaboré à cette époque par M. Gauharou.

Le chiffre si peu élevé des terres à cultures disponibles s'explique par la raison que sont seules comprises dans cette catégorie des terres excellentes, les terres d'alluvion. Il existe bien d'autres terres dont on peut tirer parti, mais outre qu'elles sont très disséminées, elles ne constituent pas une surface importante. Faisons également remarquer que, sur le total des terres concédées, 228.528 hectares ont été aliénés à des particuliers.

Le rapport de M. Gauharou était destiné à guider la commission chargée d'étudier la question de la fixation des réserves pénitentiaires. Cette question fut, on le sait, tranchée définitivement par le décret du 16 août 1884 qui ajoute aux surfaces déjà destinées à la transportation, 67.500 hectares dont 47.500 hectares choisis parmi les meilleures terres de la colonie et 20.000 hectares, composant la partie boisée de la baie de Prony. Il reste alors pour la colonisation libre environ 276.000 hectares de forêts et de terres à cultures et à pâturages. « Ces terres, dit M. Albert Grodet, dans un rapport au Ministre de la marine

LOCALITÉS.	Superficie. Hectares.	Terres concedées.	Réserves. péniten- tiaires.	Réserves indigènes.	Terres à cultures disponibles.	Terres à pâturages disponibles.	Fonds proprement dits et bois.	Forêts propres à la culture.	Mines concedées.	Terres inutiles ou minières.	Total égal.
1 ^{er} arrondissement . . .	430.000	41.005		2.118	Hectares. »	Hectares. 4.200	Hectares. 30.000	Hectares. 1.000	Hectares. 1.809	Hectares. 331.334	Hectares. 430.000
Ile Nou.	850	»	850	»	»	»	»	»	»	»	850
Presqu'île Ducos . . .	945	»	945	»	»	»	»	»	»	»	945
Ile Ouen.	3.400	»	»	3.400	»	»	»	»	»	»	3.400
Ile des Pins.	15.000	»	12.000	3.000	»	»	»	»	»	»	15.000
Lifou.	115.000	»	»	115.000	»	»	»	»	»	»	115.000
Maré.	65.000	»	»	65.000	»	»	»	»	»	»	65.000
Ouvéa	16.000	»	»	16.000	»	»	»	»	»	»	16.000
2 ^e arrondissement . . .	370.000	77.833	5.505	12,514	3.016	17.876	25.500	4.500	2.324	195.611	370.000
3 ^e —	430.000	49.371	11.312	27.760	350	83.700	30.000	5.000	430	213.572	430.000
4 ^e —	310.000	26.052	3.502	27.096	1.830	38.100	19.000	1.000	»	192.620	310.000
5 ^e —	335.000	34.266	8.646	41.076	1.875	64.000	6.000	6.000	257	162.937	335.000
Ile Paâba.	8.700	3.300	»	400	»	»	»	»	»	»	8.700
Iles Boulabio et Pam.	4.500	3.950	»	»	»	550	»	»	»	»	4.500
Ile Belep.	3.000	»	»	3.000	»	»	»	»	»	»	3.000
Ile Huon.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ile Chesterfield	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux.	2.102.395	235.777	42.760	316.434	7.071	208.426	110.500	17.500	4.820	963.033	2.102.395

et des colonies en date du 15 août, ne sont évidemment pas toutes propres à la culture, pas plus d'ailleurs que la totalité de celles prises pour la colonisation pénale, mais elles peuvent néanmoins être utilisées pour des plantations de caféiers, d'ananas et l'éleve du bétail. » Et il ajoute, faisant montre en cela d'un merveilleux optimisme : « Je n'hésite pas à affirmer que la colonisation libre ne sera pas sacrifiée. » Il ne se dissimule pourtant pas que l'administration locale fera observer que cette mesure contraire pour le moment le développement de cette colonisation; mais il fait remarquer que « si le Service local avait été plus prudent dans ses concessions de terres, il ne se trouverait pas aujourd'hui pris au dépourvu ». Et il insiste sur ce point, que les terres consacrées à la colonisation libre sont entre les mains d'un petit nombre de propriétaires qui occupent des surfaces considérables bien souvent inutilisées et qu'ils conservent uniquement dans un but de spéculation. Dans une dépêche ministérielle du 15 décembre 1884 au Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, M. Félix Faure répète ces reproches et écrit que « cet état de choses, contraire aux intérêts de la colonisation, a soulevé dans la métropole de vives critiques qui sont pleinement justifiées ».

Il est malheureusement trop certain que les premières concessions de terre avaient une étendue trop considérable pour qu'il fût possible de les mettre en culture et que l'on se bornait le plus souvent à faire de l'élevage sur des terrains qui auraient pu produire de riches récoltes. On trouve dans le rapport de la Commission d'avril 1883, que nous avons déjà cité, une très frappante description de cet état de choses. « S'il est un regret à exprimer, c'est que l'administration n'ait pas plus souvent usé de ce droit (de refuser une concession lorsqu'elle lui paraît s'écarter des conditions ordinaires); si elle l'eût fait, nous ne verrions pas de magnifiques plaines de terres à culture, immobilisées sans profit aucun, ni pour le propriétaire, ni pour la colonie, et servir exclusivement de pâturage. Nous ne verrions pas presque partout l'élevage fait d'une façon aussi inconsciente et aussi contraire aux intérêts de la colonie, aux intérêts mêmes

des éleveurs. Aujourd'hui, en effet, le personnel d'une station de plusieurs milliers d'hectares se compose d'un libéré et de deux Canaques; quant au matériel, il consiste dans une case, la plupart du temps en niaouli, et en deux ou trois chevaux. Pas une barrière, pas un are en culture; on vit exclusivement de bœuf salé, et le maïs consommé est acheté. Le troupeau vit à l'aventure, détruit tous les pâturages à la fois, et tous les ans on en fait le recensement. Les génisses produisent beaucoup trop tôt, les produits sont rachitiques et la race dépérit. Combien il serait préférable d'avoir des surfaces moins grandes, mais de les améliorer, de diviser les propriétés afin de laisser les pâturages se reposer et de maintenir la race (1). »

Mais il n'est pas moins vrai, d'autre part, que les critiques à l'adresse de l'administration locale, contenues dans la dépêche du 15 décembre 1884, sont quelque peu exagérées et, dans une certaine mesure, injustes. Il faut remarquer, tout d'abord, qu'il n'a été accordé d'aliénations de terres par l'administration locale que dans les conditions fixées par des arrêtés qui, tous, avaient reçu l'approbation du Département. De plus, les abus ne sont possibles qu'avec le mode de la concession gratuite et le mode de la vente de gré à gré : or, les arrêtés n'ont autorisé les concessions gratuites que pour certaines catégories d'individus nettement déterminées et le maximum d'étendue de ces concessions n'a jamais dépassé quelques hectares; quant aux ventes de gré à gré, d'après les arrêtés de 1875 et de 1880, elles n'ont été que l'exception; elles ne pouvaient être autorisées que par le Gouverneur en Conseil, ce qui était une garantie. Si l'on relève les ventes les plus importantes consenties sous le régime de ces

(1) Dans le but de provoquer la mise en culture des terres en friche, le sous-secrétaire d'État aux Colonies, dans une dépêche du 2 août 1884, propose au Gouverneur d'étudier le système suivant : soumettre à l'impôt toutes les terres possédées par des particuliers et laissées par eux incultes; la taxe serait calculée suivant la situation, la nature et la qualité du terrain. Afin d'encourager les défrichements et pour donner en quelque sorte une prime à l'agriculture, les terres mises en rapport seraient dégrevées au fur et à mesure qu'elles seraient cultivées, soit par le propriétaire lui-même, soit par son fermier.

deux arrêtés, on arrive aux constatations suivantes : *a*) sous le régime de l'arrêté de 1875, de cette date à 1880, les dix plus fortes aliénations, consenties par l'administration locale à dix propriétaires différents, ont porté ensemble sur 16.348 hectares de terres et ont produit 392.332 fr., soit 24 fr. environ par hectare. La plus forte vente porte sur 2.500 hectares; trois seulement des dix ventes dépassent 2000 hectares; *b*) sous le régime de l'arrêté de 1880, les dix aliénations les plus importantes font, au total, 24.591 hectares et ont produit 590.205 fr., c'est-à-dire environ 24 fr. par hectare. La plus forte vente a été de 4.309 hectares; elle a eu lieu au profit de M. Brun en 1882. Le même avait acquis en 1881 deux lots, l'un de 3.181 hectares, l'autre de 1.452 hectares. Les sept autres aliénations les plus importantes ont été faites à sept propriétaires différents; aucune n'atteint 3.000 hectares. — Notons enfin que la dépêche du 15 décembre semble attribuer à l'administration locale des actes dont toute la responsabilité remonte à l'État. C'est l'État, c'est le ministère de la marine qui, ainsi que nous l'avons vu, accorda à MM. Brown et Byrne une concession de 40.000 hectares, et fit donner par le commandant particulier de vastes espaces à MM. Paddon et Joubert; c'est à deux décrets que MM. Timothée Cheval et de Trazégnies d'Ittre durent leurs propriétés; ce sont des instructions ministérielles qui prescrivirent de donner 25.000 hectares de terres à la compagnie de la Nouvelle-Calédonie, devenue ensuite Société foncière calédonienne, puis Société franco-australienne, dite société Digeon.

Voici, d'après les Notices coloniales publiées à l'occasion de l'exposition universelle d'Anvers, la statistique des concessionnaires à la fin de 1884.

D'autre part, M. Le Clos, dans un rapport de 1884, évalue le personnel de l'agriculture à cent-soixante-treize individus, dont dix-neuf éleveurs, cinquante-cinq colons et quatre-vingt-dix-neuf cultivateurs divers, sur 2.301 habitants formant la population de l'Intérieur.

Ainsi que le montre la statistique des Notices coloniales, un certain nombre de ces colons sont étrangers. M. Charles Lemire

SUPERFICIES.	Fran- çais.	Anglais.	Alle- manda.	Suisses.	Grecs.	Italiens.	Chinois.	Arabes.
Au-dessus de 20.000 ^{ha}	2	»	»	»	»	»	»	»
— 12.000 ^{ha}	1	»	»	»	»	»	»	»
— 6.000 ^{ha}	3	1	»	»	»	»	»	»
— 3.000 ^{ha}	7	4	»	»	»	»	»	»
— 2.000 ^{ha}	6	3	1	»	»	»	»	»
— 1.000 ^{ha}	17	2	»	1	»	»	»	»
— 500 ^{ha}	26	8	5	»	»	»	1	»
— 100 ^{ha}	63	17	1	1	1	1	1	2
— 50 ^{ha}	31	3	2	»	1	»	»	»

constate ce fait, dans son *Voyage à pied en Nouvelle Calédonie*, publié à cette époque ». « A peine a-t-on quitté Nouméa, écrit-il, et vu les premières plantations que l'on est frappé de la diversité des nationalités des colons implantés dans la colonie. Sur une centaine de colons inscrits au rôle, il y en a un tiers d'origine allemande. Sur onze propriétés dans le domaine de Caricaté, il y a peu de propriétés françaises. La plupart appartiennent à des colons de race allemande, irlandaise ou chinoise. On comprend que les Anglais, qui ont les premiers exploité l'île, s'y soient fixés. Il faut dire à leur louange qu'en général leurs propriétés sont parfaitement entretenues; que leurs maisons sont très hospitalières, et que tous les colons d'origine étrangère sont Français de cœur, très attachés à la colonie, en parfaite intelligence avec tous. »

A la fin de 1884, les principaux centres agricoles de population libre sont les suivants :

Sur la côte ouest. — *Pont des Français* : près du pont dit des Français, situé à l'embranchement de la route qui conduit à la Dumbéa et de là dans l'intérieur de l'île, et de celle qui va à Saint-Louis et de là à la baie du Sud, sont groupés quelques habitants qui se livrent à la culture maraîchère. Ce point de la colonie, situé à 8 kilomètres du chef-lieu, fut occupé en 1855. — *La Dumbéa* : sur la rivière du même nom; c'est un véritable centre agricole; la première usine à sucre introduite en

Nouvelle-Calédonie en 1859 fut installée en cet endroit. Population européenne : cinquante-huit habitants. — *Païta* : situé à 29 kilomètres de Nouméa, a été fondé par les colons introduits en 1859 par M. Paddon. La culture de la canne, tout d'abord entreprise, a été abandonnée; il en est de même de celle des haricots et de la pomme de terre. On ne fait plus à Païta que l'élevage; il faut signaler pourtant quelques essais en vue de l'acclimatation de la vigne. Population européenne : cent soixante-neuf habitants. — *Saint-Vincent* : n'est pas à proprement parler un centre; c'est un vaste territoire sur lequel sont disséminées des stations de bétail. Population européenne : cinquante-huit habitants. — *Bouloupari* : dans une situation pittoresque, au pied du pic du Ouitchombo. Les terres ne sont utilisées qu'à l'élève du bétail. Population européenne : quarante-quatre habitants. — *La Foa* : la magnifique vallée de La Foa a été occupée par la colonisation en 1874. C'est un centre mixte où les concessionnaires libres et ceux de l'administration pénitentiaire ne sont séparés que par la rivière. Des terrains sont vendus 900 fr. l'hectare; la population libre y est de quatre-vingt-quatre habitants. — *Moindou* : situé à 152 kilomètres de Nouméa, fut créé par l'administration locale en 1873. On y cultive le maïs, le tabac, le café, le haricot et le manioc. Les terrains de culture valent de 300 à 500 fr. l'hectare. — *Téremba* : c'est le débarcadère de Moindou. — *Pouembout* : centre pénitentiaire; mais dans le haut de la vallée on compte quelques stations d'éleveurs. Population européenne : douze habitants. — *Koné* : à 10 kilomètres de Pouembout et séparé seulement de ce centre par des mamelons peu élevés; a été créé en 1882. La vallée de Koné réunie à celle de Pouembout forme une région très bien douée au point de vue agricole : les terres propres à la culture représentent une surface importante, et il y a de bons pâturages. Population européenne : cinquante habitants. — *Gomen* : établissement principal de la Société franco-australienne. On y cultive le maïs et on y fait en grand l'élevage des races bovine et ovine. Population européenne : trente-et-un habitants.

Sur la côte est. — *Hyenghène* : la vallée d'Hyenghène est

une des plus pittoresques de la Nouvelle-Calédonie; les terres y sont de bonne qualité. De vastes surfaces sont couvertes de cocotiers et alimentent le commerce de coprah. Population européenne : quarante-neuf habitants. — *Pounérihouen* : centre important de colonisation libre, possédant de bonnes terres à cultures et quelques bons pâturages. Population européenne : cent habitants. — *Canala* : l'un des centres agricoles les plus intéressants; il est situé au fond d'une baie d'une profondeur de plus de six milles. Ce qui domine à Canala, c'est la culture du café; il y a à ce point de vue des exploitations importantes. On y cultive aussi le riz et l'ananas. Population européenne : quarante et un habitants. — *Nakéty* : on y trouve des plantations de café et d'ananas. Population européenne : quatorze habitants.

Au Sud. — *Saint-Louis* : c'est l'établissement principal de la mission des pères maristes. Ceux-ci s'y livrent à des cultures diverses.

Iles Loyalty. — Il n'y a dans cet archipel que quelques Européens.

Donnons pour terminer un tableau des cultures de la Nouvelle-Calédonie en 1883.

LOCALITÉS.	NOMBRE D'HECTARES PLANTÉS EN						
	Cannes à sucre.	Caféiers.	Riz.	Coton- niers.	Mais.	Haricots.	Plantes vivrières.
	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.
Nouméa	»	»	»	»	»	»	70
1 ^{er} arrondissement.	130	1.000	»	15	160	25	470
2 ^e —	»	650	»	16	185	25	320
3 ^e —	103	865	»	»	»	»	157,05
4 ^e —	2	162	23	»	29	7	481
5 ^e —	»	1.095	»	»	11	0,50	246,70
Totaux . . .	235	3.772	23	31	385	57,50	1.744,75

Caractères généraux de cette période. — De nouvelles mesures sont prises concernant les concessions : les con-

cessions à titre onéreux sont accordées, moyennant un prix fixe payable par annuités, qui sont très faibles pendant les premières années et qui augmentent ensuite progressivement. Les concessions gratuites sont toujours dérisoires. Pourtant en 1883 et 1884, l'Administration locale édicte des dispositions rationnelles au sujet des sous-officiers de terre et de mer désirant se fixer comme colons, et de la mise en concession des immigrants.

Durant cette période, le nombre des aliénations est relativement important; il fléchit pourtant un peu à partir de 1883; le mode le plus employé est la concession à titre onéreux.

CHAPITRE VII

CINQUIÈME PÉRIODE : DE 1885 à 1895.

I

Dans une dépêche ministérielle du 19 octobre 1885, M. Rousseau informe le Gouverneur que le Département n'a pas approuvé l'arrêté du 27 mai 1884 déterminant les avantages à accorder aux immigrants qui viennent en Nouvelle-Calédonie et se rendent en concession. « Vous pouvez, ajoute-t-il, accorder des concessions à titre gratuit, en dehors du domaine pénitentiaire, aux colons arrivés dans la colonie en vue de profiter des avantages que leur offre l'arrêté du 11 mai 1880, aux militaires et marins congédiés dans la colonie, aux enfants nés dans le pays, aux Alsaciens-Lorrains. Vous devrez exiger de tous ceux qui sollicitent une concession dans ces conditions, non seulement l'exécution stricte des obligations qui leur sont imposées pour la mise en culture des terres concédées, mais encore la preuve que les concessionnaires sont de nationalité française. Cette preuve sera annexée au dossier de la concession. Par suite, l'arrêté du 11 mai 1880 devra être modifié en ce sens. Vous voudrez bien en outre veiller tout spécialement à ce que les concessions de cette nature se fassent, autant que possible, de manière à grouper les colons, afin qu'ils puissent s'entr'aider et former plus tard des centres de population agricole. D'ailleurs toutes les questions relatives au Domaine devront être soumises à l'examen du Chef du Service dont l'avis me sera toujours communiqué. Je saisis cette occasion pour vous rappeler que le

Chef du Service du Domaine a le devoir de s'assurer que tous les concessionnaires de terrains, à titre onéreux ou gratuit, ont accompli toutes les obligations qui leur étaient imposées; dans le cas contraire, ils devraient être dépossédés et les terres feraient retour au Domaine de l'État... » Un peu plus tard un arrêté du 18 décembre abroge l'arrêté du 27 mai 1884 et modifie l'article 64 de l'arrêté du 11 mai 1880 dans le sens indiqué par la dépêche du 19 octobre. On revient ainsi au système de 1880 dont l'expérience avait pourtant démontré l'insuffisance, et non seulement on y revient, mais encore on en restreint le champ d'application et on augmente comme à plaisir le nombre des formalités taquines. On se demande comment l'administration centrale d'alors pouvait sérieusement croire que des Français quitteraient leur patrie, feraient le lointain voyage de Nouvelle-Calédonie, pour se voir délivrer 3 hectares de terres qu'il leur serait peut-être (étant donnés le nombre des obligations et la surveillance exercée quant à leur exécution) impossible de conserver. Pourquoi dans un pays neuf où la population est insignifiante, ainsi que nous l'avons vu au chapitre précédent, exiger des concessionnaires la qualité de Français et décourager ainsi un grand nombre de bonnes volontés dont le concours eût été utile à la colonie? On cherche vraiment quelles considérations peuvent avoir dicté de semblables mesures.

Une autre dépêche de M. Rousseau, en date du 4 novembre 1885, se plaint de l'importance des sommes dues au Domaine (1). Il recommande au Gouverneur de n'accorder de prolongation de délai pour le paiement que dans les cas exceptionnels et parfaitement justifiés et prescrit à l'administration locale « de se départir de la tolérance excessive qu'elle a montrée jusqu'ici à ce sujet ». Il demande enfin qu'une commission établisse chaque année, après la clôture de l'exercice, le compte des sommes dues au Domaine et formule des propositions pour les annulations des créances irrécouvrables ou pour les reports sur

(1) Ces créances s'élevaient à 537.000 fr. dont 277.000 fr. environ paraissaient irrécouvrables.

l'exercice suivant qui lui paraîtraient justifiés. Cette commission fut nommée par une décision du Gouverneur du 3 mars 1886.

Par une extension abusive de l'article 50 de l'arrêté du 11 mai 1880, un certain nombre de particuliers s'installaient sur des terrains domaniaux, dont ils avaient demandé à faire l'acquisition ou la location, sans attendre la délivrance du titre régulier; d'autre part, des empiétements étaient commis sur la partie du domaine public dite des cinquante pas géométriques, sans que les personnes au profit desquelles l'occupation de ces réserves avait lieu, aient obtenu l'autorisation préalable de l'administration. Le 22 avril 1886 un arrêté est rendu par M. le gouverneur Le Boucher pour remédier à cet état de choses. Il décide que tout possesseur ou occupant irrégulier du domaine de l'État doit, dans les deux mois qui suivent la publication de l'arrêté, en faire la déclaration à la Direction de l'Intérieur; il faut que cette déclaration fasse connaître la situation et la contenance des terrains et la date à laquelle remonte chaque occupation (*art. 1 et 2*). Moyennant cela les détenteurs ou occupants irréguliers jouissent de la remise totale des intérêts, fermages ou autres revenus quelconques qu'ils ont pu retirer des biens domaniaux et sont à l'abri de toute demande d'indemnité ou de dommages-intérêts de la part de l'État (*art. 3*). L'arrêté règle ensuite les conditions suivant lesquelles des permis d'établissement peuvent être accordés : 1° pour les dépendances *du domaine public*, des permis d'établissement pour trois, six ou neuf ans dans les conditions prévues par l'article 15 de l'arrêté du 11 mai 1880, peuvent être consenties moyennant le paiement d'une redevance calculée à raison de 1 fr. 50 à l'hectare. A cet effet, une communication sera adressée à tous les propriétaires de terrains bordés par la zone maritime pour savoir s'ils veulent jouir de la préférence; à défaut d'une réponse dans les trois mois, cette zone pourra être louée à des tiers et mise en adjudication. 2° Pour les terrains dépendant *du domaine de l'État proprement dit*, des permis d'occupation valables pour une année sont délivrés, en attendant les instructions du Département, aux détenteurs qui en font la demande, moyennant le paiement d'une redevance fixée également

à 1 fr. 50 par hectare. Toutefois, pour les terrains compris dans les réserves que le décret du 16 août 1884 a affectées à la transportation, les permis d'occupation ne peuvent être délivrés qu'autant que les terrains occupés ne doivent pas être utilisés immédiatement pour les besoins des transportés (*art.* 4). Les prix des redevances sont payables en un seul terme et d'avance, au commencement de chaque année de location (*art.* 5). Les détenteurs ou occupants qui, dans les délais prévus, n'ont pas satisfait aux prescriptions des articles 1, 2 et 4 sont tenus de déguerpir immédiatement des terrains qu'ils occupent ainsi que de restituer tous les fruits ou revenus quelconques qu'ils ont pu retirer de ces terrains, le tout sans préjudice des dommages-intérêts auxquels ils pourraient être condamnés vis-à-vis de l'État.

En 1887 signalons tout d'abord une dépêche ministérielle du 18 mai, dans laquelle M. de la Porte invite le Gouverneur à appliquer strictement les dispositions obligeant les concessionnaires à clore leurs terrains. Nous reviendrons sur ce document dans la partie de notre étude plus spécialement consacrée à la question du bétail en Nouvelle-Calédonie. — Par lettre du 1^{er} septembre 1886, le Gouverneur avait adressé à l'administration centrale un état des concessions de terrains d'une valeur supérieure à 20.000 fr. faites à des particuliers de 1877 à 1882 (1).

Or, il résultait des pièces jointes à cette communication et notamment du rapport du Chef du Service du domaine de l'État en date du 26 juillet 1886, que, contrairement aux prescriptions de l'article 39, paragraphe 1^{er} du décret du 12 décembre 1874,

(1) État des concessions de terrains d'une valeur supérieure à 20.000 fr. effectuées de 1877 à 1882.

Années.	Nombre de concessions.	Superficie.	Valeur.
			fr.
1877	2	4.311 ^h 54 ^a 68 ^c	103.477,12
1879	5	8.983 ^h 01 ^a	215.592,24
1880	10	13.060 ^h 54 ^a	314.355,36
1881	14	19.138 ^h 51 ^a	459.324,23
1882	7	14.381 ^h 43 ^a 10 ^c	345.164,07

ces aliénations n'avaient pas été soumises à l'approbation du ministre et que même cette approbation du ministre, qui avait été expressément réservée dans l'acte de concession de M. Atkinson, n'avait jamais été demandée au Département par l'administration locale (1). Dans une dépêche ministérielle du 2 juin 1887, le chef de la 2^e division des colonies, M. Haussmann, dit qu'en principe ces concessions sont nulles et de nul effet et que le Département serait en droit d'en exiger le retour au Domaine; mais que, prenant en considération la situation difficile qui serait faite au budget local en présence des revendications légitimes que ne manqueraient pas de lui adresser les colons dépossédés, il consent à accepter les faits accomplis et à approuver les concessions. Il demeure pourtant bien entendu que les concessionnaires doivent avoir rempli toutes les obligations qui leur sont imposées par l'acte de concession et les arrêts en vigueur sur la législation domaniale; dans le cas contraire, ils doivent être immédiatement dépossédés et les terrains feront retour au domaine de l'État. — Dans une lettre du 2 septembre 1886, le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie avait appelé l'attention du Département sur les inconvénients qui résultaient de l'application d'une dépêche du 5 juin 1885 relative à la location à titre précaire des terres momentanément inutilisées du domaine de l'État. Il faisait remarquer que, si la clause de déguerpissement, insérée dans les baux de location en vertu des instructions ministérielles, avait sa raison d'être en ce qui concerne les terrains affectés à la transportation, il n'en était pas de même des terrains faisant partie du reste du domaine de l'État, cette clause ayant pour effet d'éloigner les concurrents des adjudications. Le Gouverneur demandait d'adopter pour la location des terres autres que celles du domaine pénitentiaire, certaines dispositions, et de ne réserver l'approbation du Département

(1) Dans son rapport du 26 juillet 1886, M. Carcopino-Tusoli pensait que tous les actes dans lesquels cette réserve n'avait pas été stipulée devaient être considérés comme valables; mais que la même règle ne paraissait pas devoir être suivie dans le cas de M. Atkinson, en raison de la mention insérée dans l'acte relativement à l'approbation ministérielle.

pour les locations amiables qu'à propos des baux relatifs à des terrains ayant une superficie supérieure à 20 hectares ou dont le prix annuel dépasserait 500 fr. Il estimait enfin que la réserve de l'approbation ministérielle n'était pas nécessaire pour la location des terrains momentanément inutilisés du domaine pénitentiaire, puisque la cause spéciale de déguerpissement immédiat sauvegardait toujours les droits du Département. Dans une seconde dépêche ministérielle du 2 juin 1887, M. Haussmann informe le Gouverneur qu'il donne son approbation à ces différentes propositions, sous cette réserve expresse que tous les baux de location lui seront immédiatement transmis. On trouve là une nouvelle manifestation de cette fâcheuse tendance à la centralisation à outrance dont était, à cette époque, animée l'administration centrale. — Signalons encore, en 1887, deux décisions de M. le gouverneur Nouet concernant les attributions du Chef du Service du Domaine de l'État quant aux locations de terrains (1). La première, du 28 mars, décide que ce fonctionnaire prépare les contrats des locations de terrains dépendant du domaine pénitentiaire qui peuvent être consentis conformément à la dépêche du 5 juin 1885. La seconde, du 26 septembre, rapporte la précédente et charge l'Administration pénitentiaire ou la Direction de l'Intérieur de préparer les contrats de location ou autres relatifs au Domaine, suivant que les immeubles dont il s'agit se trouvent ou non parmi ceux affectés à la transportation. Au reste, ces contrats doivent toujours être communiqués au Chef du Service du Domaine de l'État avant d'être soumis au Gouverneur. Enfin, une dépêche ministérielle du 25 octobre autorise l'Administration locale à disposer à titre onéreux, sous le contrôle de l'État, des terrains disponibles.

Par décision du 6 avril 1889, une commission du Domaine est instituée. — Une autre décision locale du 3 juin 1889 nomme une commission à l'effet d'étudier le meilleur mode de mise en ferme des terrains du Domaine. — Le 6 juin une circulaire ministérielle, au sujet de l'émigration française, est adressée au

(1) Le Service du Domaine de l'État en Nouvelle-Calédonie fut constitué par une décision du Gouverneur en date du 29 septembre 1885.

Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie. Elle est des plus intéressantes et abonde en aperçus exacts au sujet des causes de non-réussite de la colonisation calédonienne et en idées ingénieuses et pratiques quant aux réformes capables de modifier dans une certaine mesure cette situation. M. Étienne commence par faire remarquer que divers États de l'Amérique du Sud ont constitué dans plusieurs régions de la France des agences chargées de recruter des travailleurs parmi les populations rurales. Grâce aux avantages faits aux cultivateurs français, ceux-ci quittent en assez grand nombre la métropole et vont porter en des pays étrangers une main-d'œuvre qui pourrait être utilement employée à la mise en valeur des terrains cultivables dans certaines de nos possessions. Pourquoi ne pas s'efforcer de détourner ce courant d'émigration vers la Nouvelle-Calédonie, où l'Européen peut, grâce à l'excellence du climat, s'attacher au sol et constituer une famille? « Il ressort de la plupart des demandes de concessions de terres adressées à l'administration des colonies que les cultivateurs français, sollicités par les agents étrangers, seraient disposés à se rendre dans nos établissements d'outre-mer, si l'administration leur promettait des garanties et des avantages équivalents à ceux que l'étranger fait miroiter à leurs yeux... L'ignorance de la condition qui lui sera faite à son arrivée dans un pays nouveau est une des principales causes qui retiennent le cultivateur français et le font hésiter à se rendre aux colonies; l'exemple des compatriotes ayant réussi dans nos colonies de peuplement n'est pas encore venu lui rendre palpable l'intérêt qu'il aurait à profiter des passages gratuits que l'État met à sa disposition et, la plupart du temps, ceux qui demandent à bénéficier de cette faveur sont peu ou mal préparés à la vie de colon. » Et M. Étienne continue en énumérant les devoirs de l'Administration vis-à-vis des émigrants et expose comment ceux-ci doivent être mis en possession de leurs lots. « L'administration a le devoir de choisir avec un soin particulier les émigrants qui présentent le plus de garanties; il serait indispensable qu'elle pût donner à ceux-ci des renseignements précis sur la situation qui leur sera faite dès leur arrivée à destination;

de leur indiquer, par avance et d'une manière certaine, l'étendue du terrain et l'emplacement qui leur sera concédé; de préciser enfin, suivant la région où ils seront placés, la nature des cultures qu'ils auront à pratiquer. Il faut en outre que le futur colon soit assuré de trouver sur sa concession, non seulement un abri tout au moins provisoire pour lui et sa famille, s'il est marié, mais encore un sol défriché, ensemencé et dont il n'aura qu'à continuer l'exploitation, au lieu de courir comme par le passé le risque de tentatives infructueuses qui peuvent le décourager et lui faire perdre toute énergie. » Pour atteindre ce résultat, le sous-secrétaire d'Etat invite le Gouverneur à faire procéder au lotissement, par concessions de 25 hectares, des terrains que l'État ou la colonie possède et qui peuvent être affectés à la colonisation libre. Cette superficie de 25 hectares, très suffisante pour occuper une famille et assurer son existence, pourrait être divisée en deux lots pour l'installation de deux ménages, et en quatre si on doit les attribuer à des travailleurs non mariés. Un plan de ces terrains serait établi, indiquant les limites de chaque concession, les cours d'eau, s'il y a lieu, et sommairement les reliefs du sol ainsi que les diverses cultures que comporte la nature du terrain. La main-d'œuvre pénale coopérera, au fur et à mesure des besoins, au défrichement des terres, à leur ensemencement et à la construction des paillottes. M. Étienne termine en priant le Gouverneur de faire commencer ces travaux sur l'un des points reconnus propres à l'établissement des colons et de lui adresser, dès que cela lui sera possible, pour un premier groupe de 30 lots environ : 1° le plan de lotissement; 2° la désignation des cultures arrêtée par une commission dont feront partie le chef de l'arrondissement, un agent des travaux et l'un des agents de culture entretenus par l'Administration pénitentiaire.

Par une lettre du 28 septembre 1888, le Gouverneur avait transmis au Département les propositions d'une commission chargée d'examiner les conditions dans lesquelles pourraient être louées les réserves du domaine de l'État affectées à la transportation et pour le moment inoccupées ou inutilisables. La com-

mission proposait de diviser ces réserves en deux catégories : la première comprenant les terrains qui peuvent être utilisés dans un délai assez rapproché, la seconde comprenant ceux dont on ne prévoit pas, pour le moment, l'utilisation. Pour les premiers on conserverait le mode de location à titre précaire avec clause de déguerpissement après six mois de préavis ; pour les seconds cette clause serait supprimée. Le Gouverneur faisait connaître qu'il n'était pas partisan de cette dernière mesure et demandait à être autorisé à traiter de gré à gré pour la location des terrains de la seconde catégorie, avec faculté d'abandon de la clause de résiliation ; il assurait que l'adjudication avait pour principal effet de donner en location à vil prix les terrains du Domaine, vu le manque de concurrence. Dans une dépêche ministérielle du 25 novembre 1889, M. Étienne déclare qu'il convient de maintenir le *statu quo*, attendu que « la constitution prochaine d'un domaine local va nécessairement obliger l'administration à modifier les arrêtés qui règlent le mode de vente et de location des terrains, et permettre de supprimer définitivement la clause de déguerpissement qui n'avait été insérée dans les contrats qu'en vue de ne pas engager l'avenir tant que la question du Domaine ne serait pas définitivement résolue ».

En 1892 on peut signaler un arrêté du 26 mars admettant les concessionnaires de terrains d'une contenance supérieure à 40 hectares, à jour au 31 décembre 1892 des termes venus à échéance à cette date, et ayant à effectuer un versement de 4 francs, pendant les trois dernières annuités, à ne verser jusqu'à parfait paiement de leur prix qu'une somme de 2 francs, par hectare et par an ; ces concessionnaires doivent acquitter, avec le dernier terme, un intérêt au taux de 6 % l'an sur les fractions du prix dont le versement se trouve différé. Cela fut édicté dans le but de faciliter la libération des colons que le bas prix du bétail avait mis dans une situation précaire. — Mais l'acte important de l'année est la dépêche télégraphique du 2 octobre, dans laquelle M. le Sous-secrétaire d'État Jamais déclare qu'il ne donnera plus son approbation à aucun acte d'aliénation. Les locations avec promesse de vente deviennent par suite

impossible au même titre que les aliénations proprement dites. Les locations simples restent seules permises.

Une décision du 1^{er} septembre 1893 nomme une commission à l'effet d'étudier et de fixer les bases d'après lesquelles peut être modifié l'arrêté du 11 mai 1880 dans ses dispositions relatives aux concessions à accorder aux enfants nés dans la colonie (*art. 71 à 74*). — Un arrêté du 24 octobre suivant, considérant qu'à la suite des sinistres qui ont ravagé la colonie dans les six premiers mois de 1893, il est nécessaire, dans l'intérêt du fisc aussi bien que des débiteurs du Domaine, d'accorder à ceux-ci des facilités de paiement, prend les dispositions suivantes : les acquéreurs des biens domaniaux, soit par concession à 24 francs l'hectare, soit par rentes perpétuelles transformées, soit encore par contrat de gré à gré ou adjudication, sont autorisés, sur leur demande écrite, pour les termes arriérés et ceux restant dus, à se libérer ainsi : la situation de chaque demandeur sera établie par le Domaine en principal et en intérêts, le 31 décembre 1893, et de ce jour, les intérêts à 6 % l'an courront sur le reliquat au profit de la colonie ; ce reliquat sera payable par douzième en six années, soit du 1^{er} janvier au 1^{er} avril 1894, du 1^{er} juillet au 1^{er} octobre 1894 et ainsi de suite par semestre jusqu'à parfait paiement. Le compte des intérêts sera toujours établi par mois et pour le mois entier. Le débiteur qui, au 1^{er} avril ou au 1^{er} octobre, n'aura pas effectué le versement des douzièmes échus aux dates précitées du 1^{er} janvier et du 1^{er} juillet perdra le bénéfice de ces dispositions et la créance du Domaine deviendra exigible dans les quinze jours qui suivront la notification de la contrainte avec mise en demeure.

On sait que durant cette période, 1885-1895, de nombreux projets de décret furent préparés afin de donner une solution à la question du domaine. Il n'est pas sans intérêt de rechercher les modes proposés dans ces projets quant à l'aliénation des terres domaniales. C'est ce que nous allons faire.

1^o *Projet élaboré en 1888 par le conseil général de la Nouvelle-Calédonie.* — Les îles et îlots, ainsi que les bois et forêts sont déclarés inaliénables. Il en est de même des réserves indigènes et

des terrains affectés aux services publics. — Les concessions sont faites par l'Administration locale sous le contrôle de l'État. — Les concessions antérieures sont ratifiées et consolidées.

2° *Projet de la sous-commission choisie à la fin de 1889, par M. Étienne dans le sein de la commission plénière du Régime Pénitentiaire aux colonies.* — L'économie générale du projet est de diviser le territoire de la Nouvelle-Calédonie, en dehors du régime pénitentiaire et des terres déjà aliénées en deux parties : l'une de 200.000 hectares à pâturages qui constitue le domaine colonial; l'autre, comprenant tout le reste, appartient à l'État qui garde ainsi 110.000 hectares de terres affectées à l'administration pénitentiaire, 110.000 hectares de réserve canaque inaliénable et 1.209.000 hectares, différence entre 200.000 hectares et le reste du domaine public non encore aliéné. Dans cette répartition, la presque totalité des terres cultivables se trouve dans le domaine de l'État. En effet, les tribus canaques s'étaient installées dans le creux des vallées, là où la profondeur de l'humus leur permettait d'obtenir sans grand travail des végétaux à racine profonde, comme l'igname; ces terres leur ont été laissées. De son côté l'administration pénitentiaire, en 1884, ayant en vue la création de centres agricoles, avait naturellement pris les terres les plus riches.

Était-il possible de trouver des acquéreurs pour le domaine colonial ainsi constitué? Cela ne nous paraît pas vraisemblable. « Les terrains dits pâturages », expose M. le gouverneur Pardon, dans un rapport au sous-secrétaire d'État en date du 20 mai 1890, « ne peuvent, dans l'état actuel, vu l'expérience agronomique, être employés que pour l'élevage. Or, pour l'élevage, on louera peut-être des terres; on n'en achètera pas. La valeur du bétail est trop incertaine en Nouvelle-Calédonie. Elle est actuellement de 0 fr., 35; mais il n'y a qu'un seul acheteur, la Société Prévot-Digeon-Ballande; que cette société liquide sa fabrication de conserve sur laquelle elle est en perte tant que la viande ne tombe pas au-dessous de 0 fr., 36, et, sur la production annuelle du bétail qui peut être évaluée au moins à 200.000 caisses, la consommation tombera à 7 ou 8 mille à peine. Il n'y

a guère plus d'un an, nous avons vu le bétail à si bas prix que les frais de prise dépassaient la valeur. Personne ne sera assez imprudent pour faire, en vue de résultats aussi incertains, une acquisition définitive. On se contentera de louer, comme actuellement, ces terres à 1 fr., 50 l'hectare en moyenne. Or, on peut dire que tout ce qui peut être loué de ces 200.000 hectares l'est déjà et cela ne monte guère qu'à 20.000 hectares. Le reste trouvera difficilement preneur. » L'État pouvait-il, de son côté, sur les terrains que le projet lui laissait, faire de la colonisation? Pas davantage. Les acquéreurs du domaine de l'État n'auraient pu faire que de l'agriculture puisque les pâturages étaient donnés à la colonie; or, chacun sait qu'il n'y a pas de bonnes fermes sans pâturages et que le cultivateur prudent consacre toujours à l'élevage une partie de son temps et de ses ressources. Mais, dira-t-on peut-être, les concessionnaires des terrains à culture de l'État auraient pu acquérir de la colonie des terres à pâturages? Non, car il n'y aurait eu aucune concordance entre les ventes ou concessions de terres à cultures et les adjudications de terres à pâturages. Ce qu'il faut, c'est faire un allotissement comprenant les unes et les autres, et, pour cela, un propriétaire unique est nécessaire.

Le projet de décret détermine les conditions d'aliénation, par la colonie, de son domaine. En principe, l'aliénation ne peut se faire que par voie d'adjudication publique; au-dessus de 5000 fr., l'approbation du ministre est nécessaire. Que penser de cette dernière disposition? N'est-il pas évident que le retard de quatre à cinq mois imposé ainsi à la conclusion de l'acte et l'obligation de tenir pendant ce temps le montant du prix disponible sont de nature à empêcher toute transaction? De plus, quels nouveaux éléments d'appréciation peut avoir le Ministre, qui aient échappé au Gouverneur en Conseil privé, représentant de l'État dans la colonie?

L'article 3 décide que l'État annulera dans le délai d'un an, à son profit, tous les contrats anciens dont la clause n'aurait pas été exécutée, c'est-à-dire, par exemple, ceux pour qui les redevances n'auraient pas été payées. Cette disposition a provoqué de vives

controverses. « L'article 3 du projet est draconien, » dit M. Pardon. « J'entends bien que l'on vise par cette déchéance celle de la loi du 15 Floréal an X (*art.* 8) et de l'ordonnance du 15 Juin 1817. Mais ces actes ne concernent que les biens vendus au nom de l'État. Ils ne s'appliquent donc pas aux aliénations consenties en Nouvelle-Calédonie au nom du domaine colonial et c'est la presque universalité des cas. Les acquéreurs menacés de déchéance ne manqueraient pas d'invoquer le droit commun des articles 1654, 1655, 1656 du code civil auquel ils étaient soumis et d'après lequel l'action résolutoire doit être demandée en justice au moment du contrat. » Il ne nous paraît pas que cette argumentation soit décisive. En effet, en droit, les concessions faites par la colonie sont nulles, comme consenties *a non domino* ; et, à l'exception de celles consolidées par la prescription, l'État ne doit aux autres aucun respect. Il les ratifie s'il lui plaît ; mais alors il peut mettre à cette ratification telles ou telles conditions, et il a par suite incontestablement le droit de stipuler une condition suspensive de cette ratification, notamment le paiement dans un certain délai de redevances arriérées ou l'exécution des autres obligations de la concession. — Mais le droit strict n'est pas toujours l'équité et parfois son application rigoureuse peut être contraire à l'intérêt public bien entendu ; en la circonstance qui nous occupe, notamment, les dispositions de l'article 3 n'eussent produit pour la colonisation que de néfastes résultats. Le bon sens indique que les concessionnaires pouvaient ignorer les nombreuses contradictions de la législation domaniale Calédonienne et avaient pu recevoir de très bonne foi leurs propriétés de la colonie. « En équité, » écrit M. Pardon « peut-on par une mesure brusque déposséder des gens à qui l'on a tacitement ou même expressément accordé des délais ? Quelques-uns de ces colons en retard sont intéressants. D'autres ont établi des industries auxquelles la prospérité de la colonie est attachée. La société franco-australienne et ses ayant-causes MM. Prévot, Ballande, Digeon, par exemple, ce n'est pas de l'administration locale qu'ils tiennent les délais qui leur sont généreusement et à si juste titre accordés. Ce que vous ne pouvez pas faire vis-à-vis d'eux, les

plus grands propriétaires, les plus riches, comment le ferez-vous à l'égard des petits et des pauvres? L'exécution des conditions, le paiement des redevances arriérées, nous l'obtiendrons; mais il faut pour cela un peu de temps et beaucoup de prudence. La déchéance de droit ne nous rapporterait rien. Elle jetterait la colonie d'une crise financière en une révolution. » Il est impossible de dire mieux.

3° *Projet de décret de M. Noël Pardon*, présenté à la suite de son rapport du 20 mai 1890. — Les concessions, aliénations et locations des terrains domaniaux sont consenties au nom de l'État par le Gouverneur en Conseil privé, dans des conditions à déterminer ultérieurement par décret ou arrêtés approuvés par le Sous-secrétaire d'État aux colonies. Il ne peut être accordé de concession, de vente ou de location, sur le territoire canaque, ni sur le domaine pénitentiaire tant que ce dernier sera affecté à la transportation.

4° *Projet de décret adopté par la commission du régime pénitentiaire aux colonies* dans sa séance du 17 mars 1891 et adressé au Sous-secrétaire d'État par lettre du 26 mars. — Ce projet fait abandon à la colonie de toutes les terres de la Nouvelle-Calédonie, à l'exception du domaine pénitentiaire, des réserves indigènes, des immeubles appartenant à l'État et des cinquante pas géométriques. Le domaine de la colonie peut dès lors être évalué à 1.600.000 hectares, dont 250.000 à 300.000 hectares de terres à cultures ou à pâturages.

Les immeubles appartenant au service local ne peuvent être aliénés que par voie d'adjudication publique ou d'échange, sauf pour un objet d'utilité générale et sur l'approbation préalable du Ministre chargé des colonies. Cependant, des concessions, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, peuvent être accordées aux immigrants, aux anciens militaires et marins, et aux fonctionnaires congédiés ou retraités dans la colonie. — Un décret ultérieur déterminera les conditions dans lesquelles seront faites les locations, aliénations, concessions aux particuliers. Toutefois, pour permettre à l'État comme à la colonie, jusqu'à la promulgation de ce décret, de tirer parti de leur domaine respectif, on

laisse à un arrêté local le soin de déterminer les conditions dans lesquelles ces biens peuvent être aliénés. Cet arrêté ne deviendra exécutoire qu'après avoir été approuvé par le Ministre chargé des colonies. Dans le délai d'un an, le Gouverneur adressera au Ministre la liste des ventes, concessions et aliénations pour lesquelles les contrats de cessions n'ont point été exécutés. La déchéance en sera prononcée au nom de l'État sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées pour le recouvrement des sommes dues à l'État. Sont au contraire ratifiées et continuent à être exécutées conformément à la législation sous l'empire de laquelle elles ont été consenties, les ventes et concessions de terrains faites par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et pour lesquelles les charges du contrat ont été remplies. — Les actes relatifs au Domaine de la colonie sont passés par le directeur de l'Intérieur.

5° *Projet de décret de M. Noël Pardon.* — Ce projet diffère du précédent sur les points suivants : *a)* il fixe à 25 hectares la superficie maxima des concessions de biens ruraux ; *b)* des concessions domaniales peuvent également être faites par délibérations du conseil général aux associations, ou aux compagnies ou aux particuliers qui se chargeraient de l'exécution de travaux d'intérêt colonial tels que routes, chemins de fer, quais, etc. Ces concessions ne deviennent définitives qu'après approbation des décisions du conseil général par décret rendu dans la forme de règlements d'administration publique ; *c)* sont ratifiées les ventes ou concessions de terrains faites par le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie antérieurement au présent décret.

6° *Projet de l'Administration, en 1894.* — L'État garde la propriété du Domaine ; il n'abandonne à la colonie que les immeubles acquis par elle ou affectés à son service et les biens vacants et sans maîtres.

Les concessions, aliénations ou locations de terrains domaniaux sont consenties au nom de l'État par le Gouverneur en Conseil privé dans des conditions à déterminer ultérieurement par décrets ou arrêtés approuvés par le sous-secrétaire d'État aux colonies.

7° *Projet de l'Administration, également en 1894.* — L'État abandonne le domaine à la colonie, à l'exception des terrains affectés à la Transportation, des réserves indigènes, des immeubles appartenant à l'État et de ceux occupés par certains services publics de l'État.

Les biens suivants ne sont pas susceptibles d'aliénation : 1° les biens de toute nature dont se compose le domaine public ou ceux que le code civil et les lois générales métropolitaines déclarent non susceptibles de propriété privée; 2° le littoral de la mer dans une zone de 81^m.20; 3° une zone de même étendue sur le contour des étangs et marais-salants, lacs, mares et bassins des embouchures de rivières accessibles aux bateaux et embarcations; 4° les fleuves, rivières et cours d'eau, même ceux non navigables et flottables, ainsi qu'un chemin de halage de 10^m à prendre sur chacune de leurs rives; 5° les îles et les îlots autres que la Grande-Terre; 6° les réserves indigènes, tant que le retour au domaine de l'État n'en a pas été prononcé par la voie de décret; 7° les immeubles affectés aux services publics de l'État ou de la colonie, tant que la désaffectation n'en a pas été prononcée sur la proposition du service affectataire par le Gouverneur en Conseil privé.

Les autres immeubles appartenant à l'État ou à la colonie peuvent être aliénés, mais seulement par voie d'adjudication publique; toutefois, lorsque ce mode est reconnu impraticable et après une tentative d'adjudication demeurée infructueuse, la vente peut être consentie à l'amiable, mais l'acte qui la réalise est, dans ce cas, soumis à l'approbation du Ministre des colonies et ne devient définitif que du jour de cette approbation. Il en est de même en matière de location ou d'amodiation; cependant, les locations ou amodiations qui ont pour objet des terrains d'une contenance inférieure à 20 hectares ou dont le prix annuel ne dépasse pas 500 fr., sont dispensées de l'approbation ministérielle. Des concessions de biens ruraux peuvent être accordées par le Gouverneur en Conseil privé, soit à titre gratuit (jusqu'à 25 hectares), soit à titre onéreux, aux catégories de personnes indiquées dans des projets précédents, auxquelles il

faut ajouter les enfants nés dans la colonie de parents français. — Les conditions dans lesquelles les biens de l'État ou de la colonie peuvent être vendus, échangés, donnés à bail, seront établis par un décret ultérieur.

Les actes d'aliénation des terrains appartenant à la colonie sont dressés en minute et passés par le Directeur de l'Intérieur ou son délégué; ils sont définitivement approuvés par le Gouverneur en Conseil privé. — Les mêmes actes concernant les immeubles réservés au profit de l'État sont également reçus par le Directeur de l'Intérieur. Toutefois, ceux relatifs aux immeubles affectés à la transportation et au service militaire sont passés par le directeur de l'Administration Pénitentiaire ou le chef du Service administratif. Ils sont ensuite soumis au Gouverneur en Conseil privé. Lorsque la valeur de l'immeuble aliéné ou échangé appartenant à l'État est supérieure à 10.000 fr., l'acte est dans tous les cas soumis à l'approbation du Ministre des colonies.

En attendant la promulgation du décret qui doit établir les conditions d'aliénation, les ventes, concessions, échanges ou locations de terrains domaniaux sont régis par les lois, décrets, ordonnances et règlements métropolitains qui n'ont rien de contraire au présent décret.

II

D'après les renseignements fournis au Département il résulte qu'en 1886 les terres concédées se répartissent entre 256 propriétaires environ, selon les proportions suivantes :

150 propriétaires possèdent de	50 hectares	à	500 hectares
50 — —	500 —	1000 —	
20 — —	1000 —	2000 —	
20 — —	2000 —	3000 —	
10 — —	3000 —	4000 —	
5 — —	4000 —	5000 —	
1 — —		plus de 15.000 hectares,	

Les petits colons, ceux qui possèdent moins de 50 hectares, représentent alors au point de vue de la superficie occupée un chiffre tout à fait insignifiant.

En 1888 un télégramme, en date du 7 avril, du ministre de la Marine annonce au Gouverneur le transport par le *Nantes* de 21 hommes, 11 femmes et 20 enfants pour la Nouvelle-Calédonie et le prie de les mettre en concession.

En 1889-1890 un très sérieux essai de colonisation est, en vue d'appliquer les prescriptions de la dépêche ministérielle du 6 juin 1889, tenté sur le domaine de la Ouaménie, situé à proximité de Bouloupari qui est relié à Nouméa par une route achevée. On affecte à cette expérience 6000 hectares de terres, achetés à M. Cardozo, dont 1/6 de terres arables, 3/6 de pâturages, le reste en bois et en marécages. Une section mobile de quatre cents relégués est installée sur les lieux et chargée de préparer les lots destinés aux immigrants libres : ils doivent créer ou réparer les chemins, déboiser les terrains propres à la culture, tout en respectant les forêts à caféiers, les défricher et les mettre, par trois labours, en état de recevoir : les moins bons, du manioc; les sablonneux, des patates; les meilleurs, du blé; ils doivent enfin accomplir des travaux d'irrigation et construire des habitations en bois et en torchis. Le Gouverneur, M. Noël Pardon visite les travaux et s'en montre satisfait. Dans une communication du 20 novembre 1889, il demande au sous-secrétaire d'État de porter à 500 condamnés l'effectif du détachement et sollicite l'autorisation d'acheter en Australie tout un matériel agricole, notamment des charrues-défricheuses à vapeur. Dans une dépêche ministérielle du 29 janvier 1890, M. Étienne n'accorde pas de réponse favorable à ces propositions. « L'administration pénitentiaire, » dit-il « n'aura qu'à prélever les instruments agricoles qui lui sont nécessaires à cet effet, soit sur les approvisionnements conservés au magasin central, soit sur le matériel de réserve... Il demeure bien entendu, enfin, que l'administration doit se borner pour le moment sur ce point à opérer l'aménagement matériel des terrains destinés à être affectés par la suite à l'installation d'immigrants libres, les dépenses (si fai-

bles qu'elles puissent être d'après vos indications) résultant de la construction des logements, ne devant, en aucun cas, incomber au budget de l'État. »

Lorsque le domaine est aménagé « treize familles de papetiers originaires de la Dordogne viennent prendre possession de ce village au nom de l'agriculture française; une revue de géographie l'annonce sous ce titre pompeux : Réveil de la colonisation française (1). » Ces colons étaient envoyés par la Société de Colonisation (société ayant son siège social à Paris), à la suite d'un contrat intervenu entre elle et l'Administration. Dans un rapport du 20 novembre 1890, M. Pardon fait de leur arrivée à Nouméa et de leur mise en concession une bien charmante peinture, d'une couleur locale pleine de saveur et que nous croyons curieux de rapporter presque intégralement « Dans l'après-midi, le 12 novembre, les immigrants sont descendus à Nouméa qu'ils désiraient vivement voir et, sous la conduite d'un employé de la Direction de l'Intérieur, ont fait divers achats dans les magasins du chef-lieu; le soir, ils se sont embarqués sur le *Nouméa* qui, dans la journée, avait accosté le paquebot des Messageries maritimes et pris tous les bagages. Le lendemain, à quatre heures du matin, le *Nouméa* se dirigeait vers Bouloupari où des instructions avaient été données pour que le débarquement et le transport fussent le plus rapidement possible effectués par le quai Olry et le centre de Bouloupari..... Vers deux heures, le convoi tout entier est arrivé, les femmes et les enfants sur les voitures qui portaient les bagages, les hommes à pied : les immigrants avaient vraiment bon air et la façon satisfaite dont ils regardaient l'emplacement si pittoresque du village et les coquettes maisons qui leur ont été préparées est d'un bon augure pour le succès du centre. La première impression a été bonne, et c'est là une chose des plus importantes.

« J'ai immédiatement réuni les colons et leur ai adressé quelques paroles de bienvenue; je leur ai rappelé tout ce que l'Administration a fait pour eux et tout ce qu'elle est prête à faire

(1) *L'Archipel de la Nouvelle-Calédonie*, par Augustin Bernard.

encore pour eux. Je leur ai dit que jamais, jusqu'à ce jour, les colons n'avaient été traités de cette façon et qu'ils devaient témoigner leur reconnaissance en assurant par leur travail et leur conduite la réussite et la prospérité du centre. Je leur ai surtout recommandé de rester unis..... Je leur ai déclaré qu'aucun débit ne serait autorisé sur le domaine. M. le commandant Boulard leur a adressé aussi quelques paroles accueillies avec la plus grande reconnaissance..... Les colons m'ont remercié et m'ont promis de travailler avec ardeur.

« Aussitôt après, les concessions et habitations, tirées au sort le matin, ont été indiquées à chacun et les bagages déchargés. Les habitations ont été trouvées très confortables et les colons ont déclaré qu'ils étaient loin d'en avoir de semblables en France. Les habitations sont au nombre de quinze. Onze d'entre elles, groupées en village, sont placées sur la route à l'extrémité ouest des lots correspondants. Deux grands puits assurent l'approvisionnement d'eau potable. Quatre autres maisons sont placées à 500 mètres de là, sur la même route, plus à l'ouest. Celles-ci sont bâties sur les lots mêmes. Un troisième puits a été creusé à proximité de ces quatre ménages. Toutes ces maisons qui présentent à l'œil un aspect fort agréable et que l'on peut presque dire élégantes, ont été construites avec le plus grand soin et reposent sur des assises solides. Elles ont les mêmes dimensions et sont distribuées de la même manière : deux grandes pièces de 4 mètres sur 5 mètres, entourées d'une vaste vérandah de 2 mètres de large. Le sol des pièces est en béton recouvert d'un glacis de ciment et de sable de rivière. Chaque ménage possède en outre une grande cuisine et un fourneau en briques. Trois habitations et sept cuisines sont couvertes en bardeaux; les autres sont couvertes en paille. Les ouvertures sont closes de portes et de volets pleins solidement ferrés. Pour compléter cette installation, on a laissé à la disposition des colons..., 1° une vaste construction qui servait de caserne aux surveillants..., 2° les cases qui étaient occupées par les relégués et qui pourront être converties en écuries, magasins, etc, 3° plusieurs hangars en bon état.

« ... En résumé, M. le Sous-Secrétaire d'État, les colons

formant ce premier convoi sont arrivés dans d'excellentes conditions. Ils ont fait la traversée sur un navire dont le commandant, on peut le dire, a été aux petits soins pour eux; ils ont trouvé à Nouméa le meilleur accueil et de bons conseils, et enfin le village qu'ils sont appelés à habiter et les concessions qu'ils sont appelés à cultiver leur ont produit une bonne impression, je ne saurais donc douter de la réussite.

« J'en doute d'autant moins que les avantages stipulés en contrat passé entre l'Administration et la Société de colonisation ne sont pas les seuls dont ils vont pouvoir jouir : le service local, si intéressé à l'envoi de nombreux émigrants libres, a voulu lui aussi venir en aide aux nouveaux venus, et, sur la proposition de M. Gauharou, Directeur de l'Intérieur par intérim, j'avais, avant l'arrivée du convoi, décidé que les vivres et outils leur seraient donnés gratuitement au compte du Service local.... Le service local donnera à chaque famille des semences, des animaux et des outils pour une somme de 150 fr. (le contrat passé avec la Société de colonisation prévoyait 130 fr.). Le service local donnera aussi gratuitement, et pendant six mois, la ration de vivres non prévue au contrat, c'est-à-dire aux enfants, celle du père et de la mère étant déjà accordée à titre de remboursement. Si cela devenait nécessaire, la période de six mois tout d'abord fixée serait prolongée et j'ai tout lieu de croire dès maintenant, que cette mesure devra être prise en raison de l'époque même de l'arrivée des immigrants.... Mais, je le répète, le Service local est prêt à faire tous les sacrifices nécessaires pour assurer la continuation et le succès de l'œuvre si intéressante que vous avez bien voulu entreprendre. » De plus, à l'occasion de l'arrivée de ces colons, le Gouverneur invitait l'agent des cultures de l'Administration, M. Jeanneney, à préparer une note résumant les conseils pratiques qu'il y avait lieu de donner à ces émigrants au sujet de l'agriculture en Nouvelle-Calédonie.

Or, un an après, les anciens papetiers, vite découragés, quittaient le village, dont M. Pardon fait une si gracieuse description, et rentraient un à un à Nouméa. A la fin de 1893, il n'en restait que trois à la Ouaménie,

Dans une dépêche ministérielle du 28 août 1890, le Sous-secrétaire d'État prie le Gouverneur, dès qu'il sera en mesure de recevoir d'autres colons, de le lui télégraphier aussitôt. « Nous avons des demandes de cultivateurs très sérieux, » dit-il. « Actuellement quarante familles sont prêtes à partir. » Quelques mois plus tard un convoi comprenant vingt-cinq personnes et huit chefs de famille ou colons célibataires est dirigé, à bord du transport de l'État le *Calédonien* sur Nouméa. L'administration locale avait pris ses dispositions pour les recevoir au chef-lieu et diriger ensuite sur le centre de Koné ceux qui demanderaient à aller en concession. Un seul de ces immigrants s'y décida ; les autres s'établirent comme menuisiers, bourreliers, ou trouvèrent un emploi soit dans le commerce, soit dans les travaux de la municipalité.

Dans un rapport du 17 août 1892, M. l'Inspecteur Picquié fait connaître que l'installation d'émigrants en Nouvelle-Calédonie devient de plus en plus difficile, toutes les terres étant concédées ou attribuées à l'Administration pénitentiaire ; il propose en conséquence de disposer d'abord des lots disponibles sur le domaine de la Ouaménie et d'affecter en outre à la colonisation libre les réserves pénitentiaires de la Poya et de Témala. Dans une dépêche ministérielle du 2 mai 1893, M. Delcassé informe le Gouverneur qu'il acquiesce à ces propositions, mais que « les concessions devront être faites exclusivement au profit des colons venant de France avec l'appui de l'Administration, sous réserve de les cultiver et de les mettre en valeur, et qu'aucune de ces réserves ne devra être ni louée ni vendue par le Service local. »

Étant donnée l'incertitude de la question domaniale, les aliénations et même les locations sont peu considérables durant cette période. Quelques chiffres pris au hasard montrent bien le malaise dont souffre alors la colonisation libre.

Sur 17.660 hectares offerts à bail, du 1^{er} janvier 1888 au 30 juin 1889, 7.700 hectares seulement peuvent être loués, soit environ les $\frac{2}{3}$. Le 18 juillet 1890, neuf lots de terrains formant ensemble une superficie de 7.247 hectares 23, sont mis en lo-

cation par la voie des enchères sur une mise à prix de 10.509 fr. : un seul lot de 189 hectares 98 est adjudgé moyennant 310 fr. Devant ces résultats et la faiblesse des prix obtenus, l'Administration locale cesse à peu près les mises en location.

Voici maintenant quelques renseignements sur la situation à la fin de notre période. Nous rappelons, afin de permettre d'envisager les progrès accomplis, les chiffres correspondants de l'année 1883.

ANNÉES.	TERRAINS ALIÉNÉS.	TERRAINS LOUÉS.
1883.	235.777 hectares	29.885 hectares
1890.	239.600 —	41.200 —
1892.	241.443 —	53.000 —

Il faut remarquer que, sur ces chiffres, l'ensemble des terrains véritablement cultivés ne monte pas à 5.500 hectares répartis entre la Dumbéa, la Foa, Moinden, Trazégnies, Koné, Canala, Hienghène et autres centres libres. — Aucune aliénation à titres onéreux n'est accordée à partir de la dépêche télégraphique du 2 octobre 1892, et nous ne trouvons en 1893 et 1894 qu'une dizaine de concessions gratuites faites à Koné : chacune de ces concessions se compose d'un lot de village de 10 ares, d'un lot de jardin de 1 hectare, d'un lot de culture de 4 hectares et de 20 hectares de terres à pâturage.

Statistique des colons envoyés en Nouvelle-Calédonie par la Société de colonisation et le Département.

ANNÉES.	Hommes	Femmes.	Enfants.	Totaux.	
1889	6	4	3	13	envoyés par le Département.
1890	13	12	28	53	envoyés par la Société de colonisation.
1891	37	25	53	115	envoyés par le Département.
1892	63	35	89	187	— —
1893	71	49	75	195	— —
1894	16	17	28	61	- —
1 ^{er} semestre.					
Totaux.	206	142	276	624	

Caractères généraux de cette période. — Cette période est confuse ; toutefois un caractère général s'en dégage : la colonisation libre est sacrifiée à la colonisation pénale. L'irritante question du Domaine exerce une déplorable influence : les dépêches ministérielles se succèdent, se contredisent et apportent le trouble dans la colonie. De nombreux projets de décrets sont préparés : aucun n'aboutit.

Les aliénations de terres ne peuvent être consenties sans l'autorisation du Gouvernement, et le Département après une série de mesures qui sont autant d'entraves à la colonisation, finit en 1892 par interdire toute aliénation à titre onéreux avant le règlement de la question du Domaine : les locations simples sont seules permises. Tout mouvement de la colonisation est ainsi arrêté et les demandes de terrains, encore très nombreuses, sont repoussées. Il en résulte une crise grave pour la colonie qui voit baisser dans des proportions inquiétantes les revenus de son Domaine, ce qui rend l'équilibre de son budget mal aisé.

Un certain nombre d'immigrants viennent en Calédonie, et quelques essais de colonisation officielle sont tentés : ils échouent.

CHAPITRE VIII

SIXIÈME PÉRIODE : DE 1895 A CE JOUR.

I

Dans un discours prononcé le 15 novembre 1894, à l'occasion de l'ouverture solennelle de la session extraordinaire du Conseil Général, M. le Gouverneur Feillet s'exprime en ces termes : « Ce pays si beau, si riche, souffre de ne pas être connu. On l'a toujours vu sous l'aspect sinistre et décourageant d'une géôle lointaine. Il faut de toute nécessité appeler sur lui l'attention des capitaux et aussi des travailleurs agricoles... Il faut que les paysans français sachent qu'une famille qui possède un modeste pécule de 2 à 3.000 fr. peut en six ans créer une petite propriété de 10 hectares dont 5 hectares propres au café, qui lui rapporteront de 8 à 10.000 fr. de revenus annuels... Quant à l'immigration française elle dépend de nous tous..... Il appartient à l'Administration de rédiger des notices pratiques contenant tous les renseignements dont a besoin l'immigrant. Je me suis mis à l'œuvre avec la collaboration d'un de ceux qui ont le plus contribué au développement de la culture du café et nous ne tarderons pas à posséder l'élément de publicité qui est indispensable pour commencer notre œuvre de propagande..... En outre il fallait, pour agir, obtenir la faculté de disposer des terres. Vous savez que M. le Ministre Delcassé a bien voulu approuver avec une rapidité dont nous lui sommes très reconnaissants les propositions que je lui ai faites et qui nous permettent de disposer des terres du Domaine. »

Nous avons vu, en effet, que dans la dépêche télégraphique du 2 octobre 1892, M. le Sous-secrétaire d'État Jamais avait déclaré qu'il ne donnerait plus son approbation à aucun acte d'aliénation; les locations avec promesse de vente devenaient donc impossibles, tout comme les aliénations à titre onéreux proprement dites. De là un arrêt absolu de toute colonisation. Dans une lettre du 22 août 1894, M. Feillet signale les dommages qui résultent de cette situation, tant pour la mise en valeur des terres que pour le budget, et demande l'autorisation de prendre, à titre provisoire, certaines mesures de nature à pallier ces inconvénients; il soumet notamment à l'approbation du Département un système de location avec promesse de vente. Par télégramme du 26 octobre, M. Delcassé approuve ces projets, mais prie le Gouverneur de lui câbler auparavant quelle durée moyenne il entend donner aux contrats. Une dépêche ministérielle du 7 novembre suivant confirme ce télégramme et autorise le Gouverneur à renouveler les baux, expirés depuis le 2 octobre 1892 et qui n'ont pas été renouvelés, pour les personnes qui occupent encore les terrains, en faisant remonter le paiement des loyers à l'expiration du dernier bail. Et le Sous-secrétaire d'État ajoute : « Passez avec les colons qui veulent acheter des terres en vue de créer des caféries un acte de location avec promesse de vente dans les conditions qui seront ultérieurement déterminées. » Enfin, le 2 février 1895, nouveau télégramme du Ministre des Colonies au Gouverneur : « Autorise renouvellement des baux expirés et la passation de nouveaux baux avec promesse de vente. »

Conformément à ces instructions, M. le Gouverneur Feillet adopte le système suivant de location avec promesse de vente.

Contrat de location avec promesse de vente. — La superficie des terres louées ne peut excéder 100 hectares. Le bail est consenti moyennant un prix annuel de 6 francs l'hectare pour les terres à café et de 1 fr. 50 pour les autres, payable en un seul terme et d'avance au bureau du Domaine établi à Nouméa. Sa durée est de neuf années; néanmoins, le locataire peut faire cesser la location à n'importe quelle époque de la durée du

bail, en prévenant l'Administration six mois à l'avance, par un congé qu'il est inutile de faire valider en justice. — Le locataire est soumis aux obligations suivantes : 1° payer les frais du bail, le coût des copies de l'acte et de ses expéditions, les droits de timbre et d'enregistrement; 2° payer les contributions et autres redevances quelconques existant actuellement ou qui seront ultérieurement établies; 3° prendre les lieux tels qu'ils se poursuivent et comportent sans pouvoir demander aucune réparation de quelque nature qu'elle soit; informer le service du Domaine des usurpations, dégradations ou détériorations survenues sur le terrain; 4° tous les changements et augmentations faits par le locataire sur les biens loués et qui sont nuisibles à ceux-ci, sont supprimés à ses frais, sans préjudice de l'action à exercer contre lui, pour les dommages qui peuvent en résulter. Si ces modifications sont jugées utiles, le locataire est tenu de les laisser à sa sortie, sans répétition d'indemnité contre l'État; 5° prendre toutes les précautions nécessaires pour protéger les cultures des indigènes contre les incursions du bétail. Les contraventions à cette obligation peuvent être constatées par tous les autres agents assermentés ayant qualité pour dresser procès-verbal. A la première infraction le bail peut être immédiatement résilié; 6° défense expresse de couper aucun bois. Toutefois le locataire peut le faire après l'autorisation de l'Administration, en vue de la construction, de l'entretien et de la réparation des barrières, des habitations et de leurs dépendances, et lorsqu'il s'agit du défrichement des terres; 7° défense de céder le droit au bail, ni de sous-louer, sans le consentement exprès et par écrit de l'Administration, sinon le bail est résolu de plein droit. — Le locataire ne peut entrer en jouissance qu'après avoir acquitté les frais du bail et le premier terme du prix. A défaut de paiement d'un terme de ferme, il peut être poursuivi par voie de contrainte. — Il ne peut prétendre à aucune indemnité ni diminution du prix de son bail pour stérilité, inondations, invasion de sauterelles, chômage et autres cas fortuits.

Pendant la durée du bail, le locataire peut se rendre acquéreur des biens loués, en prévenant l'Administration six mois à

l'avance. La vente est consentie moyennant un prix qui est, en moyenne, de 100 francs l'hectare pour les terres à café et de 25 francs pour les terres à pâturages. Ce prix est divisé par cinquèmes et payé à la caisse du Receveur du Domaine, savoir : le premier cinquième, le lendemain du jour où l'acte de vente est approuvé par le Gouverneur en Conseil privé, et les quatre autres cinquèmes, d'année en année, à partir de l'expiration du terme accordé pour le paiement du premier cinquième, de manière que la totalité du prix soit payée dans le délai de quatre ans. Les quatre derniers cinquèmes et le premier cinquième lui-même, si le versement n'en a pas été effectué à l'échéance, portent intérêt à 6 % à compter du lendemain du jour de l'approbation de la vente en Conseil privé. — En cas d'acquisition des biens loués, l'ancien locataire doit payer, en même temps que le premier terme et en sus de ce terme : 1° les frais de délimitation ; 2° les arrérages dont il peut se trouver débiteur envers le Domaine sur le prix de la location ; 3° les droits d'enregistrement et de transcription, ainsi que tous ceux auxquels l'acte de vente peut donner ouverture.

Le locataire ne pourra exiger la réalisation de la promesse de vente dont il vient d'être question que lorsque la question pendante entre l'État et la colonie, au sujet de la propriété des terres du Domaine, aura été résolue. Il peut toutefois obtenir, jusqu'à la solution de cette question, le renouvellement de la location pour autant de périodes de neuf années que cela sera nécessaire, sous la seule obligation de prévenir l'Administration six mois à l'avance, et ce renouvellement aura lieu alors aux mêmes clauses, charges et conditions que celles contenues dans le premier acte. — Enfin, après la promulgation du décret ou de l'acte destinés à régler la question du Domaine, le locataire ne sera plus admis à demander le renouvellement de la location. Il devra, dans ce cas, sous peine d'être déchu de tous les droits que lui a conférés l'acte de location, réclamer la réalisation de la promesse de vente avant l'expiration de la période de neuf années qui sera en cours au moment de la promulgation du décret ou de l'acte précités.

Cette réglementation, destinée à fournir des ressources au budget et à mettre des terres à la disposition de la colonisation libre en attendant que la solution de la question du Domaine puisse permettre les aliénations à titre onéreux proprement dites, présente les inconvénients inhérents aux mesures purement provisoires. On peut dire de ce système qu'il n'a ni les avantages de la simple location, ni ceux de la vente réelle. D'un côté, en effet, par exemple, le locataire est tenu de prendre les lieux dans l'état où il les trouve sans pouvoir demander aucune réparation; il ne peut, de son plein gré, ni sous-louer, ni céder son droit au bail. D'un autre côté le contrat ne donne pas au preneur la certitude de devenir propriétaire de la chose. Qui pouvait, en effet, à cette époque, prévoir que la fin du long débat entre l'État et la colonie était proche? La preuve même de cette indécision ne se trouve-t-elle pas dans la durée de neuf années attribuée au bail et dans la qualité de celui-ci d'être indéfiniment renouvelable? Il est certain que cette mesure de location avec promesse de vente était à ce moment à peu près la seule forme possible d'aliénation à titre onéreux; mais il est néanmoins permis de constater son impuissance au point de vue de la colonisation.

Il convient de signaler encore en 1894 la dépêche ministérielle du 3 octobre. Dans ce document, M. Haussmann, sous-directeur des affaires politiques et commerciales, dit qu'il a pris bonne note des récentes communications dans lesquelles le Gouverneur insiste particulièrement pour qu'il ne soit plus envoyé dans la colonie que des personnes ayant des moyens d'existence assurés à leur arrivée; et il annonce que cette mesure justifiée par la situation des finances locales sera scrupuleusement observée.

L'année 1895 est particulièrement intéressante. Elle marque une date dans l'histoire de la Nouvelle-Calédonie : il semble que l'on assiste à un véritable réveil de la colonisation libre.

Il faut citer tout d'abord la dépêche ministérielle du 21 février qui supprime la clause de déguerpissement mentionnée dans la dépêche du 5 juin 1885. Dans un rapport du 31 mai 1894, relatif aux opérations de l'année 1893, le chef du service du Domaine de l'État avait appelé incidemment l'attention du ministre sur

les inconvénients que présentait la stipulation permettant à l'Administration pénitentiaire de reprendre, à quelque époque que ce soit et sous la seule condition de prévenir le locataire six mois à l'avance, les terrains cédés par elle à bail. — Dans une dépêche du 4 avril : M. le ministre Chautemps prévient le Gouverneur qu'un certain nombre d'émigrants, possédant des ressources suffisantes pour s'installer dans la colonie avec les plus sérieuses chances de succès, sont en instance auprès du Département pour obtenir leur envoi en Nouvelle-Calédonie. Le Ministre demande s'il ne serait pas possible d'installer ces colons sur les 6.000 hectares de terres disponibles du domaine de la Ouaménie qui ont été spécialement affectés à la colonisation libre. « Il doit demeurer toutefois entendu, ajoute-t-il, que les dépenses résultant de ces installations, qu'il sera d'ailleurs facile de calculer d'une façon plus économique que celles considérablement engagées pour l'appropriation des terrains destinés aux colons de la Société française de colonisation, ne sauraient, cette fois, être supportées par le budget de l'État. » — Une autre dépêche ministérielle du 10 juin concerne la suppression du Service du Domaine de l'État en Nouvelle-Calédonie. Une décision du Gouverneur du 12 août suivant supprime, à partir du 22 août, ce service et déclare que le relevé des ventes, concessions ou aliénations des terrains du Domaine, qui avait été établi pour chaque périmètre par le service du Domaine de l'État, sera remis au service topographique de la direction de l'Intérieur. Rappelons en quelques mots quel était, à propos des aliénations de terres, le rôle de ce service du Domaine de l'État : les contrats de location ou autres relatifs au Domaine devaient être toujours communiqués au chef du service du Domaine de l'État avant d'être soumis au Gouverneur. Les directeurs de l'Intérieur et de l'Administration pénitentiaire étaient tenus de fournir au chef du service du Domaine de l'État tous les renseignements et tous les documents nécessaires, afin qu'il puisse vérifier la situation de tous les détenteurs des terrains du Domaine et suivre, d'une manière exacte, le recouvrement des sommes revenant à l'État. D'une manière générale, le chef du service du Domaine

était un « représentant spécial, chargé, disaient les instructions ministérielles, de défendre les intérêts du pouvoir métropolitain » (décision du 29 septembre 1885; dépêche ministérielle du 8 novembre 1886; décision du 28 mars 1887; décision du 26 septembre 1887). Ce service fut l'objet de nombreuses critiques. M. Pardon les a énumérées dans son rapport du 25 septembre 1891 sur le projet de décret préparé par la commission du régime pénitentiaire. Il fait observer que ce service n'a produit que des complications et des difficultés, même avec l'Administration pénitentiaire; que jamais les recouvrements n'ont donné de meilleurs résultats que pendant l'absence du chef du service du Domaine, absence qui a duré un an; qu'il existe en Nouvelle-Calédonie un receveur des domaines, chargé et responsable des recouvrements. Il ajoute que le décret organique du 12 décembre 1874 (*art. 104, 7^e*) remet au chef du service Administratif « l'administration du domaine de l'État dans la colonie et toutes les mesures qui s'y rapportent ».

Dans une dépêche du 1^{er} juillet 1895, M. le Ministre Chautemps déclare qu'il a pris connaissance avec intérêt des dispositions projetées par le Gouverneur d'accord avec le Conseil général et l'Union agricole calédonienne pour accueillir, diriger et installer une centaine de familles d'immigrants libres sur un point de la colonie (Canala). Elles lui paraissent conçues « avec prudence et avec sagesse ». Il informe le Gouverneur que, pour le choix des émigrants, le Service des renseignements commerciaux et de la colonisation se conformera aux indications qu'il lui a fournies : il s'adressera de préférence aux cultivateurs de profession et exigera rigoureusement la justification du capital minimum jugé indispensable. La gratuité du transport en chemin de fer et du passage sera assuré aux émigrants dans les limites du crédit, malheureusement restreint, prévu au budget colonial pour cet objet. « En ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, dit en terminant le Ministre, comme vous le remarquez vous-même, l'épuisement des terres disponibles pour la colonisation, l'incertitude de l'accueil réservé aux immigrants et certains essais mal conduits, aussi bien que l'appré-

hension du voisinage de la population pénale ont découragé bien des bonnes volontés et créé une fâcheuse légende. Je suis pourtant convaincu qu'il sera possible avec un peu de persévérance, de faire apprécier les avantages aujourd'hui bien déterminés que procurerait l'émigration en Nouvelle-Calédonie et qu'avant peu, les éléments de la colonisation ne feront pas défaut. Je porte donc le plus grand intérêt à la tentative que vous entreprenez et vous pouvez être assuré que je n'épargnerai rien pour assurer le succès de la colonisation libre, familiale, qui me paraît appelée à faire la richesse de la Nouvelle-Calédonie ». Dépêche singulièrement réconfortante, faisant oublier les termes fâcheux des missives ministérielles de la période précédente dont le but semblait être l'arrêt total de la colonisation libre, et montrant nettement combien les dispositions du Département à ce sujet ont désormais changé.

Arrêté du 10 juillet 1895. — Cet arrêté énumère les avantages à accorder aux immigrants et règle la mise en concession de ceux-ci. En voici l'économie : des concessions gratuites de terres sont accordées aux immigrants de toute nationalité, célibataires ou mariés, qui viennent s'établir en Nouvelle-Calédonie pour s'y livrer à la culture et qui possèdent les ressources suffisantes. L'étendue de ces concessions peut varier suivant les accidents du terrain et sa qualité; elle n'est jamais inférieure à 10 hectares dont 5 hectares propres à la culture du café (*art. 1 et 2*). — Les immigrants, à leur arrivée dans la colonie, choisissent leur concession, parmi celles qui sont libres à ce moment dans les centres créés. Dans le cas où plusieurs demandes se produisent en même temps pour l'obtention des mêmes lots, l'attribution de ces derniers se fait par voie de tirage au sort (*art. 3*). — Le concessionnaire est tenu à la résidence sur son domaine et à sa mise en valeur. Il lui est délivré au moment de son installation un titre provisoire; celui-ci n'est transformé en titre définitif qu'au bout de cinq années et seulement s'il a été planté en caféiers la moitié de la surface réservée à cette culture. Le titre définitif est acquis de droit, même avant le délai de cinq ans, dès qu'il a été planté en caféiers les deux tiers de la

surface réservée à cette culture. L'exécution de ces obligations est constatée par le chef d'arrondissement ou son délégué agréé par le Gouverneur. Tout concessionnaire qui, sauf le cas de force majeure ou d'autorisation spéciale du Chef de la colonie, ne remplit par ces conditions, est dépossédé par décision du Gouverneur prise en Conseil privé constitué en Conseil du contentieux (*art. 4, 5 et 6*). — Les officiers, fonctionnaires de tous grades ont droit gratuitement, cinq ans avant l'époque de leur admission à la retraite, sous la seule condition de la mettre en culture, à une concession semblable à celle accordée aux immigrants (*art. 7*). — Les articles 64, 65, 66, 67, 68 et 69 de l'arrêté du 11 mai 1880 se trouvent ainsi annulés.

Le système inauguré par cet arrêté est des plus séduisants et nous semble répondre à peu près complètement aux besoins de la colonisation moyenne, la seule qui convienne à la Nouvelle-Calédonie. Le principe sur lequel il repose peut s'énoncer ainsi : accorder aux immigrants des concessions gratuites, mais exiger d'eux la justification d'un capital minimum. Il ne suffit pas en effet de donner des terres à des individus dépourvus de toute ressource, sous prétexte de venir en aide à ceux-ci et de faire œuvre sociale. Les colons qui s'établissent dans ces conditions sont presque toujours voués à l'insuccès et tôt ou tard tombent lourdement à la charge de l'État ou de la colonie ; les exemples en sont innombrables. Cependant qu'ils végètent sur leurs concessions, ils prennent peut-être la place d'autres personnes qui auraient pu tirer du sol un meilleur parti pour le plus grand profit non seulement d'elles-mêmes, mais encore de la communauté. Et que l'on ne dise pas que cette façon d'aliéner les terres fait perdre au budget les revenus qu'il aurait trouvés dans leur vente : car les immigrants séduits par les avantages qui leur sont accordés viennent plus nombreux, et, chacun d'entre eux apportant avec lui une somme d'argent suffisamment importante, il en résulte un afflux de numéraire dans la colonie, et, par suite, une augmentation des transactions locales, une plus-value pour les impôts, en un mot une cause générale d'enrichissement pour le pays. Au reste, cette rigueur d'un capital mini-

mun tend à devenir la règle pour tous les pays ouverts à l'émigration européenne, au moins dans une certaine phase de la colonisation : c'est ainsi que les recruteurs du Canada qui opèrent en France ne s'adressent qu'aux familles disposant de certaines ressources.

Ajoutons que, dans l'état actuel de la Nouvelle-Calédonie et dès l'instant où l'on voulait tourner les efforts des colons vers la culture du café, cette exigence d'un capital minimum présentait de nombreux avantages, en plus des qualités générales que nous venons de lui reconnaître. En effet, il est indispensable que les cultivateurs puissent attendre les premiers résultats d'une exploitation qui ne commence à donner que la troisième année et ne rapporte un bénéfice net que vers la sixième. D'un autre côté, les immigrants ne peuvent espérer trouver facilement à louer leurs services en Nouvelle-Calédonie; il faut attendre pour cela que les mines soient en pleine activité et que les plantations aient atteint leur complet développement. Or ce n'est pas le cas pour l'instant : les emplois sont très rares dans la colonie, et la précaution prise par le Gouverneur de demander la preuve d'un certain capital doit avoir pour effet d'éviter aux émigrants de cruelles déceptions et à notre établissement océanien de non moins graves déboires.

Quel est le capital minimum? Ce capital a été fixé à 5.000 fr., après une étude minutieuse et approfondie faite sur place par l'Administration et l'Union agricole calédonienne. Il est bien entendu que cette somme ne s'applique qu'aux cultivateurs de profession, aux paysans. Pour les émigrants appartenant à la bourgeoisie rurale, un capital de 8 à 10.000 francs au moins est indispensable; et il faut porter ce chiffre à 15.000 francs pour les émigrants de la même catégorie qui n'ont aucune connaissance agricole : ils sont, en effet, par suite, obligés, pour réussir, de s'adjoindre un homme du métier ayant les connaissances pratiques nécessaires et dont le salaire et la nourriture grossissent le budget du colon d'une dépense relativement élevée.

Mais l'arrêté du 10 juillet 1895 mérite encore d'autres éloges. Il est plus souple et plus libéral que les règlements antérieurs.

Plus souple : l'étendue des concessions n'est pas fixée d'une manière uniforme; on admet qu'elle peut varier suivant les accidents du terrain et sa qualité. Plus libéral : les officiers et fonctionnaires peuvent obtenir leur concession cinq ans avant l'époque de leur admission à la retraite. Cette dernière clause nous paraît mériter une approbation absolue; on ne saurait trop encourager en effet les fonctionnaires et les officiers qui disposent souvent de nombreux loisirs à s'occuper de la colonisation agricole. Il y a là un moyen précieux de recruter toute une catégorie de colons d'élite, d'attacher à la colonie des hommes d'une intelligence et d'une moralité supérieures. On peut regretter toutefois que cette mesure ne s'applique qu'aux fonctionnaires et officiers sur le point de prendre leur retraite, c'est-à-dire à des hommes d'un certain âge et qui hésiteront, plus que des hommes jeunes, à créer une exploitation dont il faudra attendre plusieurs années les résultats.

En plus des dispositions de l'arrêté du 10 juillet il est accordé aux émigrants, en état de fournir au Ministère des Colonies les justifications nécessaires pour eux et leur famille (femme et enfants) (1) : 1° le transport gratuit par chemin de fer (3^me classe), de leur domicile jusqu'à Marseille, avec une franchise de bagages de 100 kil. par adulte et de 50 kil. par enfant de trois à douze ans. Les émigrants ne peuvent changer de classe même en payant un supplément; 2° le passage gratuit par paquebot (sur le pont) de Marseille, à Nouméa, avec 75 kil. de bagages par

(1) L'émigrant doit adresser au Ministère des Colonies, un mois ou six semaines avant l'époque à laquelle il désire partir, une demande spécifiant : 1° les noms, prénoms et âge de toutes les personnes pour qui le passage est demandé; 2° l'époque à laquelle on désire partir; 3° le genre d'entreprise auquel on se propose de se livrer; 4° le montant du capital dont on dispose; 5° les compagnies de chemin de fer dont l'émigrant empruntera le réseau, s'il demande le transport gratuit en chemin de fer. — La demande doit être accompagnée des pièces suivantes : 1° certificat de bonne vie et mœurs, délivré par le maire de la commune; 2° extrait du casier judiciaire; 3° certificat médical attestant que l'émigrant et les personnes qui l'accompagnent peuvent supporter le climat de la colonie; 4° justification du capital. Le seul mode de justification admis par le Ministère des Colonies consiste dans un reçu constatant le dépôt de 5.000 fr. à la Banque de l'Indo-Chine.

adulte et 37 kil. par enfant de trois à douze ans; 3° afin d'éviter à l'émigrant une partie des frais d'hôtel, l'Administration met gratuitement à sa disposition pendant son séjour à Nouméa, un local et les ustensiles de cuisine indispensables pour lui permettre de vivre sans entamer son capital; 4° transport gratuit de Nouméa sur le lieu de la concession; 5° en arrivant dans le centre de colonisation où se trouve sa concession, le colon trouve un abri momentané établi par les soins de l'Administration. Le prix de ces cases est très modique; il varie entre 100 et 150 fr. au maximum. Ce sont des habitations absolument provisoires, qui peuvent suffire durant la période d'installation, mais qui n'ont d'autre but que d'aider l'immigrant à attendre le moment où il pourra construire lui-même ou faire élever une demeure définitive. Le colon n'a rien à rembourser à l'Administration quand il occupe sa case pendant peu de temps et lorsqu'il se met sans retard à construire sa maison.

Un arrêté du 15 juillet 1895 réorganise la commission du Domaine instituée par une décision du 6 avril 1889. On reprochait au mode prescrit par cette décision pour l'instruction des affaires domaniales d'entraîner des lenteurs inconciliables parfois avec l'intérêt de la colonisation libre et même avec ceux de l'État et de la colonie. D'autre part, l'arrivée annoncée de nombreux immigrants et l'étude des questions se rattachant à leur installation et à la création de nouveaux centres nécessitaient l'extension des attributions consultatives de la commission. L'arrêté décide que cette commission prendra désormais le nom de Commission du Domaine et de la colonisation libre. Le chef du Service du Domaine de l'État, le secrétaire général de la direction de l'Intérieur, le chef du 2° bureau de l'Administration pénitentiaire, le chef du service des Affaires indigènes, le chef du Service topographique, le chef du 2° bureau de la Direction de l'Intérieur, trois conseillers généraux, le président de l'Union agricole calédonienne et deux membres de cette société, composent la commission, à laquelle sont soumises : 1° les demandes d'acquisition, concession ou location des terrains du Domaine pour lesquels l'Administration ne se trouverait pas suffisamment ren-

seignée; 2° les questions d'intérêt général concernant à un degré quelconque la colonisation libre, le Domaine et le régime des eaux et forêts.

Le 27 juillet suivant, un arrêté « considérant que la qualité d'officier, fonctionnaire ou employé, n'infirmé en rien celle de citoyen et, par extension l'exercice des droits reconnus par la loi à tous ceux qui jouissent librement de ce titre... » rapporte l'arrêté du 14 janvier 1875, interdisant aux officiers, fonctionnaires et employés d'acquérir, à quelque titre que ce soit, des terrains mis en vente ou en location par le Domaine. — Enfin, pour compléter les mesures concernant les concessions gratuites, un arrêté du 19 novembre, accorde aux militaires prenant leur congé en Nouvelle-Calédonie et aux jeunes gens, nés dans la colonie et âgés de vingt et un ans ou ayant rempli les obligations du service militaire, des lots de terres dans les mêmes conditions que celles énumérées dans l'arrêté du 10 juillet 1895 sur la mise en concession des immigrants.

Durant l'année 1895, deux décisions du Gouverneur approuvent des cessions de réserves faites, moyennant indemnité, par les chefs indigènes, en vue de la création de centres de colonisation libre. Ce sont les suivantes : décision du 27 juillet, concernant la cession faite par le chef Gravinié d'une partie des réserves de Méoué et Mouangou; en compensation de cet abandon, une rente viagère annuelle de 600 fr., non réversible, est payée à chacun des chefs Kaké et Gravinié par les soins et sur les fonds de la commission municipale de Canala; — décision du 19 décembre au sujet de deux renonciations des indigènes à la jouissance des terrains occupés par les tribus de Grochain et de la haute Pounérihouen; en échange, il est versé aux indigènes de la tribu une indemnité de 200 fr. et aux indigènes de la tribu de la haute Pounérihouen une indemnité de 500 fr.; de plus, deux rentes viagères annuelles de 75 fr. chacune sont payées au chef Gorou et à l'indigène Morouï, fils du chef Poindé. Ces dernières dépenses sont supportées par la commission municipale de Pounérihouen. Les indigènes ont jusqu'au 1^{er} mars 1896 pour enlever leurs récoltes et leurs cases; une indemnité de 0 fr. 10

par cocotier doit leur être payée lors de l'établissement des colons sur ce territoire.

En 1896, citons tout d'abord une décision du Gouverneur en date du 13 février, approuvant quatre renonciations des indigènes à la jouissance des terrains occupés par les tribus d'Ina, Poindimié, Tiéti et Nato; en compensation de ces abandons il est versé : 1° aux indigènes de la tribu d'Ina, une indemnité de 400 fr.; 2° aux indigènes de la tribu de Pouindimié, une indemnité de 200 fr.; 3° aux indigènes de la tribu de Tiéti, une indemnité de 200 fr. plus la transformation en réserve indigène d'un terrain à prélever sur le territoire connu sous le nom de réserve d'Amoa; 4° aux indigènes de la tribu de Nato, une indemnité de 150 fr. Ces dépenses sont supportées par la commission municipale de Pounérihouen. — Notons également la dépêche ministérielle du 24 février. Par lettre du 11 décembre 1895, M. Feillet avait demandé au Département l'abandon, au profit de la colonisation libre, des réserves pénitenciaires autour des centres principaux de Bourail et de La Foa-Fonwary. M. le Ministre Guieysse répond dans la dépêche précitée qu'il lui est impossible d'accueillir favorablement cette proposition. « En effet, » dit-il, « l'étendue du domaine pénitenciaire a été délimitée par le décret du 16 août 1884 et toute modification aux réserves en question ne peut être apportée que par voie de règlement d'administration publique. »

L'année suivante, nous trouvons deux textes importants : *le décret du 10 avril et le décret du 6 octobre 1897.*

Le mouvement d'immigration et de colonisation agricole qui s'accroissait en Nouvelle-Calédonie et tendait à une mise en valeur progressive des terres de cette colonie exigeait une réglementation précise du régime domanial. Il était indispensable, en effet, qu'une discussion sur l'origine de sa propriété ne vint pas troubler la sécurité du colon. Il était nécessaire également d'établir un système autre que celui de la location avec promesse de vente, auquel on se trouvait alors réduit, celui-ci étant incapable d'attacher le colon suffisamment au sol. « Nous nous sommes préoccupés » dit le rapport précédant le décret du 10 avril, « de

mettre fin à cette situation précaire en déterminant, non seulement à qui appartiennent, en Nouvelle-Calédonie, les terres libres et sans maîtres, quelle autorité pourra en disposer et à qui devront en revenir les produits, mais encore, dans leurs grandes lignes, les formes de cette disposition et le mode de gestion financière de ces produits. » Nous avons déjà vu par ailleurs que le décret tranche en faveur de l'Etat la question domaniale; d'autre part nous aurons, dans la partie de notre étude plus spécialement consacrée aux produits du Domaine et à leur affectation budgétaire, l'occasion d'étudier les dispositions du règlement concernant cette matière. Examinons donc pour l'instant « les formes de la disposition des terres » posées par le décret.

Le plan d'ensemble des travaux de colonisation à effectuer est dressé par le Gouverneur en Conseil privé, délibéré par le Conseil général et approuvé par le Ministre des Colonies.

En principe, les terrains domaniaux ne sont aliénés que par voie d'adjudication publique, sans que les lots puissent dépasser une étendue de 500 hectares. — Toutefois, en vue d'encourager la petite colonisation, des concessions gratuites de biens ruraux, d'une superficie ne dépassant pas 25 hectares, peuvent être accordées par le Gouverneur; en outre, il peut y ajouter, à titre onéreux, soit par vente directe, soit par location avec promesse de vente, une superficie qui, avec la concession gratuite, ne doit pas dépasser 100 hectares. Des arrêtés du Gouverneur, approuvés par le Ministre, détermineront les règles suivant lesquelles seront accordées ces concessions. — Des concessions domaniales, sans conditions d'étendue, peuvent également être faites, après avis du Conseil général, aux compagnies ou aux particuliers qui se chargeraient de l'exécution de travaux d'intérêt colonial, tels que routes, chemins de fer, quais, etc. Ces concessions ne deviennent définitives qu'après approbation par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique (*art. 7*). — La gestion, la conservation et la surveillance du domaine sont confiées à un agent de l'administration des domaines de l'Etat placé directement sous les ordres du Gouverneur (*art. 9*). La seule innovation apportée par le décret dans

le régime d'aliénation des terres domaniales consiste dans la faculté d'accorder des concessions à des particuliers ou à des compagnies « se chargeant de l'exécution de travaux d'intérêt colonial ». Cette mesure avait été déjà proposée dans les projets de décret de MM. Noël Pardon et Laffon. « Des cas nombreux, » disait M. le Gouverneur Pardon dans son rapport du 25 septembre 1891, « peuvent se présenter où il sera avantageux de payer l'exécution d'un grand travail d'intérêt général, chemin de fer ou port, par des concessions de terrains. Le système *land and ground* a permis dans Western Australia, par exemple, et ailleurs, de pousser des lignes de chemins de fer à travers des régions peu peuplées, en accordant au constructeur des concessions alternées le long de la voie, où il s'engage à introduire un certain nombre d'immigrants. Le profit est double pour la colonie. Pour éviter bien moins des dangers réels que des interprétations malveillantes et des calomnies, il suffirait, il me semble, de décider que les concessions de cette nature ne peuvent être accordées que sur approbation ministérielle. Cette approbation pourrait elle-même être précédée dans la pratique de l'avis de services techniques ou de commissions compétentes. » Il est certain qu'il y a là une idée féconde. Elle est à l'heure actuelle très en honneur, et l'on se souvient sans doute de discours encore récents où M. le Ministre des Colonies Lebon exposait, à propos de Madagascar, les multiples avantages de ce système qu'il qualifiait de « système américain ».

Nous avons déjà vu que le décret du 10 avril 1897 ne fut pas accueilli sans protestations dans la colonie. Parmi les plus violentes il faut citer les articles publiés dans les numéros de juin du journal local « *La France Australe* ». Voici comment cette feuille apprécie la valeur colonisatrice du décret. « Pour que l'immigration soit nombreuse, forte et continue, que faut-il? Il faut, en premier lieu, pouvoir disposer en sa faveur d'une grande étendue de terres à cultures. Le décret du 10 avril affecte-t-il à l'immigration une étendue suffisante de ces terres? Non. Si l'on s'en tenait à la lettre seule du décret, on pourrait à la rigueur soutenir qu'en donnant au Gouverneur l'autorisation d'aliéner,

sauf approbation du Ministre, les terrains domaniaux, le décret a entendu tous les terrains domaniaux vacants, y compris ceux de l'Administration pénitentiaire. Malheureusement, ici, c'est l'esprit qui emporte la lettre et, pour qui connaît les influences occultes qui ont présidé à la confection de ce décret, il n'y a pas d'illusions à se faire... Et d'ailleurs, si l'intention du Ministre avait été de rendre à la colonisation libre le domaine pénitentiaire inoccupé, ne l'eût-il pas énoncé clairement? Le décret du 10 avril met simplement à la disposition du Gouverneur le domaine de la colonie, tel qu'il se comportait en 1885, lorsque l'État s'en est violemment emparé, et c'est tout.

« Or, ce domaine comprenait d'après un relevé officiel que nous avons sous les yeux : bois et forêts proprement dits, 110.000 hectares; forêts et pentes douces propres à la culture du café, 17.000 hectares; terres à pâturages, 188.000 hectares. Les bois et forêts étant inaliénables, c'est donc 205.000 hectares dont 17.000 de terres à cultures et 188.000 hectares de terres à pâturages qui pourront être livrées à la colonisation. C'est de quoi satisfaire, avec les terres à pâturages, 150 éleveurs; avec les terres à cultures, 1.500 à 2.000 colons nouveaux. Admettons toutefois que le Gouverneur empiète sur les forêts dont la pente ne sera pas trop rapide, et que le Ministre ferme les yeux sur ces empiètements; ce sera peut-être 3.000 colons voués à la culture qui s'établiront dans le pays. Est-ce assez? Non, si l'on considère que ces 3.000 colons, s'ajoutant aux 1.500 qui représentent actuellement la population libre, élèveront à peine le chiffre de celle-ci au tiers de celui qu'a atteint la population pénale.

« On nous objectera que, si l'immigration s'affirmait dans les proportions que nous venons d'indiquer, proportions qui seraient très encourageantes, nous n'en disconvenons pas, le Ministre lâcherait la main et rendrait tout ou partie des terres inutilisées de l'Administration pénitentiaire. Nous répondrons que nous croirons cela quand nous l'aurons vu. » (*La France Australe*, N° du 22 juin 1897).

Or, réponse directe à ces attaques, le décret du 6 octobre 1897 prononce la désaffectation de 42.919 hectares précédemment ré-

servés au Service pénitentiaire. Le décret du 16 août 1884 avait, on l'a vu, exclusivement réservé pour les besoins de la transportation 110.000 hectares du domaine de la Nouvelle-Calédonie. Cette surface, calculée d'après les nécessités que devait créer l'envoi périodique et régulier de condamnés dans la colonie, se trouva être beaucoup trop considérable à raison de la diminution de l'importance des convois. En effet, l'étendue du domaine pénitentiaire avait été déterminée sur un programme d'ensemble dressé par M. Pallu de la Barrière : on y prévoyait que les mises en concession des condamnés s'élèveraient au 1^{er} janvier 1893 à 13.652. Or, il n'y avait en 1891 que 1213 concessionnaires. Et pourtant, on s'était efforcé de développer autant que possible la colonisation pénale : c'est ainsi que le nombre des envois en concession qui était de 93 en 1887, s'élevait à 123 en 1889; mais on ne pouvait aller plus loin et augmenter ces nombres sans accorder des faveurs imméritées et porter atteinte au principe répressif de la transportation. Il est bon de rappeler aussi que, sur les 123 mises en concession en 1889, il y eut 43 dépossessions; ce qui ramenait la moyenne à 80 lots, c'est-à-dire à 320 hectares à distribuer par an. Il était inadmissible d'immobiliser pour cela 110.000 hectares. D'ailleurs, conformément aux ordres ministériels, M. le Gouverneur Pardon avait fait étudier par l'Administration pénitentiaire elle-même la réduction des terres affectées à la transportation. Cette étude amena le Conseil privé à demander au Département de restreindre à 45.000 hectares environ le domaine des condamnés. Plus tard, M. le Gouverneur Feillet, après avoir pris l'avis d'une commission locale, proposa au Ministre des Colonies, dans une lettre du 5 août 1897, la désaffectation de 42.919 hectares; ces terres devaient être attribuées aux colons libres au fur et à mesure des besoins que créerait l'application du décret du 10 avril 1897 dont l'exécution doit embrasser une période de dix ans.

Le décret du 6 octobre consacre ces propositions. Il décide dans son article 1^{er} que les territoires suivants, représentant une contenance totale d'environ 36.136 hectares, cesseront au fur et à mesure des nécessités de service, d'être réservés pour les be-

soins de la transportation et seront, par arrêtés du Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie en Conseil privé, affectés à la colonisation libre : territoires du Diahot (partie), 3.680 hectares; de Balade, 2.090 hectares; de Néhoué, 4.062 hectares; de Koumac, 810 hectares; de Tcheleime, 882 hectares 22; de Katembé, 1.410 hectares; de Younga, 1.043 hectares; de Koligo, 1030 hectares; de Taom, 1350 hectares; de Temala, 590 hectares; de Hienghène, 1160 hectares; de Koniambo, 879 hectares (partie disponible, 581 hectares; réserve communale, 298 hectares); de Goyeta, 1480 hectares; d'Amoa, 940 hectares; de la Moindah, 2.200 hectares; d'Ouma, 1342 hectares; de Monroh, 3.610 hectares; de Poya, 4.806 hectares; de la Foa, 2.296 hectares (rive droite de la Houé, 2056 hectares; rive droite de la Houé, 240 hectares); de Kouaoua, 154 hectares; de Ciu, 230 hectares; les concessions Cartel et Lemanchec, 8 hectares; la ferme de Canala, 84 hectares. Dans son article 2, le décret ajoute que les territoires suivants, provenant d'achat et représentant une contenance totale de 6.783 hectares, recevront la même affectation que ceux énumérés à l'article 1^{er} : territoires de Ponambot, 828 hectares; de Tinip, 560 hectares; de la Ouaménie (non compris les 1000 hectares concédés, sous conditions spéciales, à la Société générale de colonisation), 5395 hectares.

M. Lebon dit à juste titre, dans le rapport précédant le décret, que l'œuvre de la colonisation libre agricole sera grandement facilitée par cette mesure. En effet, les terres dont disposait auparavant l'Administration locale étaient presque toutes situées dans l'intérieur du pays, condition peu favorable pour l'installation de nouveaux venus que leur isolement et l'éloignement du littoral peuvent décourager tout d'abord. Au contraire, les réserves pénitenciaires dont le déclassement est prononcé sont placées hors du massif montagneux qui forme l'arête de l'île, et à proximité de la mer. L'Administration a ainsi la faculté d'assurer à chaque émigrant, suivant ses aptitudes et le genre de culture auquel il entend se livrer, une concession répondant à tous les besoins. « Mais, dans l'hypothèse d'une réduction progressive des effectifs de la transportation et de la relégation,

aussi bien que dans celle d'une reprise imprévue de l'envoi de condamnés, il m'a paru prudent » termine le Ministre, « pour la bonne exécution de la loi, de réserver complètement intacts, à la disposition du service pénitentiaire, les territoires qui lui sont actuellement attribués dans le premier arrondissement de la colonie. Ce service pourra s'y cantonner peu à peu, dégagé de tout contrat avec la population libre, *jusqu'au moment où les événements permettront sa suppression en Nouvelle-Calédonie.* » Ce décret, d'une importance considérable et dont on doit louer sans réserves M. André Lebon, témoigne de la volonté bien arrêtée chez le gouvernement de rendre la Nouvelle-Calédonie à sa véritable destination : être une colonie où l'élément sain de la Métropole puisse se développer librement et créer une autre petite patrie française.

Enfin un arrêté du Gouverneur, en date du 22 octobre 1897, décide la constitution régulière du service spécial du domaine de l'État, créé par le décret du 10 avril précédent. Le 1^{er} bureau de la Direction de l'Intérieur, qui était chargé auparavant d'assurer le service du domaine, lui fait remise de tous les documents, registres, etc., nécessaires à son fonctionnement.

Disons encore qu'à la fin de l'année, le Gouverneur a pris un nouvel arrêté règlementant les concessions territoriales aux immigrants. Cet arrêté, que rendait nécessaire le décret du 10 avril 1897, est en ce moment soumis à l'examen du Département. En voici les dispositions principales. Les articles 1, 2, 3, 4 et 5 reproduisent le contenu des mêmes articles de l'arrêté du 10 juillet 1895, avec quelques légères variantes : un maximum de 25 hectares est fixé pour les concessions gratuites (*art.* 2); le concessionnaire ne peut s'absenter de son terrain sans aviser l'Administration et se faire remplacer par un gérant libre (*art.* 4); le nouveau décret assimile le caoutchouc, la vanille, etc., au café en tant que plantes devant être cultivées par le concessionnaire. — Mais le nouvel arrêté renferme des dispositions absolument inédites, quant aux concessions à titre onéreux, à la dépossession des concession-

naires et aux engagés amenés par les émigrants ou appelés dans la colonie.

a). — L'émigrant qui dispose du capital exigé de 5000 fr. peut obtenir dans le centre de colonisation libre où il s'est établi, et touchant celle qui lui a été attribuée à titre gratuit, une concession à titre onéreux. — Un capital supérieur à dix, vingt ou trente mille francs donne droit à deux, trois ou quatre concessions à titre onéreux, sans que toutefois la surface totale de ces concessions et de celle qui est gratuite puisse dépasser 100 hectares. — Dans les centres de colonisation libre, les concessions à titre onéreux entraînent pour les détenteurs les mêmes obligations que les gratuites. L'exécution de ces obligations sera contrôlée par l'Administrateur de l'arrondissement ou son délégué agréé par le Gouverneur (*art. 6, 7 et 8*).

b). — Tout concessionnaire qui, sauf le cas de force majeure, ne remplira pas ces obligations, sera dépossédé par décision du Gouverneur en Conseil privé. — L'Administration pourra, selon les circonstances dont elle sera seule juge, rembourser au concessionnaire, à titre onéreux ou gratuit, la plus-value qu'il aurait pu donner au terrain; en outre, le prix de son achat pourra être remboursé au concessionnaire à titre onéreux. — A cet effet, l'Administration pourra, soit indemniser elle-même le colon dépossédé, soit le faire payer sur le produit qui sera obtenu en faisant vendre aux enchères publiques la concession en question. — Le chiffre de la somme à payer sera fixé par le Gouverneur en Conseil privé, soit au moment où la déchéance sera prononcée, soit ultérieurement (*art. 9*).

c). — Les engagés amenés par les émigrants ou appelés dans la colonie peuvent aussi recevoir individuellement une concession gratuite. Cette concession est accordée, autant que possible, dans le voisinage de celle occupée par l'engagé. L'obtention à titre définitif de sa concession par l'engagé, soumise aux mêmes conditions générales que celles des autres immigrants, est en outre réglementée ainsi qu'il suit :

1° à l'expiration du contrat d'engagement, l'engagé, devenu véritablement concessionnaire, bénéficiera, sur sa demande, d'un nouveau délai de trois ans pour effectuer la mise en valeur de la moitié de la surface cultivable; 2° si le contrat d'engagement est rompu avant son expiration, la concession qui lui avait été attribuée fait retour à l'Administration; au moment où cette concession, ainsi devenue disponible, serait attribuée à une autre personne, celle-ci devra le remboursement de la valeur, évaluée par expertise, des améliorations produites sur la concession.

Les officiers ou fonctionnaires, cinq ans avant l'époque de leur admission à la retraite, les jeunes gens nés dans la colonie et âgés de vingt et un ans ou ayant rempli les obligations du service militaire, et les sous-officiers et soldats qui prennent leur congé dans la colonie ont droit, sous la réserve des mêmes obligations, aux avantages accordés aux émigrants.

II

Lorsque le nouveau Gouverneur, M. Feillet arriva en juin 1894 dans la colonie, avec le ferme dessein de se consacrer au relèvement de la colonisation libre, depuis plusieurs années si délaissée, et de tourner les efforts des habitants vers la rémunératrice culture du café, il trouva les esprits préparés, presque enthousiastes : il n'était si petit cultivateur qui ne se mît à planter quelques pieds de caféiers autour de sa case, et la population calédonienne se montrait toute disposée à faire aux immigrants le meilleur accueil. L'industrie minière, après une période très brillante, avait subi une crise dont les effets durent encore, malgré certains symptômes de relèvement, et peut-être cette circonstance ne fut-elle pas sans influence sur le mouvement qui porta vers la culture, des colons qui, jusqu'alors, avaient semblé ignorer les richesses agricoles du pays.

Par arrêté du 21 octobre 1894, le Gouverneur autorise la formation à Nouméa d'une société constituée sous le nom d'*Union agricole calédonienne*. Elle a pour but : de rechercher tous les moyens propres à assurer le développement, la prospérité et la défense des diverses branches de l'agriculture en Nouvelle-Calédonie, notamment de la culture du café et autres produits d'exportation, et de l'élevage; d'organiser le groupement des producteurs et des personnes intéressées au succès des entreprises agricoles, de concentrer leurs efforts en vue de la protection de leurs intérêts, de patronner, et même de subventionner, toute étude ou entreprise pouvant contribuer au développement de l'agriculture. Elle se propose enfin de participer au peuplement de la colonie en favorisant l'immigration de cultivateurs français et de travailleurs auxiliaires empruntés aux races tropicales, et de faire connaître, particulièrement en France, par tous les moyens de publicité, les ressources naturelles du pays et les bénéfices que peuvent y réaliser les capitaux métropolitains.

Un peu auparavant s'était fondée à Paris une autre société, l'*Union coloniale française*, qui, à peine créée, entreprit une vigoureuse campagne en faveur de la Nouvelle-Calédonie. Elle se donna pour tâche : d'apprendre au public les divers éléments que cette possession offre à l'activité et aux capitaux métropolitains; d'assurer à la colonie un bon recrutement de colons; de faire disparaître les obstacles que la législation apportait alors à la mise en valeur de la Nouvelle-Calédonie; de substituer l'élément libre à celui de la transportation.

Grâce à ces deux sociétés, grâce aussi au service de la colonisation du Ministère des Colonies, le Gouverneur se trouve avoir les moyens d'appeler sur l'île l'attention des capitalistes et des travailleurs agricoles, de répandre en un mot la propagande qui avait toujours fait défaut à la Nouvelle-Calédonie. En même temps, il fait rédiger des notices pratiques contenant tous les renseignements dont peut avoir besoin l'émigrant.

Les résultats ne se font pas attendre.

En 1895, grâce au crédit de 27,700 fr. accordé par le Conseil général, il est possible, ainsi que cela ressort d'un rapport de M. Feillet en date du 11 décembre 1895, de préparer les terrains nécessaires à l'établissement des émigrants dont l'arrivée avait été annoncée et de satisfaire aux demandes de concessions formulées par des habitants de la colonie, des soldats près d'être congédiés et quelques fonctionnaires sur le point d'être atteints par l'âge de la retraite. Afin de répondre à ces diverses exigences, plusieurs centres sont agrandis ou créés de toutes pièces.

Le centre de Voh s'est considérablement augmenté; il a exactement doublé. Trente-cinq nouveaux lots propres à la culture, d'une moyenne de 5 hectares, ont été levés et tous répartis entre des habitants de la colonie et des immigrants venus de France. Là, comme ailleurs, le Gouverneur s'est efforcé de mêler les nouveaux venus à ceux déjà fixés dans la contrée. Aux lots de culture, il faut ajouter un nombre égal de lots de pâturages mis à la disposition des colons vers la fin de l'année. De la sorte, Voh devient un centre prospère, se suffisant à lui-même, et comptant un nombre d'électeurs permettant la création d'une commission municipale.

A la Dothio, le lotissement est terminé vers la fin de l'année. Cette vallée, un peu accidentée, mais qui contient les meilleures terres de la colonie pour la culture du café, permet, par son étendue, la formation de vingt lots d'une moyenne de dix-huit hectares, dont huit hectares propres aux plantations caféières. Huit lots sont concédés. — A la Négropo, vallée cédée par la tribu Nord de Canala, quarante-quatre lots sont préparés. Ils comprennent un minimum de 5 hectares de terres à cultures et de 7 à 10 hectares de terres à pâturages. Cette vallée est recherchée à cause de sa situation à proximité de Canala, son aspect séduisant et la qualité de ses terres baignées par une rivière relativement importante. Vingt-deux lots sont distribués et le Gouverneur se voit obligé de refuser les demandes de plusieurs habitants de la colonie,

désirant réserver surtout aux immigrants le territoire de ce centre.

Le lotissement de Ciu comprend vingt lots, d'une superficie moyenne de 16 hectares, dont huit propres à la culture du café. Huit lots sont distribués. — A la Dogny, la conformation des terrains qui composent ce centre ne permet pas de former plus de dix lots dont la surface moyenne est de 17 hectares et dont la moitié offre des terres propres à la culture du café. Tous les lots sont concédés. — Vingt-trois lots, d'une superficie moyenne de 18 hectares, forment le centre de Sarraméa. Presque tous sont occupés.

A la préparation de ces divers centres au point de vue topographique, s'est ajoutée la construction d'un certain nombre de cases, une quarantaine environ, destinées à permettre le logement à bon marché des immigrants, en attendant qu'ils aient pu procéder eux-mêmes à l'édification de leurs habitations. Ces cases ont coûté un peu plus de 4000 francs. Les occupants doivent en rembourser la valeur au Service local, qui ne fait ainsi que consentir une faible avance aux nouveaux arrivants.

Durant 1895, il est ainsi accordé quatre-vingt-neuf concessions et, à la fin de l'année, quatre-vingt-douze autres sont sur le point de l'être. — Dans son discours prononcé à l'occasion de l'ouverture de la session de novembre du Conseil général, M. Feillet fournit les renseignements suivants : depuis la session d'avril, il a pu installer douze familles venues de France par différents courriers; celui qui est attendu doit en amener autant, et il y a, à cette époque, quatre-vingts familles environ en instance de départ, tant auprès du Ministère des Colonies que de l'Union coloniale : elles seront prêtes à quitter la France dans les premiers mois de 1896; toutes ces familles possèdent des ressources suffisantes. Il a été reçu vingt-sept demandes de concessions faites par des colons, plus ou moins anciennement établis en Nouvelle-Calédonie, en faveur de parents qu'ils ont engagés et décidés à venir les rejoindre; cinq concessions ont été

également demandées dans le même but par des émigrants récemment arrivés dans la colonie. Vingt et un soldats se sont présentés, possédant, soit par eux-mêmes, soit par des associations avec des camarades, les ressources nécessaires pour la mise en valeur de leurs concessions; huit d'entre eux ont été mis en possession de leurs lots. Neuf fonctionnaires ont déjà profité des dispositions de l'arrêté du 10 juillet 1895. Enfin, une cinquantaine de lots de terre ont été délivrés, en général sous forme de location avec promesse de vente, à des jeunes gens nés dans la colonie ou à d'anciens colons tentés, eux aussi, par la culture du café.

En somme une œuvre déjà importante et suffisamment encourageante pour l'avenir est accomplie en 1895 avec une dépense d'environ 40.000 fr.

En 1896, l'œuvre de colonisation se poursuit avec activité. Le Conseil général vote un crédit de 35.000 fr. sollicité par le Gouverneur et, en juillet 1896, un crédit supplémentaire de 20.000 fr. Les demandes de concessions augmentent. Pour y faire face, de nouveaux centres agricoles sont établis, dans les régions propices à la culture du café, et se peuplent rapidement. Afin d'étendre le centre créé à Dagny-Coindé et d'établir de nouveaux lotissements à Houaïlou, Ponembout, Ourail, Moindou, Oua-Tom, l'Administration passe avec M^{me} Gratién-Brun un acte d'échange, par lequel sont remis au Domaine 3.591 hectares 71, dont 601 hectares de terres à café, comprenant des constructions évaluées à 15.000 francs, contre des terrains à pâturages pour 5.897 hectares. Cet acte d'échange, approuvé par le Conseil privé le 26 mai 1896, est expédié à l'approbation du Département par dépêche du 12 juin et, afin de ne pas entraver la création des centres de colonisation projetés, la sanction du Département est demandée par câblogramme.

En octobre, le nombre des colons mis en concession dans les centres nouveaux s'élève à cent quatre-vingt-un, se divisant ainsi :

CENTRES.	Concessions gratuites.	Locations avec promesse de vente.
Oua-Ya	2	8
Sarraméa	15	2
Dagny-Coindé	4	1
Négropo R. D.	15	7
Négropo R. G.	6	4
Voh R. G.	30	27
Ciu	4	6
Pounérihouen	16	5
Dothio	3	3
Taïchem.	1	7
Forêt-Noire	6	9
Totaux.	102	79

Dans un rapport présenté le 16 octobre 1896 à l'assemblée générale de l'Union agricole calédonienne, il est intéressant de relever le passage suivant : « Nous remarquons même avec plaisir qu'une partie importante de nos nouveaux colons sont largement pourvus de ressources pécuniaires, et que le plus grand nombre paraît en outre posséder les qualités d'intelligence, d'activité et d'initiative propres à assurer leur succès. Ils seront avant peu un élément important dans le mouvement général des affaires du pays. L'Union agricole, à l'arrivée de chaque courrier s'occupe de leur réception, elle les guide dans leurs achats et facilite leur installation. D'un autre côté, comme nous l'avons déjà indiqué tout à l'heure, le mouvement local sur les travaux du sol s'est accentué, et nous voyons avec joie les jeunes gens du pays s'y mêler activement. »

Nous trouvons enfin, dans le discours prononcé, à l'occasion de l'ouverture de la session du Conseil général, le 3 novembre 1896, par M. Le Fol, Gouverneur par intérim, les données suivantes : « Depuis le mois de juin, époque à laquelle sont arrivés les premiers immigrants, cent quatre-vingt-huit colons se sont installés sur les concessions qui leur ont été accordées aux divers titres prévus et régle-

mentés par les arrêtés actuellement en vigueur. Sur ce nombre, soixante-dix-huit sont venus de la Métropole et ont ainsi apporté un appoint notable à la population, si l'on considère surtout que beaucoup d'entre eux étaient accompagnés de leurs femmes, de leurs enfants, ou de leurs aides. Treize militaires, désireux de prendre leur congé dans la colonie, ont été également pourvus de terres qu'ils sollicitaient et ont commencé à les mettre en valeur; cinq autres militaires, sur le point de terminer leur temps de service, sont en instance pour obtenir la même faveur et recevront satisfaction aussitôt que la délimitation des terrains permettra de donner une suite effective à leurs demandes. Dix-sept fonctionnaires, voisins de la retraite, ont aussi obtenu des concessions, et un autre est en instance. Vingt-sept enfants du pays sont en possession des terrains qu'ils avaient sollicités; trente-six autres sont inscrits et seront mis en possession de leurs terres dès que les centres où ils ont désiré s'établir seront délimités. Enfin, cinquante-trois personnes, habitant depuis longtemps la colonie ont obtenu des terrains en location avec promesse de vente, et vingt-deux, en instance, attendent que le Service topographique ait pu faire face à ses travaux de délimitation. — Sur les concessions dont la mise en valeur a commencé depuis l'époque récente que je vous indiquais tout à l'heure, outre les cultures diverses qui y ont été entreprises, plus de deux cent quarante mille pieds de caféiers ont déjà été plantés. »

Ce sont là des chiffres assez encourageants. Pourtant le Conseil général ne semble pas convaincu de l'excellence de ces résultats, et, dans la séance du 2 décembre 1896 notamment, ses membres adressent de nombreuses critiques à l'œuvre entreprise par le Gouverneur. Ils lui reprochent surtout : d'avoir fait servir à la colonisation, et sans l'assentiment du Conseil, des fonds qui avaient une autre destination; de créer de nouveaux centres alors que de nombreux lots sont encore disponibles dans les anciens (1); de dépenser, sur plu-

(1) « M. Engler, chef du service topographique. — Il y a cinquante-six

sieurs points à la fois, les forces dont l'Administration dispose, au lieu de les concentrer sur un seul et de faire quelque chose de durable.

Les crédits demandés par l'Administration pour les travaux de colonisation à accomplir en 1897 s'élèvent à 120.000 francs, se répartissant ainsi : création d'un nouveau centre à Hienghène afin de permettre la pénétration de l'intérieur, 10.000 francs; ouverture à la colonisation du territoire compris entre Sarraméa et Negropo, et installation de deux cents familles, 50.000 francs; création de routes et sentiers destinés à mettre les centres en communication, 60.000 francs. Le Conseil général ne vote que 88.335 francs.

Il résulte d'un rapport de M. Engler, chef du Service topographique, que, de novembre 1896 au mois d'avril 1897, il est arrivé dans la colonie vingt-cinq immigrants, savoir : trois en novembre, quatre en décembre, cinq en janvier, trois en février, cinq en mars, sept en avril. Sur ce nombre, dix-sept ont fait choix de lots dans divers centres de l'intérieur, deux sont repartis pour France; les huit autres n'ont pas encore demandé de concessions gratuites à l'Administration, et deux d'entre eux ont acheté une propriété à La Foa.

Voici quels sont, en juillet 1897, les résultats généraux atteints par la tentative de colonisation qui nous occupe : en un peu plus de deux ans, il a été créé dans le pays trois cent trente-neuf propriétés agricoles nouvelles, petites ou grandes, surtout petites ou moyennes. Pour se rendre compte de la valeur de ce chiffre, il faut le décomposer.

Le Gouverneur avait fait appel à deux groupes de colons : 1^o ceux qui étaient déjà dans le pays, mais non encore fixés au sol pour une propriété : on en compte cent trente-cinq, comprenant soixante et une familles d'anciens colons, et soixante-quatorze jeunes gens nés en Nouvelle-Calédonie ou

lots disponibles sur les anciens lots et quarante sur les nouveaux, soit quatre-vingt-seize en tout.

« M. Savoie. — Sur l'état fourni, il y en a cent treize. » (*Compte rendu de la séance du 2 décembre 1896.*)

venus tout enfants avec leurs parents et ayant l'âge requis pour obtenir des concessions gratuites ou onéreuses, suivant les cas; — 2° ceux qui viennent de l'extérieur, c'est-à-dire les militaires, les fonctionnaires, les émigrants venant de France, les émigrants provenant de l'étranger. Ces diverses catégories donnent un chiffre de deux cent quatre familles constituées, représentant une population totale d'environ six cents individus, dont vingt-sept militaires congédiés dans la colonie, dix fonctionnaires se fixant dans la colonie cinq ans avant l'époque de leur retraite, cent soixante familles venant de France et dix-sept venant de l'étranger. Sur ce nombre de deux cent quatre familles, dix-sept n'ont pas pris de terrains. Soit que leurs ressources aient été en réalité au-dessous du chiffre exigé, soit que leurs aptitudes à diriger une exploitation agricole leur aient paru insuffisantes, elles ont préféré se fixer dans la colonie dans des industries diverses ou comme employées dans des exploitations agricoles déjà créées. Ajoutons qu'à ce moment un fonctionnaire révoqué va être déposé, et que seize familles sont reparties pour France sans avoir fait choix d'une concession. Le déchet véritable s'élève donc au chiffre de dix-sept; ce qui représente à peine huit pour cent sur le chiffre total de deux cent quatre.

Mais, ce qui frappe surtout dans ces chiffres, c'est que, jusqu'à présent, parmi les colons installés dans les conditions exigées, il n'y en a pas un seul qui ait abandonné son terrain par suite de découragement survenu après expérience. « Tous, dit M. Feillet, sont au contraire pleins d'ardeur à la besogne. Quelques-uns, je le sais, sont cependant gênés — ils ne sont d'ailleurs pas nombreux — parce que, entraînés par le désir d'avoir plus rapidement mis en valeur le terrain concédé, ils ont planté sans calculer leurs ressources et ont commis l'imprudence de se démunir un peu trop vite de leurs réserves d'argent. Ceux-là, ayant à s'adresser au crédit qui coûte si cher ici, et dont ils devraient se garer comme de leur plus grand péril, ceux-là, évidemment, souffriront et je voudrais que leur expérience servît aux autres; mais je suis sûr que

ceux qui ne s'abandonneront pas, qui lutteront avec énergie, triompheront des difficultés présentes. Je n'en veux pour preuve que la lettre que m'écrivit un des premiers colons que j'ai installés à Négropo, et que j'ai vu s'établir sans crainte, malgré l'exiguïté de ses ressources, lorsque j'ai pu constater avec quelle ardeur il se mettait au travail.

« Ce colon, Planchenault, je puis bien le nommer sans exciter la jalousie de ses camarades qui lui rendent justice, s'exprime ainsi dans sa lettre : « Si on veut se faire aider dans son travail par la main-d'œuvre, j'estime qu'il faut bien avoir à peu près un capital de 5.000 francs en moyenne pour attendre la récolte du café ; mais un homme seul, habitué au travail, et économe, avec 2.000 francs pourrait largement se tirer d'affaire, comme je l'ai fait, et planter quatre mille pieds de café par an (1). »

« Ces résultats encourageants ont frappé les premiers colons arrivés de France, et ce que j'ai appelé l'auto-recrutement a fonctionné presque immédiatement. En effet, sur les deux cent quatre familles, j'en compte dix-neuf appelées par les premiers colons arrivés. Ce mouvement ne fait que s'accroître. Il y a actuellement, en dehors des deux cent quatre familles installées, vingt-trois lots réservés par des colons récemment arrivés pour des parents ou amis qui doivent venir les rejoindre dans un délai assez court. Je puis dire qu'à l'heure actuelle, au moins la moitié des colons qu'amène chaque courrier, dans le mois qui suit leur installation, retiennent des terres dans ces conditions. » (Discours prononcé par le Gouverneur à l'ouverture de la session extraordinaire du Conseil général du 22 juillet 1897.)

Durant le mois de septembre 1897, M. Feillet visite individuellement les colons de l'intérieur de l'île pour se rendre compte des progrès accomplis dans les divers centres créés

(1) Lire également, à titre de document, les lettres adressées à l'Union coloniale par des émigrants envoyés par ses soins en Nouvelle-Calédonie (*Quinzaine coloniale*, n° du 10 septembre 1897. — *Guide de l'émigrant*, publié en 1897 par l'Union coloniale, pages 32 et suiv.).

depuis 1895. Les récits que les journaux locaux font de ce voyage, témoignent que toutes ces localités sont en bonne voie de développement et que les plantations présentent la meilleure apparence. Le Gouverneur passe successivement à La Foa, à Sarraméa, à la Népropo, où il examine en détail toutes les concessions : il trouve ce centre, qui ne date pas d'une année, presque aussi florissant que celui de Sarraméa. Le 10, il est au milieu des colons installés récemment à Goendéa et à Nem-baye; le 11 il visite les centres de Natoh-Nepia à Tiakan : l'après-midi est consacrée à Grochain. Ce dernier centre date de 1896. » A cette époque, c'était une tribu perdue dans la brousse. Aujourd'hui, l'œil n'aperçoit que des champs de maïs, de longues lignes de caféiers, des plaines de manioc et de haricots. Ici encore la transformation est complète, et le soir, au banquet offert par les colons de Pounérihouen, M. Feillet pouvait dire : « Il y a deux ans, lorsque je visitai la vallée de Pounérihouen, il me fallait faire parfois plus de 100 kilomètres pour aller d'une habitation à l'autre. Aujourd'hui, les propriétés en valeur se touchent et c'est une suite non interrompue de cultures (1). » Au cours de son voyage, le Gouverneur constate l'existence d'une grande quantité de terrains propres à la culture et bien situés, où peuvent trouver place de nombreux émigrants. « L'Administration, dit une correspondance de Nouméa au *Temps*, peut doubler actuellement les évaluations de terres disponibles, qu'elle n'avait faites jusqu'à présent qu'avec prudence, en réservant une trop grosse part à l'inconnu (2). »

Il nous reste à examiner le plan de campagne dressé pour la colonisation en 1898.

On se rappelle, qu'en vertu du décret du 10 avril 1897, les ressources mises à la disposition de l'Administration pour cet objet se composent des recettes du Domaine. Or, les recettes prévues pour 1898 s'élèvent à 180.000 fr. environ; c'est donc

(1) *Quinzaine coloniale*, N^{os} du 25 octobre et du 25 novembre 1897.

(2) *Le Temps*, N^o du 16 novembre 1897.

une somme égale à consacrer pour l'année aux dépenses de colonisation.

D'après le plan campagne présenté le 19 juillet 1897 par le Gouverneur, 89.200 fr. seront affectés à la solde du Chef du Domaine et de divers autres fonctionnaires, au transport des immigrants de Nouméa au lieu de concession, à la construction de trente cases, aux subventions à l'Union coloniale et au Comité Dupleix, etc. Le reste, soit 90.200 fr., sera employé aux opérations suivantes : 1^o création d'environ quinze lots sur les terres encore disponibles dans le bassin de la Fonwary, à Couli, Foalé et Sarraméa; 2^o création de deux centres sur le versant est de la table Unio, l'un dans la vallée de Ouen Koh, l'autre dans celle de Kouen Tioti; 3^o création d'un centre dans la vallée supérieure de la vallée de Tu, à Houaïlou, sur le versant boisé du mont Arago. Ce centre comprendra environ quarante lots; 4^o création d'un centre sur la rive droite de la rivière Tipindjé, dans le vallon d'Ouchavo, situé à 7 kilomètres du bord de la mer; 5^o construction de routes et de sentiers destinés à mettre les centres en communication. — Le plan de campagne pour 1898 comprend la création de deux cent cinquante lots, dont cent cinquante-cinq à Fonwary et aux sources de la Négropo, et quatre-vingt-quinze sur la côte est, à Houaïlou et à Tipindjé. Par suite de cette disposition, les colons venant de France auront le choix entre les terrains de l'intérieur et ceux situés à proximité du littoral. Le nombre des lots indiqués paraît suffisant à l'installation d'une centaine de familles pendant l'année 1898. De plus, l'expérience ayant démontré qu'environ un tiers des immigrants préfère acheter des propriétés appartenant à des particuliers, on peut conclure que le plan de campagne assure l'installation dans de bonnes conditions de cent-cinquante familles environ. — La longueur totale des routes et sentiers à construire est de 46 kilomètres pour les routes charretières, 26 kil. 300 pour les postes ou sentiers d'exploitation, 2 kilomètres pour les sentiers à élargir.

D'après un rapport, en date du même jour, de M. Engler,

chef du Service topographique, voici quelles sont les terres reconnues disponibles pour la colonisation agricole en Nouvelle-Calédonie.

Régions.	Terres à cultiver.	Terres à pâturages.
Bouloupari, Thio, Nakéty.	2.300 ^{h.a}	6.400 ^{h.a}
Canala, Table-Unio, La Foa	6.135	8.290
Bourail, Couaoua, Houailou, Monéo, Poya. .	8.670	22.775
Népoui, Pouembout, Pounérihouen, Touho, Koné.	6.080	29.430
Voh, Témala, Tipindjé, Hienghène	4.690	31.550
Région au nord de Témala et Hienghène. . .	5.580	37.020
	<u>33.455^{h.a}</u>	<u>141.465^{h.a}</u>

Soit environ 174.920 hectares de terres disponibles ou pouvant le devenir dans un avenir assez rapproché, par suite de l'expiration de baux en cours et du retour éventuel au Domaine de la colonie des réserves pénitentiaires non encore occupées.

La surface des réserves indigènes, instituées ou non, dont la révision doit se poursuivre d'après les règles qui seront établies par le M. le Ministre des Colonies, ne figure pas dans ce chiffre. Il convient pourtant de tenir compte, dès à présent, au point de vue d'ensemble de la colonisation, de la surface qui deviendra disponible par suite de cette révision et qui peut, dès maintenant, être estimée à 70.000 hectares, étant donné que le nombre des indigènes habitant sur la grande terre, entre Bouloupari, Thio et l'extrémité Nord de l'île n'est pas supérieure à 20.000 hectares, et que leurs réserves définitivement instituées comprendront 20.000×3 , soit 60.000 hectares, tandis qu'elles sont actuellement d'environ 130.000 hectares. C'est donc, en estimant que les deux tiers de cette surface de 70.000 hectares soient utilisables pour la colonisation, une étendue de 46.000 hectares qu'il faudrait ajouter au total des terres disponibles énumérées (1).

(1) Rappelons que peu de temps après, un décret du 6 octobre désaffecte, au profit de la colonisation libre, 42.919 hectares précédemment réservés au Service pénitentiaire.

On se rappelle que, d'après l'article 5 du décret du 10 avril 1887, le plan de campagne est dressé par le Gouverneur en Conseil privé, délibéré par le Conseil général et approuvé ensuite par le Ministre des Colonies. Nous venons de voir le projet élaboré par M. Feillet; le Conseil privé, dans sa séance du 19 juillet, l'adopte à l'unanimité. Il est ensuite examiné par le Conseil général, dans la séance du 29 juillet, après avoir fait l'objet d'un rapport de la part d'une commission spéciale nommée par le Conseil. Voici les conclusions de ce rapport : « 1° Décider que le procès du Domaine sera repris et poussé aussi activement que possible; 2° en ce qui concerne le choix des terres, déclarer que le Conseil n'étant pas suffisamment éclairé, ne saurait donner son avis au plan de campagne qui lui est soumis; 3° en ce qui concerne les travaux de routes, demander qu'il soit prévu, sur les fonds de la colonisation, un crédit spécial pour l'entretien des routes déjà existantes, jusqu'à ce qu'elles aient pu être régulièrement reçues, le Conseil ne pouvant consentir à faire entretenir ces routes par le budget local et ne pouvant s'engager plus tard à les entretenir qu'autant qu'elles seront justifiées par le chiffre de la population; 4° en ce qui concerne les centres à créer pour 1898, demander que toutes les forces de la colonisation soient concentrées sur un seul point, le plateau central de la Table-Unio, puisque c'est celui qui paraît le plus convenable à l'Administration et, d'une façon générale, que ce plateau, ainsi que tous les centres à créer en montagne, soit desservi simplement par des sentiers muletiers, les routes charretières devant être réservées pour la plaine ». La commission propose ensuite de fixer à 180.955 fr., 80 le chiffre des recettes et à 106.950 fr. le total des dépenses, ce qui laisserait un crédit de 73.050 fr., pour l'entretien des routes déjà existantes et les dépenses imprévues. Ces conclusions, malgré les observations de M. le Directeur de l'Intérieur Martineau, sont adoptées par le Conseil général.

Signalons enfin, pour terminer, deux tentatives dues en 1897 à l'initiative privée.

Tout d'abord, un des plus anciens colons de la Nouvelle-Calédonie, M. Higginson, offre à la colonisation libre, dans une région située près de Nouméa et dotée de moyens de communication faciles, une partie importante de sa propriété composée de bonnes terres à cultures et à pâturages. Il propose de donner à la colonie la moitié des terrains qu'il possède à la Dumbéa, aux lieux dits Koé, Nimba et Koutio-Kouéta, à charge pour celle-ci d'allotir ces terres, et de les concéder gratuitement à des colons libres. La partie du domaine aliénée et mise en culture donnerait de la valeur aux lots conservés par M. Higginson qui ferait ainsi œuvre à la fois utile au pays et d'un profit équitable pour lui-même. « Je serais très heureux pour ma part, » dit M. Feillet dans le discours prononcé par lui à l'occasion de l'ouverture de la session extraordinaire du Conseil général du 22 juillet 1897, « de voir cet exemple suivi par les propriétaires de *Latifundia*, qui trouveraient dans cette opération le moyen le plus pratique, et en même temps le plus profitable à la colonie, de mettre en valeur les déserts considérables que forment leurs immenses domaines. Il me paraîtrait juste, pour les encourager dans cette voie, que le budget de la colonisation libre prît à sa charge, dans des conditions qui restent à déterminer, une partie, tout au moins, des voies d'accès. Je vous serai reconnaissant de me donner votre avis sur ce point spécial. »

L'œuvre entreprise par la « Société de prêts pour l'émigration en famille en Nouvelle-Calédonie » fondée à Paris par M^{me} Routier de Granval, veuve d'un grand propriétaire de la Nouvelle-Calédonie, a également pour but de développer la colonisation libre agricole. M^{me} Routier de Granval possède à la Poya, dans une situation des plus favorables, un domaine de 2000 hectares environ. Sur ce domaine, comme dans les stations d'élevage anciennement concédées, se rencontrent d'excellentes terres à cultures. Ce sont ces terres que M^{me} Routier de Granval a eu la généreuse pensée de répartir à titre gratuit entre un certain nombre de fa-

milles de cultivateurs choisies avec soin. La question de ce choix paraît surtout l'avoir préoccupée.

« L'Administration, » dit à ce propos un journal local (1), exige de ses immigrants, avant de leur accorder le passage, la justification d'un capital minimum de 5000 fr. Il semble que ce soit là, pour elle, avec les conditions de moralité que les immigrants doivent présenter, le gage le plus sûr de la réussite. M^{me} Routier de Granval a pensé avec raison que, si la mise en valeur des terres concédées réclamait une avance, voire une avance minima de 5000 fr., il y avait d'autres garanties tout aussi essentielles à rechercher chez les immigrants, à savoir : la pratique de la culture, la santé, la vigueur et l'amour du travail. Or, ces garanties pouvaient être offertes par des familles ne possédant pas le capital de 5000 fr. exigé par l'Administration. Fallait-il donc que, faute d'avoir une avance suffisante, ces familles qui auraient réuni par ailleurs toutes les conditions désirables pour faire d'excellentes familles de colons, fussent laissées de côté et condamnées à végéter en France? Tel n'a pas été l'avis de M^{me} Routier de Granval ».

La Société de prêts pour l'émigration en famille en Nouvelle-Calédonie prête aux émigrants, comme son titre l'indique, l'argent qui leur manque pour parfaire le capital exigé de 5000 fr. et obtenir ainsi de l'Administration leur passage gratuit. Les conditions réclamées d'eux en vue de ces prêts sont les suivantes : 1° être Français et âgé de vingt-cinq ans au moins et de quarante au plus; 2° n'avoir jamais encouru aucune condamnation et être de bonnes vie et mœurs; 3° être marié; 4° être cultivateur; 5° produire un certificat attestant que le demandeur et les membres de sa famille qui l'accompagnent, jouissent d'une bonne santé et peuvent supporter le climat de la Nouvelle-Calédonie; 6° justifier de la possession d'un capital immédiat, disponible de 2000 fr. au moins. Ce capital témoigne que l'émigrant, si peu riche qu'il soit, n'en a pas

(1) *La France Australe*. — N° du 23 juin 1897.

moins des habitudes d'ordre et la pratique de l'économie. — Les prêts ainsi consentis portent intérêt à 5 % et sont remboursables en six annuités à partir de la sixième année qui suivra l'entrée en concession des emprunteurs, savoir : $\frac{1}{10}$ la première année; $\frac{1}{10}$ la seconde; $\frac{1}{3}$ chacune des quatre autres années.

Cette entreprise, en plus de l'utilité de son rôle, nous semble admirablement comprise. Toutes ses dispositions sont empreintes d'une grande sagesse et d'une connaissance très certaine des exigences de la petite colonisation et des conditions du crédit : on ne trouve que des éloges à lui adresser.

Caractères généraux de cette période. — En 1895 se produit un véritable réveil de la colonisation libre agricole. L'œuvre entreprise se caractérise essentiellement par la diffusion, la plus large possible, dans la Métropole, de renseignements exacts, pratiques, précis sur la Nouvelle-Calédonie; par un choix scrupuleux des terres affectées aux colons; par un recrutement méthodique et soigneux des émigrants, n'acceptant que ceux qui ont des ressources et des aptitudes suffisantes, ou par eux-mêmes, ou par association; par un grand développement de la culture du café.

De la fin de 1894 au décret du 10 avril 1897, les seuls modes d'aliénation des terres sont la location avec promesse de vente (cette promesse devant avoir sa réalisation lors du règlement de la question du Domaine), et la concession à titre gratuit. Cette dernière forme surtout est pratiquée et des arrêtés locaux énumèrent les nombreux avantages qu'elle accorde aux immigrants, aux officiers et fonctionnaires, marins et soldats, ainsi qu'aux jeunes gens nés dans la Colonie.

Le décret de 1897 réglant la question de la propriété des terres sans maîtres, ces terres désormais peuvent être aliénées à titre onéreux : en principe le seul mode d'aliénation est l'adjudication aux enchères publiques. Des exceptions

ne sont apportées à ce principe que pour les concessions gratuites d'une superficie maxima de 25 hectares, destinées à encourager la petite colonisation, et, à un autre point de vue, pour les concessions domaniales qui auraient pour objet de rémunérer l'exécution de travaux publics d'intérêt général. Dans ce cas, ces concessions ne deviennent définitives qu'après approbation du décret en Conseil d'État.

De 1895 à juillet 1897, un certain nombre de centres libres sont fondés ou agrandis et 339 propriétés agricoles, petites, moyennes ou grandes, surtout petites ou moyennes, sont créées dans la colonie. Le travail fait sur ces centres se chiffre par 129 hectares en cultures diverses, et 200 hectares en café, représentant près de 400.000 pieds de café. Les territoires offerts actuellement aux immigrants comprennent environ 9.000 hectares.

« Il n'est pas possible », dit un récent rapport officiel, « de se prononcer dès maintenant sur les résultats de l'entreprise de colonisation agricole, les caféiers actuellement plantés ne devant commencer à produire que dans un an ou deux. Toutefois quelques chiffres montreront la progression constante des exportations de café. En 1890 : 32.800 kilogr., soit une valeur de 65.600 fr. En 1896 : 212.596 kilogr., soit une valeur de 556.282 fr. Les six premiers mois de 1897 donnent 98.634 kilogr., soit une valeur de 266.669 fr. La qualité du café calédonien est supérieure : elle prend rang immédiatement après le moka, et ses cours, cotés à Bordeaux varient de 112 à 125 fr. les 50 kilogr. Lorsque les centres nouvellement créés seront en plein rapport, la production actuelle sera presque doublée; on peut considérer qu'elle atteindra près de 400.000 kilogr. avec une valeur de près d'un million et demi de francs.

« D'autre part, la valeur de la propriété territoriale s'est considérablement accrue. Pour n'en citer que deux exemples : 6 hectares plantés en café, acquis pour 6.000 fr. en juin 1893, se sont vendus 11.500 fr. le 23 novembre 1895; 3 hectares, également plantés en café, achetés en 1886 pour le prix

de 1.225 fr., se sont vendus le 24 octobre 1896, 14.000 fr.

« Un point essentiel à fixer était la question de savoir si la colonie pouvait réellement disposer de territoires considérables qu'elle pût, dès maintenant offrir aux immigrants. Le plan des travaux à entreprendre établit que 33.000 hectares de terres à cultures et 141.000 hectares de terres à pâturages peuvent être disponibles. Ces chiffres s'augmenteront certainement par suite des nouvelles délimitations de cantonnements indigènes et de l'abandon de certaines réserves pénitentiaires. Cet abandon d'une partie du domaine pénitentiaire, pour favoriser le peuplement sain de la colonie, ne sera qu'une compensation au discrédit que le bagne a trop longtemps jeté sur la Nouvelle-Calédonie. »

CHAPITRE IX

LES PRODUITS DU DOMAINE ET LEUR AFFECTATION BUDGÉTAIRE.

De 1853 à 1884 les produits des aliénations et les revenus des amodiations passent intégralement, et sans observations de la part de la Métropole, au budget local.

En 1884, un avis du Comité consultatif du Contentieux du Ministère de la Marine et des Colonies, en date du 10 mars, déclare que l'« abandon des terrains devra être fait au profit de l'État et non de la colonie. » Peu après, le Gouvernement, désireux de s'assurer les moyens d'appliquer les règlements en vigueur en matière de transportation, promulgue le décret du 16 août 1884 qui affecte 110.000 hectares de terres à l'Administration pénitentiaire, sans compensation pour le budget local. Une dépêche du 1^{er} août répète l'avis du Comité consultatif du Contentieux de la Marine. Une dépêche du 23 août suivant fait connaître que le Département serait disposé à « déterminer le mode d'affectation à la colonisation libre des 276.000 hectares disponibles et les conditions suivant lesquelles ces terrains, qui sont la propriété de l'État, pourraient être concédés et aliénés au profit du budget local. » Une dépêche du 15 décembre 1884 énumère ces conditions.

De 1885 à 1889, la Métropole varie assez quant à l'affectation à donner aux recettes du Domaine et ces mesures contradictoires contribuent fortement à troubler l'équilibre des budgets de la Nouvelle-Calédonie.

Dans une dépêche du 5 avril 1885, le Département, en exécution de l'article 2 du décret du 16 août 1884 qui déclare l'État propriétaire de toutes les terres vacantes en Nouvelle-Calé-

donie, revendique les produits du Domaine et les enlève à la colonie. Dans une dépêche du 19 octobre suivant, M. Rousseau répond en ces termes au Gouverneur : « Bien que vous insistiez pour que les revenus du Domaine continuent à être affectés aux recettes locales, j'ai le regret de ne pouvoir accéder à votre demande. Les dépêches de mon Département..... ne peuvent laisser subsister aucun doute à cet égard..... J'ajouterai que le Ministre des Finances s'opposerait certainement à la remise au budget local des revenus du Domaine..... Je maintiens donc la doctrine du Département, en vertu de laquelle, les revenus provenant du Domaine de la Nouvelle-Calédonie appartenant à l'État doivent être versés dans les caisses du Trésor, sous compte « Produits divers du budget. »

Une prévision de recettes de 200.000 fr. est inscrite au budget de l'État en 1887. La même prévision est renouvelée au budget de 1888. Ces inscriptions de recettes restent sans résultat. — En effet, à la suite des réclamations de la colonie, soutenue par M. Le Boucher, Gouverneur, une dépêche du 8 février 1886 lui abandonne le produit des aliénations antérieures au décret du 16 août 1884. En 1887, la même mesure est prise, en ce qui concerne les locations, par une dépêche du 16 juillet. Enfin, par dépêche du 25 octobre 1887, il est donné à ces mesures une plus grande extension et l'Administration locale est autorisée à faire encaisser par le budget local le produit des aliénations, sous la seule condition que le Conseil général inscrive chaque année, à son budget, les sommes nécessaires à l'entretien des routes et des sentiers muletiers construits par la main-d'œuvre pénale. Le 1^{er} juin 1888, un arrêté du Gouverneur, rendu en exécution des instructions contenues dans les dépêches ministérielles du 25 octobre et du 21 novembre 1887, remet à la colonie « tous les produits domaniaux autres que ceux du Domaine pénitentiaire et qui ne sont pas encore venus à échéance ».

Le 6 mars 1889, le Département transmet à la colonie une décision de la commission du budget approuvée par le Par-

lement, prescrivant l'inscription d'une somme de 100.000 fr. aux produits divers du budget, pour prix de locations ou d'aliénations d'immeubles en Nouvelle-Calédonie, et ordonnant, conformément aux dispositions du rapport de la Commission du Budget, le versement au Trésor, à partir du 1^{er} janvier 1889, du prix des aliénations de terres faites postérieurement à la promulgation du décret de 16 août 1884, ainsi que du produit des locations consenties soit antérieurement, soit postérieurement à ce décret.

Dès l'année suivante, sur la demande du Sous-secrétaire d'État, la prévision est réduite à 10.000 fr. par la Commission du Budget, sans qu'il y ait trace au rapport de la commission des motifs de cette réduction. Par une dépêche du 13 octobre 1889, le Sous-secrétaire d'État informe la colonie « qu'elle pourra, en 1890, bénéficier de toutes les ventes de terrains et de toutes les locations, sous réserve du versement au Trésor de la somme précitée de 10.000 fr. » Jusqu'en 1897, cette dernière prescription n'est pas modifiée.

La colonie verse bien cette somme de 10.000 fr., mais ne verse pas la part des produits du Domaine perçus en 1889 au profit de l'État et qui s'élève à 70.124 fr. En outre, elle cesse, dès 1890, de payer la rente de 10.000 fr. Les motifs de ce non-paiement sont indiqués dans une lettre de M. le gouverneur Laffon du 20 mai 1892, qui demande en outre au Sous-secrétaire d'État de « vouloir bien surseoir à tout paiement par le Service local, jusqu'à ce que la question du Domaine soit définitivement réglée ».

Le 17 mai 1893, une dépêche du Sous-secrétaire d'État règle ainsi la situation : la colonie est exonérée du paiement des 70.000 fr. dûs pour 1889, mais elle devra payer intégralement les annuités de 10.000 fr. inscrites au budget général des recettes et dûes pour les années 1890, 1891, 1892. « Je vous serai obligé, » dit M. Delcassé au Gouverneur, « de prescrire des mesures pour que le versement des 30.000 fr. arrivés à échéance soit effectué dans le plus bref délai possible et que l'annuité de 1893 soit également versée en temps

utile: » L'annuité est en effet toujours inscrite au budget de la colonie, de 1894 à 1897, mais irrégulièrement payée.

Passons maintenant en revue, avant d'examiner les dispositions du décret du 10 avril 1897 concernant l'affectation budgétaire des produits du Domaine, les systèmes proposés à ce sujet dans les nombreux projets de décrets préparés de 1888 à 1897.

1° *Projet élaboré en 1888 par le Conseil général de la Nouvelle-Calédonie.* — L'État garde la propriété du Domaine, mais, en revanche, il fait abandon au Service local de tous les produits et revenus de ce Domaine, à l'exception de ceux provenant : des terrains affectés aux services publics, lorsqu'il existera sur ces terrains des bâtiments ou des plantations à l'État; des terrains acquis à l'avenir par l'État; du Domaine pénitentiaire.

2° *Projet de la sous-commission de la commission du régime pénitentiaire aux Colonies, sous-commission formée par M. Étienne en 1890.* — La colonie jouit des revenus du Domaine formé des 200.000 hectares de terres à pâturages que l'État lui abandonne, ainsi que des produits des concessions antérieures à la promulgation du présent décret qui sont consolidées. L'État garde les revenus de son Domaine.

3° *Projet présenté par M. Noël Pardon, à la suite de son rapport du 20 mai 1890.* — Ce projet semble réserver à l'État tout le domaine, mais fait plusieurs parts des produits.

a) — Les produits des concessions ou locations, consenties antérieurement au 1^{er} janvier 1885 ou au présent décret, continuent à être versés et employés dans le budget local à titre de recettes ordinaires; b) — les produits des locations d'une durée moindre de dix-huit ans, postérieures au 1^{er} janvier 1885 ou au présent décret sont également versées au budget local; mais le Gouverneur en Conseil privé, sous l'approbation du Sous-secrétaire d'État aux Colonies, peut changer et modifier jusqu'à concurrence du chiffre de ces recettes, en leur donnant une affectation d'intérêt général, les dépenses de

la deuxième section de ce budget; c) — les produits des aliénations ou locations d'une durée de plus de dix-huit ans sont exclusivement affectées aux dépenses de colonisation. Les opérations de recettes et de dépenses sont classés à un « budget extraordinaire de colonisation » établi par le Gouverneur en Conseil privé, en présence de l'Inspecteur colonial et sous l'approbation du Sous-secrétaire d'État aux colonies.

D'après ce projet, le Conseil général n'intervient qu'à titre consultatif et si le Département reconnaît l'utilité de cette consultation. — Cette disposition, qui se signalait par une défiance nettement déterminée à l'égard de l'assemblée locale, était, ainsi que le démontra la Commission du Régime pénitentiaire, susceptible d'entraîner des conflits graves avec la représentation de la Nouvelle-Calédonie. L'Administration centrale des colonies démontra de son côté combien ces dispositions étaient contraires aux principes généraux de la constitution coloniale. C'était, en effet, placer la Nouvelle-Calédonie sous un régime d'exception, altérer profondément son organisation générale et laisser supporter à son budget toutes les charges que supportaient les autres colonies, en enlevant au Service local l'administration d'une de ses principales recettes.

4° *Projet de M. Leveillé, vice-président de la Commission du Régime Pénitentiaire aux colonies.* — Ce projet ne constitue pas en réalité le domaine local : il affecte seulement le produit des aliénations du Domaine de l'État à des dépenses de colonisation qui doivent être exclusivement employées sous le contrôle du Département et suivant un plan d'ensemble approuvé par le Ministre.

5° *Projet adopté par la Commission du Régime pénitentiaire, dans sa séance du 17 mars 1891.* — Ce projet, qui constitue d'une manière bien nette le domaine local, tout en réservant une partie des terres au domaine de l'État, laisse au budget de la colonie la libre disposition des produits. Il abandonne à l'Administration locale la gestion de ses biens

dans les conditions prévues par le décret organique du 12 décembre 1874 sur le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Mais, en même temps, il permet d'exonérer le budget colonial du paiement d'une partie des subventions que la Métropole sert à la colonie : c'est ainsi que la colonie prend à sa charge le service de la transmission, sur le réseau télégraphique, des télégrammes de l'État, et le service postal. La colonie s'engage de même à fournir gratuitement à l'État les immeubles nécessaires à ses services.

6° *Projet de décret présenté par M. Pardon dans sa lettre du 25 septembre 1891.* — M. Pardon revient sur ses propositions de l'année précédente. Dans ce nouveau projet il est également fait plusieurs parts des produits du Domaine.

7° *Projet de décret détaché par M. Pardon du projet général ci-dessus réglant la constitution du domaine en Nouvelle-Calédonie.* Il a trait uniquement à l'affectation des revenus. — Les recettes de toute nature provenant du domaine local de la Nouvelle-Calédonie sont incorporées au budget local de la colonie. Le Ministre fixe chaque année, sur la proposition du Gouverneur en Conseil privé, après avis du Conseil général, dans la limite des prévisions des recettes, le chiffre des dépenses d'administration et d'entretien des domaines, ainsi que les dépenses de colonisation, telles que création de routes, travaux de port, subvention à l'émigration française, à engager sur les recettes correspondantes. Ces dépenses ainsi déterminées sont inscrites comme obligatoires. Le Ministre arrête en même temps l'état général du plan de campagne des travaux à exécuter, au compte des mêmes services, pendant l'exercice correspondant à celui du budget.

8° *Nouveau projet de l'Administration (1892).* — Celui-ci ne se distingue du projet n° 5 que par la fixation, à titre de dépenses obligatoires, des frais d'assistance des colons cultivateurs envoyés de la Métropole. L'entretien du réseau télégraphique devient également une dépense obligatoire.

9° *Nouveau projet de l'Administration (1894).* — Le produit

des concessions appartient au budget de la colonie; mais la part provenant des aliénations nouvelles et des locations à long terme est affectée aux dépenses de colonisation et forme un budget spécial, comme dans le projet n° 3. A la différence du projet n° 8, les dépenses obligatoires disparaissent.

10° *Autre projet de l'Administration* (1894). — Les revenus du domaine colonial ne sont soumis à aucune affectation, mais les deux catégories de dépenses obligatoires du projet n° 8 sont rétablies.

Arrivons maintenant au *décret du 10 avril 1897*. Ce décret autorise, pendant une période de dix années (sauf pour les parties du domaine affectées aux divers services publics et pour les terrains réservés aux indigènes), à titre de subvention au budget local pour les dépenses de colonisation, l'attribution des produits du domaine, pour la portion excédant le montant des recettes qui seraient inscrites sous le même titre au budget de l'État. — Les dépenses de colonisation comprennent les dépenses nécessitées par la gestion du Domaine, par la création de centres de colonisation, par l'établissement de voies de communication y conduisant, et, en général, toutes celles destinées à favoriser le développement de l'immigration; ces dépenses sont également inscrites au budget local et obligatoires dans la limite des recettes corrélatives.

Les prévisions de recettes sont arrêtées par le Gouverneur en Conseil privé (*art. 1, 2, 3 et 6*). — Il est ouvert à la caisse de réserve un compte spécial à l'encaissement du reliquat, s'il en existe à la fin d'exercice, des recettes domaniales et aux prélèvements ultérieurs (*art. 4*).

Voici comment, au sujet de ces dispositions, s'exprime la Commission spéciale nommée par le Conseil général pour examiner le plan de colonisation présenté par le Gouverneur : « Enfin, on ne doit pas perdre de vue que ce décret, en retirant au budget local tous les produits domaniaux pour les affecter exclusivement aux dépenses de la colonisation, et en donnant arbitrairement à ces dépenses un caractère obligatoire qui n'existe dans aucune autre colonie, apporte un

trouble profond dans l'économie de notre budget et nous engage dans un avenir qui peut être plein des conséquences les plus graves, sans compter qu'il constitue, à l'égard de la représentation locale, un acte de suspicion que rien ne justifie. C'est ici l'occasion de faire observer que nous n'avons jamais refusé à l'Administration les crédits dont elle avait besoin pour la colonisation et que même le Conseil, dans le principe, les a toujours votés sans aucune restriction. » Le 29 juillet 1897, M. le Directeur de l'Intérieur proteste contre les termes de ce rapport. « On a vu, dit-il, dans le décret du 10 avril, un acte de suspicion à l'égard de la représentation locale. C'est une erreur; il n'est pas entré un instant dans l'idée du Département de suspecter le Conseil général, ni de vouloir méconnaître ses droits. Du moment que l'État se déclare propriétaire du Domaine, il a le droit de diriger lui-même, comme il l'entend, toutes les opérations de colonisation, par l'intermédiaire de son représentant naturel, qui est le Gouverneur de la colonie. »

Cherchons enfin quelles furent les recettes du Domaine, depuis la prise de possession de la colonie jusqu'à ce jour.

De 1853 à 1860, les recettes du domaine de la Nouvelle-Calédonie sont confondues avec celles du domaine des Établissements français de l'Océanie. Elles sont d'ailleurs insignifiantes.

Le budget local de 1861 porte aux recettes une prévision de 23.000 fr. « pour ventes et locations de terrains domaniaux ». Celui de 1862 prévoit 10.000 fr., « pour ventes et locations de terrains et autres produits domaniaux ». Celui de 1863, prévoit 20.000 fr. sous la même rubrique; celui de 1864, 30.000 fr.; celui de 1865, « prix de vente de terrains domaniaux, 28.000 fr.; prix de location, 3.200 fr. » Dès lors, les prévisions des produits du Domaine figurent chaque année pour un chiffre qui s'élève progressivement: 76.200 fr. en 1869, 86.200 fr. en 1870, 218.480 fr. en 1871.

Voici quelles sont les recettes du Domaine de 1872 à 1898, 1872, 174.899 fr.; — 1873, 330.453 fr.; — 1874, 389.171 fr.;

— 1875, 469.596 fr.; — 1876, 508.209 fr.; — 1877, 449.278 fr.; — 1878, 331.991 fr.; — 1879, 392.499 fr.; — 1880, 369.478 fr.; — 1881, 397.323 fr.; — 1882, 338.938 fr.; — 1883, 251.661 fr.; — 1884, 153.740 fr.; — 1885, 223.148 fr.; — 1886, 284.544 fr.; — 1887, 329.500 fr.; — 1888, 306.943 fr.; — 1889, 236.421 fr.; — 1890, 294.807 fr.; — 1891, 328,656 fr.; — 1892, 434.900 (prévision); — 1893, 229.000 fr.; — 1894, 178.696 fr.; — 1895, 184.472 fr.; — 1896, 193.956 fr.; — 1897, 182.578 fr. — Pour 1898, la prévision est de 180.000.

Le total de ces produits, rentes, ventes et locations comprises, de 1860 à 1898, s'élève à dix millions environ.

CHAPITRE X

LA QUESTION DU BÉTAIL.

Les premières concessions accordées en Nouvelle-Calédonie portent sur des étendues de terrains considérables. Les bénéficiaires de ces aliénations ne peuvent songer à exploiter d'une façon purement agricole les milliers d'hectares dont se composent leurs propriétés : pour cela, les capitaux nécessaires et la main-d'œuvre indispensable leur font totalement défaut. D'autre part, l'exemple de l'Australie où les « squatters » pratiquent en grand et avec succès l'élevage du bétail, est pour engager dans cette voie les colons calédoniens, d'autant plus que la nature du sol de l'île semble se prêter à l'entretien de nombreux troupeaux.

Au reste, au début de l'occupation, l'Administration locale s'efforce de provoquer l'élevage. Le règlement du 10 avril 1855 oblige les concessionnaires de terres domaniales à parquer au moins une tête de bétail par hectare ; l'arrêté du 1^{er} juillet 1857 ramène cette condition à une tête par 5 hectares ou à un mouton par hectare ; l'arrêté du 1^{er} octobre 1859 répète ces clauses. Tous ces textes accordent des droits de pâture sur le Domaine. Enfin, les contrats particuliers, tels que celui passé avec M. C. Cheval en 1861, par exemple, renferment presque toujours des dispositions concernant l'introduction sur la propriété d'un certain nombre de bêtes à cornes. Cet ensemble de causes ne tarde pas à produire des résultats : en 1859, mille têtes de bétail sont importées d'Australie, vingt ans plus

tard, la Nouvelle-Calédonie cesse d'être à ce sujet tributaire de la possession anglaise.

C'est surtout dans les belles plaines de la côte ouest que s'établissent les grands éleveurs. En 1880, la nouvelle société de Gomen, qui, par suite d'un contrat en date du 27 décembre, occupe 26.000 hectares de terres au lieu des 24.000 dont disposait la première compagnie, se livre surtout à l'élevage, et bientôt 10.000 têtes de bétail environ paissent sur ses excellents pâturages. Le nombre des troupeaux, déjà considérable à cette époque, ne cesse dans la suite de croître. On se tourne de plus en plus vers l'élève du bétail, et, jusqu'au grand mouvement actuel et tout récent qui porte les colons vers la culture du café, on peut dire que l'élevage des bœufs est la seule œuvre agricole importante qui ait été faite en Nouvelle-Calédonie. Et cela se comprend. Les avantages qu'il offre sont en effet séduisants : un troupeau se décuple en dix ans ; les frais de garde sont presque nuls, car le bétail est en liberté ; chaque tête exige 4 hectares : or les pâturages valent en location 1 fr. 50 cent. par an ; un bœuf coûte donc annuellement 6 fr. et, au bout de quatre ans, après une dépense de 24 fr., il peut être envoyé à la boucherie. De plus, il n'y a pas à préparer de fourrage pour l'hiver ; les troupeaux paissent toute l'année en liberté et passent la nuit en plein air ; on en fait seulement le rassemblement et le recensement chaque année. Il était difficile de trouver un genre de culture qui fût aussi immédiatement avantageux à la Nouvelle-Calédonie.

Malheureusement, les pâturages surmenés s'appauvrirent et, n'étant de la part des éleveurs l'objet d'aucun soin, furent envahis par de mauvaises herbes qui menaçaient de les détruire, et il advint que les bœufs mal nourris perdirent sans cesse de leur valeur. « Les troupeaux, dit à ce sujet M. Gallet, dans une Notice publiée en 1884, qui se vendaient, il y a cinq ans, 250 à 300 fr. la tête, ne valent plus maintenant que 80 à 90 fr. ; aussi quelques éleveurs commencent-ils à arrêter la production en castrant les génisses. L'élevage donne encore des bénéfices sérieux, grâce au contrat de fourniture passé par

l'Administration de la colonie. Le kilogramme de viande lui est livré à 1 fr. 19; les particuliers le payent de 0 fr. 80 à 1 fr. 50 suivant les localités. Un bœuf de quatre ans donne en moyenne 300 kilogrammes de viande; la peau est vendue 15 à 20 fr. — Jusqu'à ce jour, l'élevage des bœufs a été pratiqué en grand, sans soin et au hasard par des gens qui, pour la plupart, n'avaient aucune connaissance de cette industrie. A peine s'est-on préoccupé de la question des races. Bien des troupeaux dégénèrent par la faute des propriétaires qui ne changent pas à temps les taureaux... les génisses ne sont pas séparées, aussi n'est-il pas rare d'en voir vêler à l'âge de quinze à dix-huit mois. Ce qu'ont demandé ces éleveurs qui, en général, ne résident pas sur leur station, c'est beaucoup de têtes. Aucune tentative d'amélioration de pâturage n'a été faite, on s'est toujours contenté de l'herbe qui pousse naturellement et qui ne constitue qu'une nourriture assez maigre. »

Citons encore quelques passages typiques d'un rapport écrit vers la même époque : « Si dans la brousse on visite une station de bétail de n'importe quel stockman, on trouve une mauvaise paillotte ou case en niaouli habitée par un libéré et deux Canaques, deux ou trois maigres chevaux de selle, et quelques fruits. Pas de culture, pas même de jardin, rien... Quant aux animaux de race bovine, on les voit de loin ressemblant à de grands lévriers efflanqués (sur la côte ouest surtout). Ils sont maigres et ne donnent que de la mauvaise viande. Il ne pourrait en être autrement avec le mode d'élevage calédonien. On met un troupeau sur un terrain non entouré de barrière, et on lui dit, comme dans l'Évangile : Croissez et multipliez ! Il ne reçoit pas d'autres soins... Telle est la situation actuelle, fort inquiétante pour l'avenir. Et cependant : Tout aux éleveurs ! semble avoir été un mot d'ordre pour les divers gouvernements qui se sont succédés en Nouvelle-Calédonie. A eux les faveurs, à eux les contrats, à eux les terres, jusqu'à des 20.000 hectares et plus. En attendant, nous nourrissons nos chevaux avec de la luzerne venant d'Australie... ; nous ne conservons que du beurre venant

d'Australie, et des pommes de terre et de la graine de la Nouvelle-Zélande. Veux-t-on se procurer un peu de lait, presque toujours étendu d'eau, il faut le payer 1 franc le litre. Enfin, il faut être vraiment riche pour manger des légumes frais. »

La colonie courait à sa ruine. Le Ministère de la Guerre, heureusement, entendit ses plaintes et, à l'instigation de cette administration, MM. Ch. Prévot et C^{ie} vinrent créer à Gomen-Ouâco une grande usine pour la fabrication des conserves de viandes. Cette usine modèle comprit toutes les fabrications accessoires : bouillons, langues, tripes, pâtés, suifs, savons, phosphates, etc... Le prix du bétail se releva ainsi peu à peu, et l'élevage redevint une des sources principales de richesse de la colonie. Actuellement, l'usine pour compléter sa fabrication est encore obligée d'avoir recours au bétail australien, mais on peut entrevoir le jour où les troupeaux calédoniens, mieux soignés, mieux parqués, composés de bêtes d'un plus gros poids, suffiront à l'approvisionnement de l'usine.

« Mieux parqués, » venons-nous d'écrire. L'une des grandes questions soulevées par l'élève du bétail, tel qu'il se pratique encore aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie, est en effet celle des barrières destinées à protéger les cultures, tant des Européens que des indigènes, contre les incursions des troupeaux. A différentes reprises, on a cherché quelle solution pratique pouvait être donnée à cette question.

Il convient de remarquer tout d'abord que les premiers Australiens qui ont implanté l'élevage du bétail en Nouvelle-Calédonie se sont bien gardés d'introduire en même temps les réserves que l'Administration australienne imposait à l'industrie pastorale : défense formelle d'amener du bétail dans un terrain non entouré, et division des troupeaux. En Australie, des agents du gouvernement appelés *Inspectors of stock*, ont parmi leurs attributions la charge de veiller à la construction des barrières et à leur entretien. Cela dit, passons en revue les mesures prises à ce sujet par l'Administration calédonienne.

Le règlement du 10 avril 1855 dit que le concessionnaire

doit, dans le délai de cinq ans « avoir défriché la moitié de son terrain ou en avoir enclos un quart ». D'après l'arrêté du 1^{er} octobre 1859, le colon est tenu, dans le délai de dix-huit mois, « d'avoir défriché le vingtième de sa concession ou d'en avoir entouré la même partie d'une clôture en bon état, suffisante pour arrêter les bestiaux ». Par la suite, les textes régissant l'aliénation des terres sont muets quant à cette obligation qui, il faut le remarquer, n'est pas absolue, mais bien à option, dans les arrêtés que nous venons de citer. L'insurrection de 1878, que quelques bons esprits attribuent en partie aux dégâts commis par le bétail sur les cultures indigènes, détermine chez l'Administration locale le désir de mettre fin au vagabondage des troupeaux, et, dans certains actes d'aliénation passés en 1879, elle insère une clause imposant aux concessionnaires l'obligation de clore leurs terrains, sous peine de résiliation de plein droit de la concession. Peu après, l'arrêté du 11 mai 1880, dans son article 24, croit devoir rendre la clôture obligatoire, sous peine de dépossession et retour au Domaine des terrains non entourés. Ces dispositions ne furent que très rarement appliquées, et seulement lorsque des complications étaient à craindre avec des cultivateurs ou avec des tribus canaques. M. l'Inspecteur en chef, Le Clos, à la suite d'une tournée faite en 1884, appelle l'attention du Département sur cette situation et s'exprime en ces termes : « Après avoir épuisé les pâturages concédés... les troupeaux devenus trop considérables se sont répandus, grâce à la tolérance de l'Administration, sur les terres restant au Domaine et les ont épuisées de même... Aujourd'hui, le bétail répandu en grand nombre dans le pays, ne trouvant plus à se nourrir dans la brousse, brise au besoin les clôtures et pénètre, surtout la nuit, dans les jardins et les champs cultivés, les saccage et les détruit. Cette situation est du reste connue de l'Administration, et j'en ai informé le nouveau Gouverneur dans une note que je lui ai remise au retour de ma tournée. Mais l'Administration ne m'a pas paru empressée, si non à se préoccuper, du moins à parler de ce sujet. » Dans une dépêche

du 13 juin 1885, le Département, ému de ces faits, invite le Gouverneur « à prendre des mesures énergiques, pour remédier à cet état de choses qui fut l'une des causes de la dernière insurrection ».

En 1886, le chef du service du Domaine de l'État en Nouvelle-Calédonie, M. Carcopino-Tusoli; émet l'avis que les concessionnaires, qui ne se conforment pas à l'obligation de clôture, doivent être dépossédés. Le Gouverneur et le Directeur de l'Intérieur pensent au contraire que si, en 1879, au moment où la colonie sortait de l'insurrection, il avait paru indispensable de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter de nouveaux troubles, et de donner une arme à l'Administration pour protéger les indigènes et les agriculteurs, il n'entrerait pas dans ses vues de s'interposer entre deux propriétaires limitrophes, s'ils ne désiraient pas établir de clôtures entre leurs propriétés respectives. Dans une lettre du 1^{er} septembre 1886 adressée au Département, le Gouverneur ajoute à ces considérations que la clôture complète de toutes les propriétés, si elle était exigée, serait la ruine d'un grand nombre d'éleveurs en raison des dépenses qu'occasionne l'installation des barrières, et il propose d'apporter certains tempéraments à l'application de la clause insérée dans les contrats de concession en vertu de l'arrêté de 1880, et de laisser le droit au Gouverneur, selon les circonstances, de prescrire la dépossession des propriétaires qui ne sont pas en règle, ou de fermer les yeux sur l'inexécution de l'obligation qui leur est imposée.

Dans une longue dépêche ministérielle du 18 mai 1887, M. de la Porte fait tout d'abord remarquer au Gouverneur que ce mode de procéder serait des plus irréguliers et prêterait à des interprétations fâcheuses : « Le colon dépossédé pourra toujours dire que la mesure qui le frappe et à laquelle son voisin échappe est arbitraire et injuste, et l'Administration se trouvera dans la nécessité d'expliquer, non seulement les motifs qui l'ont poussée à déposséder les uns, mais encore les causes qui lui semblent de nature à justifier le maintien

des autres dans leur concession, bien qu'ils n'aient pas rempli les obligations de leur contrat. » Il déclare ensuite qu'il ne lui paraît pas possible de modifier les termes de l'article 24 de l'arrêté du 11 mai 1880; mais qu'il est, au contraire, d'avis d'appliquer, dans toutes ses conséquences, la clause des contrats relative à la clôture des pâturages dans lesquels se trouve le bétail à l'état de liberté. « Le concessionnaire ne peut se plaindre de l'obligation qui lui serait imposée, dit M. de la Porte, puisque c'est simplement l'exécution du contrat qu'il a accepté avec tous ses avantages et toutes ses charges. La clôture des pâturages peut d'ailleurs être artificielle ou naturelle : on peut, comme en France, créer des haies vives qui sont des barrières plus solides que celles faites en bois de niaoulis, et protéger ces haies par de larges fossés... Pour ces motifs, je vous prie de prendre les mesures nécessaires pour l'application stricte de l'article 24... » Il pourra être néanmoins, sous réserve d'en rendre compte au Département, accordé des délais, qui ne devront pas dépasser un an, aux propriétaires qui voudront substituer aux barrières fixes la haie vive ou naturelle. Enfin, on pourra admettre des exceptions en faveur des éleveurs, qui justifieront par un acte écrit, qu'ils se seront mis d'accord avec les éleveurs voisins pour ne pas établir de clôture entre leurs propriétés respectives. Mais il reste bien entendu, que l'obligation de clore les pâturages affectés à l'élève du bétail pourra toujours être poursuivie, non seulement par l'Administration, mais encore sur la demande du colon mitoyen.

Ces mesures restèrent pour ainsi dire sans effet, leur application rigoureuse était d'ailleurs à peu près impossible, et les troupeaux continuèrent d'errer à travers la brousse. Certains d'entre eux sont devenus réellement sauvages, ils foncent sur les gens qui viennent les troubler dans les forêts où ils se cachent, et brisent les barrières si on veut les enfermer. En 1892, la forêt Français, à l'embouchure de la Poya, les fourrés qui bordent cette rivière, la forêt de Beaupré, les bois des rives de la Moindah sont autant de repaires pour des trou-

peaux composés en grande partie de taureaux sauvages ; la situation est peut-être encore pire dans les forêts de Bontana, entre la station d'Ouaté et la vallée de Pouembout. A propos de ces troupeaux, une personne à laquelle aucune des questions calédoniennes n'est étrangère, nous a raconté un fait assez curieux et que nous demandons la permission de rapporter. Dans la vallée de Poya, un colon possédait en 1892 une soixantaine de vaches, enfermées dans un enclos solide. Elles se promenaient le long des barrières, et les taureaux du voisinage rôdaient bientôt autour de l'enceinte. On laissait alors une ouverture libre, et si un taureau plus hardi que les autres pénétrait dans l'enclos, on refermait aussitôt l'ouverture, on poussait l'animal dans un endroit *ad hoc* où on le terrassait. On le castrait ensuite, et après l'avoir soigneusement engraisé, on le vendait ! A l'aide de ses soixante vaches, le colon, dont il s'agit, vendait ainsi par an quatre-vingts bœufs environ.

Ce bétail sauvage constitue actuellement un véritable danger pour les forêts de la colonie dans lesquelles il dévore toutes les jeunes pousses. Heureusement, comme nous venons de le dire, ces troupeaux n'ont presque pas de femelles. Il n'est donc pas à craindre qu'ils augmentent beaucoup en nombre ; mais ils sont répartis dans des endroits que la Nouvelle-Calédonie doit se réserver pour l'avenir, afin d'en disposer en faveur de la véritable colonisation agricole. Il n'y aurait qu'une façon de se débarrasser de ce bétail, ce serait de lui faire une chasse acharnée, de le poursuivre dans ses retraites, dans les montagnes où il se cache, et de l'abattre à coups de fusil. Ce système a d'ailleurs été proposé et d'une manière assez ingénieuse.

Il s'agirait de le mettre en pratique.

Citons enfin quelques chiffres qui donnent une idée exacte de l'importance de l'élevage en Nouvelle-Calédonie et de son rapide développement.

En 1859, mille têtes de bétail sont importées d'Australie. En 1883, le nombre des bœufs est de 87,923 qui se répartissent

ainsi : 19.690 dans le 1^{er} arrondissement ; 29.500 dans le 2^{me} ; 20.303 dans le 3^{me} ; 10.283 dans le 4^{me} ; 8,147 dans le 5^{me}. En 1890, la race bovine atteint 102.178 têtes, dont 20.000 appartiennent à un seul éleveur, M. Brun.

CHAPITRE XI

DE DIVERSES QUESTIONS SOULEVÉES AU SUJET DE L'AFFECTATION À LA COLONISATION LIBRE DE TERRES PRISES PARMI LES RÉSERVES INDIGÈNES.

Le développement de la colonisation libre officielle amena M. le Gouverneur Feillet, ainsi que nous l'avons vu au chapitre IX, à acquérir des Canaques une partie des territoires qui leur appartenaient.

Les marchés qu'il conclut, notamment avec les tribus de Tiéti, d'Yna et de Pouëndimié, donnèrent lieu à d'ardentes polémiques. La plupart des conseillers généraux protestèrent vivement contre ces opérations, dans les séances des 9, 10, 20 et 23 juillet 1896 et reprochèrent à l'Administration locale de déposséder sans droit les indigènes, de ne leur accorder que de dérisoires indemnités et, en les vouant ainsi à la famine, de préparer de graves soulèvements (1). La nouvelle de

(1) « Le malheureux chef François ne veut pas céder, il ne veut pas vendre, il ne veut pas que ses parents et amis vendent ni cèdent leur propriété, mais il déclare en leur nom qu'ils sont obligés de fuir devant l'orage. Ils abandonnent les deux vallons. Ils fuient, emportant les 200 francs de denier à Dieu qu'on leur a mis dans la main, et qu'ils sont obligés de rembourser le lendemain pour acquitter leur impôt de capitation. On leur assigne 40 jours, du 19 janvier au 1^{er} mars, pour détruire leurs cases et leurs récoltes.

« Amère ironie, — leurs cocotiers qu'ils ont dû soigner pendant vingt années avant d'en cueillir le premier fruit; ces arbres qui, dans les années de sécheresse les préservent de la famine, ces arbres qui, dans le projet de décret sur l'impôt de capitation, sont indiqués au Ministre comme devant leur permettre d'acquitter cette taxe, sans qu'ils puissent invoquer leur indigence; — leurs cocotiers leur fourniront un droit à un indemnité de 0 fr. 10 centimes par arbre, droit acquittable par les colons qui viendront là. — Messieurs,

ces faits parvint en France, et certains journaux de la Métropole ne tardèrent pas à attaquer eux aussi les mesures prises par le Gouverneur.

Il est permis de s'étonner quelque peu de cette très profonde et soudaine sympathie pour les Canaques et de montrer quelque scepticisme au sujet des plaidoyers émus qui, tout à coup, se sont fait entendre. La vérité est, qu'il n'y a pas eu abus de la force dans nos négociations avec les indigènes. C'est en toute liberté, quelquefois même sur leur propre initiative, que ceux-ci ont cédé leurs terres aux colons. A Canala, notamment, ils demandèrent eux-mêmes à aliéner la moitié de leur territoire et, depuis plus de deux ans, vivent côte à côte avec les colons en parfaite intelligence, le colon étant pour le Canaque une source de profit. Les chefs comprennent que le temps n'est plus, où les indigènes étaient les seuls maîtres de l'île; ils voient l'avantage qu'ils tirent du voisinage des agriculteurs européens et tendent à se rapprocher de nous davantage. Dans certains cas, il est vrai, il y a eu mécontentement momentané. Dans une tribu, les libérés, vendeurs d'alcool, qui ne se souciaient pas de voir venir l'élément libre, avaient excité les Canaques; le Gouverneur se transporta sur le territoire de la tribu et calma facilement les indigènes. Il en fut de même dans une tribu catholique, où pendant un long palabre durant lequel le père missionnaire joua le rôle d'interprète, les chefs signèrent un traité fixant eux-mêmes leurs réserves. Enfin, comme signe singulier de mécontentement, les Canaques ont fait les routes, ils continuent à offrir des terres, et si l'insurrection se réveille jamais, ce ne sera grâce ni à la question des terres, ni à l'agitation des vieux chefs Canaques; la cause devra en être cherchée dans les incitations des libérés. Ajoutons que, dans une lettre adressée à M. Isaac, sénateur de la Guadeloupe, et rendue publique le 29 décembre 1896, le Ministre

o fr. 10 centimes pour un arbre qui fournit par année 10 kilogs de coprah, c'est-à-dire un revenu minimum de 2 francs. Ce dernier détail ne vous révèle-t-il pas, jusqu'à l'évidence, l'esprit qui a inspiré ce contrat léonin? » Discours prononcé par M. Audrain, à la séance du 9 juillet 1896.

des Colonies approuve, comme l'avait fait son prédécesseur en 1895, les négociations intervenues avec les Canaques. Le Ministre expose dans cette missive que le nombre des indigènes diminue d'année en année et que les réserves qui leur ont été jadis affectées sont devenues trop vastes pour leurs besoins. Il rend en outre hommage au Gouverneur en montrant combien, tout en s'efforçant de développer la colonisation européenne, M. Feillet s'est attaché à la pacification des tribus. D'ailleurs, M. Lebon ajoute, que les griefs spéciaux aux tribus d'Yna et de Tiéti, mécontentes, l'une, qu'on n'ait pas suffisamment tenu compte de la valeur des plantations existant sur les terres ayant donné lieu à échange, l'autre, de la mauvaise qualité des terrains qui lui ont été attribués, feront l'objet d'un examen approfondi de l'Inspecteur général des Colonies, qui étudiera, de concert avec le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, les mesures à prendre pour leur donner satisfaction s'il y a lieu. « En résumé, M. le Sénateur », dit en terminant le Ministre, « vous pouvez être assuré que l'ouverture de la Nouvelle-Calédonie à la petite colonisation libre, que M. le Gouverneur Feillet poursuit avec une énergie et une constance que je me plais à reconnaître, continuera à s'accomplir avec toutes les garanties nécessaires pour les droits et les intérêts des indigènes, auxquels l'administration coloniale doit sa bienveillante protection. »

Or, les faits suivants furent constatés au cours de sa mission par l'Inspecteur général : Yna comprend 150 habitants et a reçu 840 hectares. Poindimié a 50 habitants et dispose d'une réserve de 716 hectares; aux 130 habitants de Tiéti, 1.009 hectares ont été donnés. Toutes ces terres sont largement arrosées, couvertes de végétation et propices aux plantations. De plus, un cantonnement de 2.097 hectares, réunissant les mêmes conditions, et sis à proximité des trois tribus, peut être occupé par elles. C'est donc pour 330 habitants, une étendue de 4.662 hectares, bien supérieure à la proportion de 3 hectares par tête, que l'Administration locale s'est fait une règle d'attribuer aux indigènes. — Il a été en outre constaté

que 854 cocotiers seulement existaient sur les réserves abandonnées à l'Administration, et non pas 2.000, comme on l'avait dit; qu'on y comptait 350 caféiers et non près de 1300. Pour ces arbustes dont le petit nombre excluait toute possibilité d'exploitation sérieuse, une indemnité de 0fr. 25 par pied a été payée. Quant aux cocotiers, ils n'avaient pas non plus la valeur de 40 francs qui leur était attribuée. On a constaté la vente entre Canaques, d'un terrain de 80 hectares, planté de 2.500 cocotiers, pour la somme de 10 francs; les îlots qui entourent la Nouvelle-Calédonie et qui sont couverts de ces arbres, restant inexploités, sont loués pour le prix de 1 fr. 50 par hectare. — Enfin, les Canaques n'occupaient effectivement que 30 hectares des terres qui leur ont été enlevées, et pour les dédommager du déplacement auquel ils ont été astreints, une somme de 800 francs a été répartie entre eux, suivant les conventions signées avec leurs chefs.

Après cet exposé, toute appréciation nous semble vaine.

Élargissons un peu la question. Depuis 1878, ainsi qu'il résulte d'un rapport de M. le Gouverneur Laffon, en date du 15 juillet 1893, la population indigène a déchu dans une proportion invraisemblable, malgré toutes les mesures d'aide et de protection adoptées par l'Administration locale, et toute la bienveillance dont elle a fait constamment preuve à l'égard de l'élément autochtone. Si le recensement a présenté jusqu'à ce jour de grandes difficultés et n'a pas permis aux services publics de connaître, avec une rigoureuse exactitude, le chiffre des indigènes disséminés sur tout le territoire, l'administration spéciale des Affaires indigènes, qui suit jour par jour, avec un zèle louable, ce qui est relatif à cette population qui vit sous nos lois, a pu, avec le temps se procurer des renseignements et des indications suffisamment précis. « La population indigène totale de la Grande terre est évaluée assez approximativement à 20 ou 22.000 individus tout au plus, alors qu'elle atteignait en 1878 le chiffre de 40.000 âmes; elle accuse donc, pour une période de quinze ans, une diminution de près de moitié, et quelle que soit la surveillance exercée en

vue de les soumettre à certaines règles fondamentales d'hygiène, malgré les arrêtés locaux qui les protègent contre des excès auxquels, malheureusement, ils sont trop portés, les indigènes sont appelés dans un avenir très rapproché à disparaître complètement. Or, l'étendue des terres qui ont été affectées à l'élément autochtone, est resté exactement la même, et sur plusieurs points de la colonie, il est d'immenses réserves occupées par des tribus jadis très peuplées, mais qu'aujourd'hui le temps a réduites presque à rien. Tous ces terrains sont abandonnés, en friche, perdus pour les indigènes et manquant également aux colons travailleurs. » Ne pense-t-on pas que l'inviolabilité et l'imprescriptibilité s'effacent en même temps que leur objet, et que les 20.000 indigènes qui peuplent actuellement la Nouvelle-Calédonie n'ont pas besoin de la même étendue de terres que les 40.000 qui, en 1878, représentaient la population Canaque? Un travail sérieux de délimitation des réserves indigènes permettrait d'affecter à la colonisation libre des milliers d'hectares actuellement complètement abandonnés par les tribus.

Citons pour terminer l'étude de cette question, quelques passages d'un discours prononcé par M. Moriceau, chef des Affaires indigènes, dans la séance du Conseil général du 10 juillet 1896. Ces paroles nous paraissent empreintes de l'esprit le plus pratique et de la plus indiscutable logique. « Après des années d'essais, d'efforts de toutes sortes, il est reconnu que la culture du café convient admirablement à ce pays; un gouverneur qui n'a en vue que le bien de la colonie... se multiplie pour faire connaître aux Français désireux de s'expatrier et de se créer un sort meilleur dans nos établissements d'Outre-mer, qu'ils peuvent ici, avec un petit capital et de patients efforts, se créer une position qui n'est plus dans nos vieux pays que le privilège du petit nombre. Sa voix a de l'écho en France, les demandes de passage se produisent, le mouvement, limité d'abord à quelques familles disposant d'un petit capital, s'étend à des personnes possédant d'importants capitaux, cette immigration augmente forcément la

valeur des propriétés créées par vous avec tant de difficultés, les assemblées locales s'associent avec ardeur à ce qui est le vœu intime de toute la population laborieuse, et aujourd'hui ce mouvement qui ne tend qu'à s'accroître serait arrêté et pour satisfaire qui ? je vous le demande, quelques indigènes qui ne se plaignent même pas, qui ont accepté sans qu'il ait été besoin de les intimider, des transactions qui mettaient à notre disposition des terres dont ils ne faisaient rien.

« Si la théorie de M. Audrain était acceptée, il faut être logique, il faut nous en aller. Si nous n'avons pas le droit de leur racheter la jouissance des terrains qui leur sont inutiles, nous avons encore moins le droit de les déposséder pour rien des terres de Bourail, de Fonwary, de la Foa, etc. Ils étaient les premiers occupants du sol Calédonien et toutes les concessions données depuis la prise de possession seraient nulles.

« Je ne pense pas, Messieurs, que vous partagiez cet avis. Vous êtes venus pour vos affaires, car, après tout, la colonisation n'est qu'une affaire. Vous avez risqué vos capitaux, vous avez durement peiné et du moment que les indigènes avaient largement de quoi subvenir à leurs besoins, vous aviez le droit d'avoir la conscience tranquille, vous ne leur devez rien. Comment donc aujourd'hui, accepteriez-vous qu'on remît tout en question, et votre droit de posséder le sol, et votre droit de le mettre en valeur ? »

CONCLUSION

Nous voici arrivés au terme de cette longue étude, et il s'agit de définir l'enseignement général qui s'en dégage.

La Nouvelle-Calédonie est une des rares colonies françaises où l'Européen peut vivre aisément et se constituer une famille : c'est une colonie de peuplement. Ce caractère lui est reconnu dès 1854, dans les rapports du contre-amiral Fébrier des Pointes et du capitaine de vaisseau Tardy de Montravel. Il fallait donc, dès cette époque s'efforcer de détourner vers cette contrée une partie du courant d'émigration qui porte chaque année un si grand nombre d'habitants de la Métropole vers les différents pays de l'Amérique. Et pour cela, quelles mesures devait-on prendre ? Établir une réglementation avantageuse et pratique de l'aliénation des terres, et faire en France une propagande raisonnée en faveur de notre possession de l'Océanie.

Or qu'a-t-on fait ?

Les règlements concernant l'aliénation des terres qui se sont succédés en grand nombre, se modifiant perpétuellement, se sont préoccupés bien plus de fournir immédiatement quelque argent au Trésor local, que de constituer solidement la petite et la moyenne propriété qui, seules, peuvent assurer à la colonie une réelle fortune.

L'adjudication publique fut, en effet, de tout temps, le mode d'aliénation des terres le plus en honneur. Il est d'ailleurs fort approuvé par les économistes, qui lui trouvent surtout l'avantage de rassurer les consciences et d'ôter tout prétexte

aux accusations de concussion. Nous n'hésitons pas à le dire, ce système nous semble totalement incapable de créer une colonisation sérieuse. L'essentiel, en effet, lorsqu'on veut fonder un établissement colonial, n'est pas de retirer des terres le prix le plus élevé, mais bien d'imposer aux acquéreurs des conditions déterminées et de s'assurer s'ils sont aptes à les exécuter. Cela exige un certain choix des personnes qui est incompatible avec la publicité de l'adjudication. De plus, l'insertion au contrat de conditions nombreuses, telles que clôture des pâturages, plantation en café ou en vanille d'une étendue donnée, dont l'exécution ne peut être assurée que par la clause de déchéance, cette insertion devient impossible dans la vente aux enchères publiques. En effet, comment exercer, nous ne disons pas en droit, mais en équité, l'action résolutoire contre un adjudicataire qui aura offert et payé après enchères, le prix le plus élevé? Dans toute colonie en formation, ce système, loin d'être la règle, ne doit se présenter que comme exception, être employé subsidiairement à d'autres.

C'est en grande partie, grâce à l'adjudication publique et à la vente de gré à gré portant sur de vastes étendues, que l'on est arrivé en Nouvelle-Calédonie à constituer d'immenses domaines dont la plupart des terres sont en friche, et dont les milliers d'hectares ne sont consacrés qu'à un primitif élevage.

Les concessions gratuites au contraire, dont on a dit tant de mal, sont indispensables dans toute possession à ses débuts. Non pas que nous approuvions le procédé qui consiste à faire venir en masse des gens de tous métiers, dépourvus des moindres ressources, et à leur distribuer des lots, dans l'espérance de les voir réussir. Cette manière d'opérer a donné en Algérie les résultats que l'on sait, et elle est certainement le plus déplorable mode de colonisation qui puisse être. Non, la concession gratuite doit être comprise d'autre façon. Elle doit représenter le principal des avantages destinés à provoquer l'émigration sérieuse. La réussite d'une exploitation agricole dépend en effet autant de l'homme qui la dirige, que du sol dont elle se compose. Il faut choisir avec soin les émi-

grants, leur demander des qualités de moralité, d'initiative et d'endurance, et la justification de certaines ressources qui leur permettraient d'attendre la mise en rapport complète de leur propriété. Dix colons expérimentés et travailleurs sont préférables à mille individus pris au hasard, et s'expatriant dans la conviction qu'aux colonies, ils n'auront rien d'autre à faire qu'à attendre la fortune. Les dix colons travailleurs réussiront et se fixeront dans le pays. Les autres, au contraire, vite découragés, regagneront la Métropole et feront à la colonie la plus détestable réputation. Le système de la concession gratuite nous semble donc devoir être préconisé avant tout autre.

Or, jusqu'en 1895, et sauf de rares exceptions, ce mode d'aliénation fut absolument négligé, et les étendues de terres, que l'on accordait ainsi, étaient véritablement dérisoires.

Mais il est d'autres modes, qui, employés à défaut de la concession gratuite ou concurremment avec elle, sont également capables de créer une colonisation durable. Et nous reconnaissons volontiers que la législation domaniale de la Nouvelle-Calédonie renferme à ce sujet d'intéressantes dispositions. La vente à prix fixe, la location avec droit de préemption, la concession à titre onéreux d'après une rente perpétuelle toujours rachetable ou d'après un prix déterminé, payable par annuités, d'abord très faibles, puis allant sans cesse en grandissant, toutes ces mesures, édictées par des arrêtés locaux, sont dignes de la plus vive approbation. Elles constituaient certainement des moyens efficaces de colonisation, et auraient pu produire d'excellents résultats.

Malheureusement un élément indispensable de succès, la propagande, faisait défaut. Le public était en effet complètement ignorant de la physionomie exacte de la Nouvelle-Calédonie. Le Département et l'Administration locale ne publiaient sur ce pays aucun écrit destiné à le faire connaître, et à provoquer chez les Européens le désir de s'y installer (1).

(1) La première notice de ce genre fut publiée en 1884, par ordre de M. le Gouverneur Pallu de la Barrière. Elle était l'œuvre de M. G. Gallet.

A peine de temps à autre, le Journal officiel insérait-il de laconiques renseignements sur notre possession d'Océanie. Elle n'apparaissait à la masse des Français que sous l'aspect d'une géole lointaine, et la promiscuité des condamnés n'était pas pour encourager les honnêtes gens à s'y rendre.

Et voici découverte une troisième cause du long insuccès de la colonisation libre : la colonisation pénale. Cette coûteuse utopie a durant bien des années entravé le peuplement sain de la colonie. « La lenteur du développement de la Calédonie, » dit Anderson, « est attribuée par les Français à l'établissement pénal, et non sans raison. Peut-être les Français, trouvant là un déversoir convenable pour leurs criminels, ne se soucient-ils pas d'y voir venir des capitalistes et des négociants. » (1) « La Nouvelle-Calédonie, dit de son côté Nicomède, étant une colonie à colons, cela fait regretter que la colonisation pénale, au lieu d'être l'auxiliaire et la servante de la colonisation libre, l'ait restreinte et étouffée. Nous avons trop peu de colonies salubres, pour qu'on en donne une tout entière à l'Administration pénitentiaire, et pour qu'on en arrive à ne considérer la Nouvelle-Calédonie, que comme un vaste bagne où les colons libres s'arrangeront comme ils pourront entre les Canaques et les condamnés (2). » Et M. Reclus porte à ce sujet le jugement suivant : « C'est la concurrence de la main-d'œuvre pénitentiaire qui enlève au petit cultivateur toute chance de succès (3). » On ne saurait mieux dire.

Une quatrième et dernière raison doit être enfin cherchée dans l'état longtemps indécis de la question du Domaine. On peut dire, en effet que, de 1884, époque à laquelle le Département se rappela soudain qu'il était propriétaire des terres vacantes de la Nouvelle-Calédonie, jusqu'à la fin de 1894, la non solution de cette question et les controverses auxquelles elle donna lieu, portèrent un coup funeste à la colonie. Le

(1) Anderson, *Travels*, page 214.

(2) Nicomède, *Bourail*, page 60.

(3) Reclus, *Géographie universelle*, tome XIV, page 702.

Département, par une série de mesures plus ou moins contradictoires, mais toujours dictées par le sentiment de la plus étroite centralisation, rendit, durant une période de près de dix ans, toute colonisation impossible.

Si, actuellement, la situation est différente, s'il semble que l'on assiste à un véritable réveil de la colonisation libre agricole, la raison en est surtout dans ce que les conditions, au milieu desquelles s'opérait cette colonisation, ont été profondément modifiées.

Le nouveau Gouverneur, M. Feillet, a en effet compris le parti que l'on peut tirer du mode de la concession gratuite, pourvu qu'on le réglemente intelligemment, et qu'on ne s'adresse qu'à des colons sérieux; les arrêtés qu'il a rendus sur cette matière approchent de la perfection.

Une propagande vigoureuse est faite en faveur de notre possession. L'Administration locale publie des notices destinées aux émigrants, et, en France, des sociétés privées, telles que le Comité Duplex et l'Union coloniale française dont on ne saurait trop louer le zèle éclairé en cette affaire, répandent largement dans le public les enseignements de toute nature sur la colonie.

Enfin, depuis 1897, la question de la propriété des terres sans maîtres est définitivement tranchée. De plus, des milliers d'hectares pris parmi le domaine pénitentiaire sont désaffectés et sur le point d'être livrés à la colonisation libre, et l'on peut espérer que le jour est proche où les événements permettront la suppression définitive du service pénitentiaire en Nouvelle-Calédonie.

Malgré toutes ces circonstances heureuses, nous croyons qu'il faut attendre encore quelque temps, pour juger sainement l'œuvre accomplie durant les deux dernières années. Nous pensons qu'il est nécessaire d'éviter aussi bien un optimisme aveugle qu'une critique dépourvue de raison. Mais il convient surtout, de ne pas présenter la Nouvelle-Calédonie comme un éden tropical où la vie est plus facile que partout ailleurs, et où la Fortune accueille les mains ouvertes quiconque veut

bles s'y établir. L'immigrant devra travailler avec ardeur, être tenace, ne pas se décourager au moindre revers et posséder des habitudes d'ordre strict et de rigoureuse économie. Il pourra dès lors arriver assez rapidement au bien-être.

C'est sur cette catégorie de petits colons que nous comptons surtout pour tirer la Nouvelle-Calédonie de l'espece de marasme dans lequel elle a été trop longtemps plongée, pour lui fournir une population honnête et laborieuse, pour en faire, suivant l'heureuse expression de M. Bernard, « une sorte d'Auvergne et de Bretagne d'au-delà des mers. » Les grandes exploitations rurales lui sont en effet funestes, et c'est vers les entreprises minières que doivent se diriger les capitaux importants et l'activité des grands entrepreneurs.

Mais il faut conclure. Avec l'aide de l'Union coloniale française et de l'Union agricole calédonienne, M. le Gouverneur Feillet soutenu par le Ministère des Colonies, est parvenu à créer un mouvement d'émigration, qui, bien que modeste encore, a déjà cependant fourni d'appréciables résultats, et ce mouvement, qui ne peut que croître, fait bien augurer de l'avenir. Ajoutons que cette œuvre eût été impossible sans le concours du Conseil Général qui a toujours voté la plupart des crédits indispensables à l'ouverture des nouveaux centres, aux allotissements, à la construction des voies d'accès. Au reste, de tout temps cette assemblée a inscrit au budget local, dans la limite des besoins de la colonie, et même quelquefois au-delà de ces limites, des prévisions pour encourager l'immigration européenne, et il convient également de rappeler à sa louange qu'elle n'a jamais cessé de protester contre le décret du 10 août 1884, et cela dès le lendemain de sa promulgation.

Il est donc permis d'espérer que, dans une époque relativement rapprochée, on ne pourra plus dire, comme l'écrivait jadis certain auteur allemand que « l'impuissance des Français à coloniser est particulièrement sensible en Nouvelle-Calédonie (1). » Le superbe mouvement colonial qui entraîne

(1) *Novara. Reise, Beschreibender Theil*, 2^{me} édition, tome III, page 226.

actuellement notre pays profitera sans nul doute à notre possession d'Océanie. Alors, elle cessera d'être la « colonie sans colons, » dont parlait M. Jeanneney (1) et, petite France lointaine, sera une nouvelle preuve victorieuse de la fausseté de cet antique lieu commun que les Anglais ont accrédité par le monde : « Les Français ne sont pas colonisateurs. »

(1) Jeanneney, *Nouvelle-Calédonie agricole*.

Vu, Le Président de la thèse,

N. ESTOUBLON.

Vu par le Doyen,

C. GARSONNET.

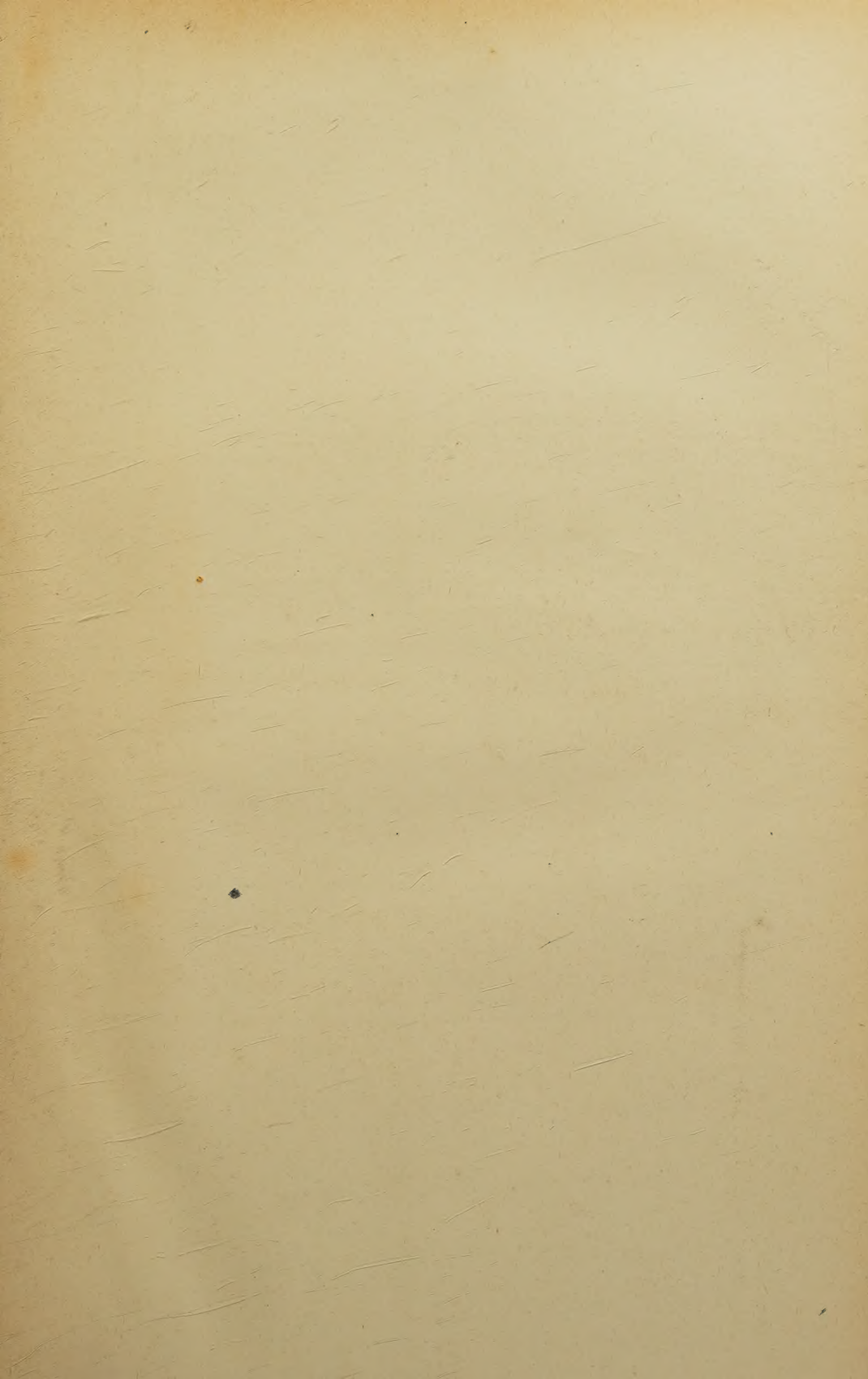
VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.....	v
CHAPITRE I. — La question du domaine.....	1
CHAPITRE II. — L'aliénation des terrains ruraux. — Considérations générales.....	8
CHAPITRE III. — Première période : de 1853 à 1862.....	10
CHAPITRE IV. — Deuxième période : de 1862 à 1875.....	31
CHAPITRE V. — Troisième période : de 1875 à 1880.....	53
CHAPITRE VI. — Quatrième période : de 1880 à 1885.....	65
CHAPITRE VII. — Cinquième période : de 1885 à 1895.....	86
CHAPITRE VIII. — Sixième période : de 1895 à ce jour.....	110
CHAPITRE IX. — Les produits du domaine et leur affectation budgétaire.	150
CHAPITRE X. — La question du bétail.....	159
CHAPITRE XI. — De diverses questions soulevées au sujet de l'affectation à la colonisation libre de terres prises parmi les réserves indigènes.....	168
CONCLUSION.....	174



TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET C^{ie}. — MESNIL (EURE).
